



L'OBSERVATOIRE DU DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION



**Le pouvoir des femmes
dans les luttes pour la
souveraineté alimentaire**

2019 / ÉDITION 11

RÉSEAU MONDIAL POUR LE DROIT À ALIMENTATION ET À LA NUTRITION



L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition est la publication phare du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, qui comprend les organisations et mouvements sociaux suivants :



Alliance mondiale des peuples autochtones
mobiles (WAMIP)
Inde



Asian-Pacific Resource and Research
Centre for Women (ARROW)
Malaisie



Association paysanne pour le développement
(A.P.A.D.E.)
Togo



Association pour la protection de la nature
au Sahel (APN-Sahel)
Burkina Faso



Biowatch South Africa
Afrique du Sud



Brot für die Welt
Allemagne



Centro Internazionale Crocevia
Italie



CIDSE
(Alliance internationale d'agences de
développement catholiques)
Belgique



Coalition internationale pour l'habitat et
Réseau pour les droits au logement et à la terre
(HIC-HLRN)
Égypte



Coletivo de Entidades Negras (CEN)
Brésil



Conseil international des traités indiens (CITI)
États-Unis



Conseil œcuménique des Églises - Alliance
œcuménique « Agir Ensemble » (COE-EAA)
Suisse



Convergence malienne contre l'accaparement
des terres (CMAT)
Mali



Dejusticia
Colombie



FIAN International
Allemagne



Fórum Brasileiro de Soberania
e Segurança Alimentar e Nutricional
(FBSSAN)
Brésil



Forum mondial des pêcheurs et travailleurs
de la pêche (WFF)
Ouganda



Forum mondial des populations de pêcheurs
(WFPF)
Afrique du Sud



HEKS/EPER (Entraide protestante suisse)
Suisse



Independent Food Aid Network (IFAN)
Royaume-Uni



Justicia Alimentaria
Espagne



KATARUNGAN
Philippines



KHANI
Bangladesh



Maleya Foundation
Bangladesh



Mouvement populaire pour la santé (PHM)
Afrique du Sud



Observatori DESC
Espagne



Organisation inter-églises de coopération au
développement (ICCO Coopération)
Pays-Bas



Organisation mondiale contre la torture (OMCT)
Suisse



Pain pour le prochain
Suisse



Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)
Equateur

POSCO Pratirodh Sangram Samiti (PPSS)
Inde



Réseau régional de la société civile pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Communauté des pays de langue portugaise (REDSAN-CPLP)
Portugal



Réseau africain pour le droit à l'alimentation (RAPDA)
Bénin



Réseau d'action international des groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN)
Suisse



Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)
Burkina Faso



Right to Food Campaign
Inde



Right to Food Network – Malawi
Malawi



Society for International Development (SID)
Italie



Solidaritas Perempuan (SP)
Indonésie



SOS Faim Luxembourg
Luxembourg



Sustain
Royaume-Uni



Terra Nuova - Centro per il Volontariato ONLUS (TN)
Italie



Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA)
Suisse



URGECI
France



WhyHunger
États-Unis



World Alliance for Breastfeeding Action (WABA)
Malaisie



WUNRN (Women's UN Report Network)
États-Unis



Zambia Alliance for Agroecology and Biodiversity (ZAAB)
Zambie

RESPONSABLES DE LA PUBLICATION



Brot für die Welt
Allemagne



FIAN International
Allemagne

FINANCÉ PAR



Commission européenne (CE)



HEKS/EPER
(Entraide protestante suisse)



Direction du développement et de
la coopération (DDC-Suisse)



MISEREOR



FIAN International

Cette publication a été réalisée avec l'aide financière de la Commission européenne (CE). Les articles qu'elle contient engagent la seule responsabilité de leurs auteurs et ne peuvent aucunement être considérés comme reflétant le point de vue de la CE.

Le contenu de ce rapport peut être cité ou reproduit à condition que la source de l'information soit explicitement mentionnée. Les organisations responsables de la publication souhaiteraient recevoir une copie des documents qui citent ou utilisent ce rapport. Tous les liens Internet cités dans cette publication ont été consultés pour la dernière fois en juillet 2019.

| Conseil éditorial

Antonio Onorati, Centro Internazionale Crocevia et
Associazione Rurale Italiana (ARI)

Bernhard Walter, Brot für die Welt

Christina Schiavoni, Institut international d'études
sociales (IIES)

Emily Mattheisen, FIAN International

Isabel Álvarez, URGENCI

Karine Peschard, Institut de Hautes Études
Internationales et du Développement (IHEID)

Manigueueigdinapi Jorge Stanley Icaza, Conseil
international des traités indiens (CITI)

Marcos Arana Cedeño, Réseau international des
groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN)

Marcos Ezequiel Filardi, Chaire Libre de Souveraineté
Alimentaire, Ecole de nutrition, Université de Buenos
Aires (UBA), Musée Hunger

Nora McKeon, Collège universitaire international de
Turin, Université de Rome 3 et Terra Nuova – Centro per
il Volontariato ONLUS (TN)

Priscilla Claeys, Centre d'agroécologie, d'eau et de
résilience (CAWR), Université de Coventry et FIAN
Belgique

Stefano Prato, Society for International Development
(SID)

| Rédactrice en chef

M. Alejandra Morena,
FIAN International – morena@fian.org

| Traduction de l'anglais et de l'espagnol vers le français

Marie-Laurence Homburg, Serge Federico, Isabella
Caucig

| **Relecture** Isabelle Claeys, Serge Federico, Isabella
Caucig

| **Concept & mise en page** Ian Davidson, Marcela Vidal

| **Couverture** Illustration de Tania González

| **Impression** LokayDRUCK, Allemagne, sur papier
certifié FSC

OCTOBER 2019

Rejoignez-nous sur Facebook :
www.facebook.com/RtFNWatch

Suivez l'actualité de l'Observatoire sur Twitter :
[#RtFNWatch](https://twitter.com/RtFNWatch)

ISBN:

978-3-943202-51-9



www.righttofoodandnutrition.org/fr/content/observatoire

TABLE DES MATIÈRES

01	En colère : les femmes et la nature <i>Donna Andrews, Kiah Smith et M. Alejandra Morena</i>	06
02	La résistance des femmes contre l'autoritarisme au Brésil, aux Philippines et à Rojava (Syrie du Nord) <i>Daryl L. Leyesa</i>	18
03	Les femmes invisibles : la faim, la pauvreté, le racisme et le genre au Royaume-Uni <i>Deirdre Woods</i>	28
04	Coming Out : la diversité de genre dans le système alimentaire <i>Paula Gioia</i>	36
05	L'agroécologie n'existe pas sans le féminisme <i>Iridiani Graciele Seibert, Azra Talat Sayeed, Zdravka Georgieva et Alberta Guerra</i>	44
06	Migrer pour survivre : un dialogue entre femmes du Guatemala, du Honduras et du Mexique <i>Andrea Dominique Galeano Colindres et Vanessa Albertina Sosa López</i>	54

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

BM	Banque mondiale	HCR	Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes des Nations Unies	ILGA	Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes
CIDH	Commission interaméricaine des droits de l'homme	LGBTIQ	lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels, transgenre, travestis, transformistes, intersexe et queer
Comité CEDAW	Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	LVC	La Vía Campesina
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies	MSC	Mécanisme de la société civile pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire des Nations Unies
CSW	Commission de la condition de la femme des Nations Unies	ONG	organisation non gouvernementale
ECVC	Coordination européenne Vía Campesina	ONU	Organisation des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	RU	Royaume-Uni
FDSN	Fédération démocratique de la Syrie du Nord	SOFI	Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (rapport annuel)
FMI	Fonds monétaire international	TCR	théorie critique de la race
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	USA	États-Unis d'Amérique



01

EN COLÈRE : LES FEMMES ET LA NATURE

*Donna Andrews, Kiah Smith et
M. Alejandra Morena*

Donna Andrews est chercheuse pour Critical Food Studies auprès de l'Université du Cap-Occidental en Afrique du Sud. Elle est active au sein de l'Ecole féministe de la Rural Women's Assembly, et du Tribunal Permanent des Peuples sur les Multinationales en Afrique Australe.

Kiah Smith est chercheuse auprès de l'Université de Queensland à Brisbane, Australie (projet Fair Food Futures and Civil Society). Elle est membre de Future Earth et co-coordinatrice de la Fair Food Alliance.

M. Alejandra Morena est spécialiste féministe des droits humains. Elle est rédactrice-en-chef de l'Observatoire du Droit à l'Alimentation et à la Nutrition, et coordinatrice pour l'Amérique centrale de FIAN International.

Le Critical Food Studies veut développer une connaissance critique des contextes, des significations culturelles et des cadres épistémologiques associés aux systèmes alimentaires.

Le projet Fair Food Futures and Civil Society invite les acteurs et actrices de la justice alimentaire à une discussion avec les décideurs politiques en Australie.

FIAN International, créée en 1986, est une organisation internationale de droits humains œuvrant pour la réalisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates.

« Les femmes sont, et ont toujours été, indispensables à la conception de politiques alimentaires radicales, susceptibles de rétablir notre lien avec la nature, de retisser les relations sociales et de privilégier la justice intersectionnelle. »

REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à Felogene Anumo (Association for Women's Rights in Development, AWID) et à Priscilla Claeys (Coventry University et FIAN Belgique) pour leur aide lors de la révision de cet article.

PHOTO |

[Astrud Lea Beringer](#) / Tous droits réservés.

Au cœur de la Syrie du Nord, un village écologique renaît de ses cendres. Il a été construit pour et par des femmes d'origines et de confessions diverses. A mains nues, elles ont érigé leurs maisons, leurs écoles et leurs exploitations agricoles. Dans un contexte de violence, ces femmes ont bâti un havre de paix pour elles et pour leurs enfants, un lieu protégé de l'oppression patriarcale et respectueux de la nature. Il s'agit ici d'un exemple tiré de l'édition de cette année de *l'Observatoire du Droit à l'alimentation et à la nutrition* (ci-après *l'Observatoire*), qui poursuit son travail en soutien des luttes menées par les petits producteurs et petites productrices d'aliments, et par toutes les victimes de la faim et de la malnutrition.¹ *L'Observatoire*, qui se fonde sur des expériences vécues par des personnes réelles, veut contribuer à une transformation radicale de nos systèmes alimentaires et, partant, garantir le plein exercice du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates pour tous, sans discrimination aucune. Les auteurs et auteures de *l'Observatoire* n'ont eu de cesse de souligner le rôle crucial joué par les femmes dans les systèmes alimentaires et dans les métiers de l'alimentation,² et d'insister que les droits des femmes constituent une composante inaliénable du concept global de droit à l'alimentation et à la nutrition.³

Cette année, les auteurs et auteures tentent d'élargir le champ en plaçant les femmes au cœur des systèmes alimentaires. La question est brûlante à la lumière de l'augmentation constante de la violence et des atteintes dont sont victimes les femmes (et les communautés en général), qui aspirent à réinventer l'alimentation, l'environnement et les économies en opposition à la montée du pouvoir des entreprises et des gouvernements néo-libéraux de droite. C'est face à la violence systémique – qui

¹ Entre 2008 et 2018, *l'Observatoire* a reçu des contributions d'environ 275 auteurs et auteures, organisations de la société civile et mouvements sociaux du monde entier. Dans toutes les éditions, l'équilibre entre les régions et les genres a été un facteur déterminant.

² Par « métiers de l'alimentation », nous entendons toutes les activités qui tournent autour de l'alimentation : production, préparation, activités culinaires, achats/partages et déchets alimentaires.

est intrinsèque au capitalisme patriarcal et soutient la crise écologique actuelle – que naissent les luttes individuelles et collectives des femmes pour le droit à l'alimentation et à la nutrition.

En tant qu'auteurs du présent article, nous voulons tisser les divers récits de cette édition dans une même trame « femmes-violence-nature ». Les cinq articles illustrent un large éventail de luttes militantes et d'analyses féminines sur le droit à l'alimentation et à la nutrition. Chacun à sa manière, les articles : (i) mettent en exergue la conjoncture politique, principalement de droite, dans laquelle se déploie ce militantisme ; (ii) soulignent les violences d'état perpétrées par des politiques nationales et internationales discriminatoires, qui réduisent l'autonomie des femmes en limitant et en affaiblissant leur droit à l'alimentation et à la nutrition, et à d'autres droits humains ; (iii) éclairent la manière dont le patriarcat et l'hégémonie du système agricole et alimentaire capitaliste néolibérale pèsent négativement sur les femmes et la nature ; et (iv) mettent en évidence la résistance menée pour un système alimentaire juste. Nous voyons dans ces informations autant de preuves que, dans le système alimentaire actuel, les femmes et la nature sont exploitées, « exclues » et occultées, mais que, par ailleurs, existent d'autres manières de vivre ensemble et en harmonie avec la nature.

LES MAINS INVISIBLES

L'édition 2019 de l'*Observatoire* se concentre sur les femmes et les articles sont principalement l'oeuvre de femmes de toutes les régions du monde.⁴ Les cinq articles offrent une visibilité sans équivoque aux femmes Noires, dalit, autochtones, migrantes, réfugiées et LGBTTIQ. Ils illustrent également les luttes individuelles et collectives des femmes urbaines et rurales, des paysannes, des travailleuses agricoles, des petites productrices, des gardiennes de troupeaux, des pêcheuses, des consommatrices, des demandeuses d'asile, des réfugiées, des mères, des sœurs, des filles et des épouses. Leurs identités et leurs positionnements sont multiples et évoluent à travers le temps et l'espace. Comme en témoignent une approche féministe intersectionnelle et une démarche basée sur le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates, les vies et les expériences des femmes et leur relation à l'accès à une alimentation adéquate (ou l'absence d'accès) ne sont pas définies *uniquement* par leur genre, mais également par leur race, leur appartenance ethnique, leur caste, leur classe, leur orientation ou identité sexuelles, leur emplacement géographique (urbain/rural, Nord/Sud), leurs capacités / handicaps, et par bien d'autres facteurs. Les auteures de l'*Observatoire* 2019 Woods et Gioia voient d'un œil critique notre propension à considérer les femmes comme un groupe trop homogène. Leurs propositions nous invitent à placer les questions de la race et de l'orientation sexuelle au cœur de notre approche intersectionnelle du droit à l'alimentation et à la nutrition et du mouvement pour la souveraineté alimentaire en général.⁵

Les femmes continuent à souffrir de manière disproportionnée de la famine et à être occultées dans les systèmes alimentaires. Pourtant, et nous y voyons un paradoxe, malgré les tentatives visant à les séparer de leurs terres, les femmes restent majoritaires dans le secteur de la production alimentaire et du travail agricole. Dans de nombreuses communautés, elles sont les détentrices des connaissances ancestrales sur les plantes, la biodiversité et les semences. En d'autres termes, elles sont les « progénitrices de nos chaînes alimentaires ».⁶ Les femmes jouent également un rôle essentiel dans l'élevage de bétail, la protection des forêts, des rivières, des lacs et des mers et dans les pêcheries – tissage des filets et prises de poissons, commerce et transformation du poisson.⁷ Parallèlement, elles sont « en première ligne de la

3 Comme souligné dans l'*Observatoire* 2015, « (...) FIAN International, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile, qui composent le Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition interprètent le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition comme intégrant la souveraineté alimentaire, la pleine concrétisation des droits humains des femmes (nous soulignons) et l'indivisibilité de tous les droits humains. » Schieck Valente, Flavio Luiz. « Quand les entreprises s'emparent de la gouvernance de l'alimentation et de la nutrition : une menace pour les droits humains et la souveraineté des peuples » *Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*, 2015:19. Disponible sur : https://www.righttofoodandnutrition.org/files/watch_2015_article_1_french_quand_les_entreprises_s'emparent_de_la_gouvernance_de_l'alimentation_et_de_la_nutrition.pdf

4 L'*Observatoire* est un recueil de contributions venant de plus de 30 auteurs, personnes interrogées et analystes, toutes des femmes à une exception, en provenance de plus de 20 pays du monde entier. Vous y lirez les contributions de petites productrices, d'une paysanne et d'une apicultrice, d'une agronome et d'une ingénieure de l'environnement, de militantes, d'universitaires et de chercheuses, pour n'en citer que quelques-unes. Plusieurs articles ont été rédigés grâce à des méthodes collectives (entrevues, téléconférences, contributions écrites...)

5 N'oublions pas que la capacité de réflexion et la sensibilisation au positionnement – surtout pour ce qui concerne qui nous organisons et comment, qui parle au nom de qui, quand et comment, ainsi que la nature des voix qui se font entendre – devraient figurer au cœur de toute pratique féministe pertinente. Faute de quoi, nous nous aventurons sur un terrain dangereux et risquons d'effacer les voix et les processus que les femmes s'efforcent de construire.

6 Andrews, Donna et Lewis, Desiree. *Decolonising Food Systems And Sewing Seeds Of Resistance*. Johannesburg: African Center for Biodiversity, 2017. p. 2. Disponible sur : acbio.org.za/wp-content/uploads/2017/07/Decolonising-Food-Systems-and-Sowing-Seeds-of-Resistance.pdf;

Andrews, Mercia. «A case study of the Southern African Rural Women's Assembly: 'We can bend the stick'». *Agenda* 33 (2019): 1-11. Disponible sur : www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10130950.2019.1598275;

Tribunal permanent des peuples sur les multinationales en Afrique du Sud, *Report on Transnational Corporations in Southern Africa*. August 18-19, 2016. Disponible sur : permanentpeoplestribunal.org/wp-content/uploads/2016/09/PPT-SWAZILAND_FINAL_SEPT2016.pdf.

7 FIAN International. «Fishing for Gender Justice on Women's Day». 8 mars, 2019. Disponible sur : www.fian.org/en/news/article/fishing-for-gender-justice-on-womens-day-2165.

8 Federici, Silvia. «Women, Land-Struggles and Globalization: An International Perspective». *Journal of Asian and African Studies* 39:1-2 (2004). Disponible sur : journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0021909604048250.

lutte pour une utilisation non capitaliste des ressources naturelles (...), en pavant mondialement la voie vers une nouvelle société sans exploitation et libérée de la menace des famines et des ravages écologiques. »⁸ Leurs actions s'inscrivent dans un contexte de crise écologique où le risque présent et futur de catastrophe climatique nous rappelle sans cesse la colère de la nature.

Les récits montrent que, si au niveau mondial un grand nombre des femmes sont productrices de produits alimentaires, c'est presque dans leur totalité - en tant que découvreuses ou fabricantes de nourritures et de femmes nourricières - qu'elles nourrissent le monde des hommes, des familles et des communautés. Partout, les femmes assument la majeure partie du travail de reproduction sociale en milieux urbains et ruraux, même lorsqu'elles doivent se déplacer et y consacrer jusqu'à 10 heures par jour. Seibert, Sayeed, Georgieva et Guerra définissent les divers métiers de l'alimentation que les femmes occupent : « [De] l'allaitement maternel (...) à la préparation et la cuisson d'aliments dans la vie quotidienne, les femmes sont, dans de nombreuses cultures, les gardiennes de pratiques alimentaires saines et les promotrices de systèmes alimentaires et de nutrition justes. » Galeano et Sosa racontent que les femmes qui migrent d'Amérique centrale vers les États-Unis cherchent de la nourriture, cuisinent et font passer leurs enfants d'abord lorsque la nourriture vient à manquer.

Dans la présente édition, les auteures soulignent combien il est nécessaire de révéler et de reconnaître le travail de reproduction sociale invisible, non rémunéré des femmes. À divers égards, il contribue au maintien, et au subventionnement explicite, du système d'alimentation néolibéral mondial actuel - que ce soit à la maison ou dans les champs. Le travail des femmes est non seulement « gratuit », principalement dans les zones rurales et dans les communautés ouvrières, il n'est pas reconnu comme travail, mais plutôt de l'ordre du « devoir d'une femme ». Cette tendance éclipse la répartition sociale injuste du travail, ainsi que l'énergie et la créativité dont les femmes font preuve dans toutes les tâches liées à l'alimentation. Les rôles restent assignés et socialement intégrés. Ils exigent pourtant une réflexion constante afin de lever le voile sur nos propres hypothèses ainsi que sur les valeurs que nous attribuons aux rôles des femmes et aux métiers de l'alimentation dans la société.

LE NEXUS ALIMENTAIRE

Qui a faim ? Qui assume le fardeau de cette famine ? Qui produit la nourriture et pourquoi ? Autant de questions à se poser si nous voulons comprendre le système alimentaire dominant et comment y résister. Les cinq articles contribuent à ce débat en attirant notre attention sur la place qu'occupe l'alimentation dans le nexus femmes, violence et nature. Ils illustrent tous les différents axes de pouvoir qui discriminent activement le droit des femmes à l'alimentation et à la nutrition. Au Royaume-Uni par exemple, Woods montre que les femmes Noires, les autres femmes de couleur, les femmes migrantes et réfugiées ont un accès limité à l'alimentation et à d'autres droits humains. Ces femmes sont sous-représentées, marginalisées et exclues, invisibles dans les politiques, les données et la recherche. Leur analyse montre qu'il n'est absolument pas fortuit que des personnes hors normes n'aient pas accès au droit à l'alimentation et à la nutrition.

Notre regard de lecteurs est attiré sur les atteintes systémiques, implacables, au bien-être. En replaçant ce nexus dans le contexte des multiples crises actuelles, les articles soulignent les rouages économiques et politiques dans lesquels s'inscrivent

le militantisme et les métiers de l'alimentation. Tout ceci découle des rôles assignés aux genres dans la société patriarcale et capitaliste où le travail est réparti de manière inégale entre les hommes et les femmes. Seule une vision critique éco-féministe parviendra à déconstruire ce type de répartition du travail.

Nous proposons une nouvelle optique : creuser et analyser ce nexus en l'inscrivant dans le cadre plus large de la destruction et de la crise écologiques. L'exploitation des ressources naturelles, l'appauvrissement de la biodiversité, la pollution et la contamination, la surconsommation et les changements climatiques ne sont que quelques exemples des effets sociaux et écologiques des systèmes alimentaires actuels.⁹ Ces conséquences touchent *tous* les êtres humains (quoique de manière inégale), qui dépendent in fine *tous*, pour leur survie et leur épanouissement, d'une planète en bonne santé. Nous posons l'hypothèse selon laquelle la crise écologique est le fruit de hiérarchies construites par la société — la domination de « l'humain par les humains »¹⁰. Ainsi, nous pouvons établir et relier les inégalités structurelles à l'encontre des femmes et la destruction physique et idéologique de la nature. À ce propos, étant donné ce qu'incarne l'alimentation et vu qu'elle s'inscrit dans une structure, le militantisme de l'alimentation encourage à exercer le « droit aux libertés viscérales, spirituelles et sensorielles »¹¹, ainsi que le droit à l'indignation, à la révolte et à la colère.

Les récits partagés dans les articles illustrent avant tout l'accès refusé, l'accès limité et la distribution inégalitaire et injuste de l'alimentation. Le refus de traiter l'alimentation comme un droit humain ébranle notre humanité individuelle et collective. L'alimentation n'est pas synonyme de calories : « la nutrition ne peut être dissociée des aliments, de la santé, de l'environnement ou de l'agriculture..., [elles] participent de l'identité, de l'amour, du soin, de la spiritualité, de la santé physique, mentale et émotionnelle. » Allons plus loin, elles « intègrent la transmission des méthodes, des connaissances, des langues, des cérémonies, des danses, des prières, des histoires et des chants en lien avec la nourriture, les pratiques de subsistance et les aliments traditionnels. »¹²

CAPITALISME, PATRIARCAT ET DESTRUCTION ÉCOLOGIQUE

Depuis des décennies, nombreuses sont les analyses critiques qui ont porté sur le modèle agricole capitaliste dominant et sur le système alimentaire en place.¹³ Chercheurs et chercheuses ont montré les effets et les conséquences négatives de ce modèle sur les moyens de subsistance des communautés paysannes précarisées, pratiquant l'élevage ou la pêche à petite échelle dans les pays du sud.¹⁴ Il est largement admis que des changements systémiques et une approche basée sur les droits humains s'imposent pour s'attaquer simultanément à la crise de l'alimentation, à la crise climatique et à la crise des moyens de subsistance.¹⁵ Toutefois, peu de recherches ont analysé l'impact du système alimentaire actuel sur les femmes, très peu ont adopté une démarche féministe et seule une poignée proposent une critique éco-féministe.¹⁶ Le préjugé d'une faim associée aux corps colonisés – dans les pays du sud, mais également chez les migrants, les réfugiés ou les citoyens de première génération dans les pays du nord – ne semble pas être pris en compte dans la compréhension des personnes qui souffrent de famine au niveau systémique. De même, la race, la classe et le genre apparaissent rarement dans l'analyse des personnes qui surconsomment, de leur lieu de résidence, de la manière dont les personnes bien nourries voient l'alimentation et de leur situation socioéconomique par rapport à celle des personnes souffrant de famine.

9 Smith, Kiah. «Food Systems Failure: Can we avert future crises?» dans Shucksmith Mark, et David Brown, eds. *Routledge International Handbook of Rural Studies*. Londres et New York: Routledge, 2016. pp. 250-262.

10 Mellor, Mary. *Feminism and Ecology*. Cambridge: Polity Press, 1997.

11 Lewis, Desiree. «Bodies, matter and feminist freedoms: Revisiting the politics of food». *Agenda* 30:4 (2016): 6-16.

12 Schiek Valente. *Supra* note 3.

13 Par exemple : George, Susan. *How The Other Half Dies*. New York: Penguin Press, 1986; Patel, Raj. *Stuffed and Starved: The Hidden Battle for the World Food System*. London: Portobello Books, 2007; Holtz-Giménez, Eric, ed. *Food movement unite! Strategies to transform our food system*. Oakland: Food First books, 2011; Friedman, Harriet. «From Colonialism to Green Capitalism: Social Movements and Emergence of Food Regimes», in Buttel, Frederick H. et Philip McMichael, eds. «New Directions in the Sociology of Global Development». *Research in Rural Sociology and Development* 11 (2005): 227-264.

14 Par exemple : Tsikata Dzodzi et Dede-Esi Amanor-Wilks. «Land, Labour and Gendered Livelihoods». *Feminist Africa* 12 (2009). Disponible sur : www.agi.ac.za/agi/feminist-africa/12.

15 Mahon, Claire. «The right to food: a right for everyone», in Rosin, C., P. Stock, P. and H. Campbell, eds. *Food Systems Failure: The global food crisis and the future of agriculture*. Oxon UK: Earthscan/Routledge, 2012. pp. 83-97; Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation. *Conseil des droits humains, trente et unième session, point 3 de l'agenda - Promotion et protection de tous les droits humains, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement*. A/HRC/31/51. 2015. Disponible sur : <https://undocs.org/fr/A/HRC/31/51>.

16 Par exemple : Shiva, Vandana. *Who really feeds the world?: The failures of agribusiness and the promise of agroecology*. Berkeley: North Atlantic Books, 2016. pp. 56-66; and *Staying Alive: Women, Ecology and Development*. London: Zed Books, 1989; Cock, Jacklyn. «A feminist response to the food crisis in contemporary South Africa». *Agenda* 30:1 (2016): 121-132. Disponible sur : www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/010130950.2016.1196983.

En revanche, le travail éco-féministe souligne que le positionnement est important et rappelle aux habitants des pays du nord qu'ils « dominent une terre de plus en plus fragile, « contrôlent » une nature dont nous sommes en grande partie tenus à l'écart. En tant que « peuple de l'abondance », nous produisons une corne d'abondance de biens et de services au détriment de notre environnement, du Tiers Monde, et des masses laborieuses ». ¹⁷ La société a besoin d'insister à nouveau sur la surconsommation et la production de nourriture et d'en faire la critique en évaluant les budgets alimentaires, les déchets alimentaires et surtout en montrant combien ces éléments sont déséquilibrés et disproportionnés pour les personnes qui souffrent le plus de la famine.

¹⁷ Merchant, Carolyn. *Ecological Revolutions: Nature, Gender and Science in New England*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 1989. p. xiii.

¹⁸ Federici. *Supra* note 8.

Les articles présentés ici prouvent que le système alimentaire actuel est biaisé. Tout d'abord, dans l'histoire des systèmes alimentaires mondiaux, le colonialisme, l'impérialisme, la mondialisation et le néolibéralisme ont toujours tenté de privatiser la terre et d'éloigner les femmes de la production alimentaire pour asseoir leur dépendance aux marchés alimentaires mondiaux. ¹⁸ Cet objectif a pu être réalisé grâce à des politiques agricoles et alimentaires néolibérales, capitalistes (dominantes), ainsi que grâce à la privatisation des services sociaux et au recul imposé à la protection sociale. Plusieurs articles de la présente édition de l'*Observatoire* citent quelques grands obstacles au droit des femmes à l'alimentation et à la nutrition : les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale, la libéralisation des droits de douane et des importations, la dérégulation des marchés et de la finance et un glissement, dans la production alimentaire, de la consommation locale vers les exportations. Parmi les autres facteurs, citons : la suppression des « conseils de l'alimentation et de la nutrition » et des comités agricoles ; les politiques de réforme agraire liées au marché ; l'absence de salaires décents ; l'accaparement des terres ; la transformation en sociétés commerciales et la privatisation ; et la dépossession des paysans. C'est à cause de tous ces facteurs que les femmes souffrent démesurément de la famine, principalement dans les pays de l'hémisphère sud.

Deuxièmement, force est de reconnaître que les systèmes alimentaires actuels reposent sur un modèle extractiviste, qui provoque une dégradation écologique irréversible du bien commun dont dépendent les femmes du monde entier. Galeano et Sosa pointent la dépossession des communautés paysannes, autochtones et garifunas (de souche africaine) de leurs terres en faveur de l'industrie extractive au Honduras – et la destruction des petites exploitations qui en découle – comme étant les causes structurelles de la féminisation de la pauvreté et de la migration. Dans le même ordre d'idées, Leyesa et Gioia critiquent le modèle extractiviste de production, tandis Seibert et al. récusent le « modèle prédateur du capitalisme agraire », avant de valider le démantèlement des systèmes qui exploitent et oppriment les femmes. Cela est assimilable à l'exploitation de la nature qui figure au cœur d'une vision éco-féministe. ¹⁹

¹⁹ Merchant, Carolyn. *The Death of Nature: Women, Ecology and the Scientific Revolution*. New York: Harper & Row, 1990; Mies, Maria and Vandana Shiva. *Ecofeminism*. London: Zed Books, 2014; Federici, Silvia. *Revolution at Point Zero*. Oakland: PM Press, 2012.

²⁰ Ruder, Sarah-Louise and Sophia Rose Sanniti. «Transcending the Learned Ignorance of Predatory Ontologies: A Research Agenda for an Ecofeminist-Informed Ecological Economic». *Sustainability* 11(5), (2019):1479. Disponible sur : www.mdpi.com/2071-1050/11/5/1479.

Troisièmement, en faisant apparaître le genre dans la réflexion sur les métiers de l'alimentation et les systèmes alimentaires, nous voulons mettre en évidence la répartition injuste du travail et la manière dont le capitalisme patriarcal exploite et s'empare du travail des femmes (ainsi que des personnes de couleur, des animaux non humains, de la nature et d'autres « autres »). ²⁰ Les féministes voient depuis longtemps dans les processus de restructuration néolibéraux, « une tentative par le capital (et par l'état) de déplacer la charge de la reproduction et des soins de la main d'œuvre sur les femmes (et les jeunes filles), parce qu'ils considèrent – à tort – que

leur travail non rémunéré est élastique jusqu'à l'infini et que le fonctionnement des ménages est une chose acquise ».²¹ Sous l'angle des droits et des moyens de subsistance, il est impossible de séparer les connaissances et pratiques quotidiennes des femmes, leurs valeurs d'approvisionnement et de consommation alimentaires, des conditions nécessaires au bon fonctionnement des systèmes alimentaires mondiaux et des environnements dont ils dépendent.²² Cela a poussé certaines féministes²³ à moins considérer les marchés capitalistes comme la « norme », pour donner plus de poids aux « économies diverses » dans lesquelles les femmes réalisent la majeure partie du travail.

LE POUVOIR ET LA VIOLENCE

La violence est une « une forme primaire de discrimination, [qui] empêche les femmes d'exercer leur droit à une alimentation et à une nutrition adéquates et entrave la lutte contre la faim et la malnutrition ».²⁴ Voilà le message de différentes expériences de femmes illustrées dans les articles. Cette violence structurelle, systématique et de genre se produit dans les familles et les ménages, au sein des communautés et des cultures, et est l'oeuvre de corporations et d'états. Dans le patriarcat, la violence touche *toutes* les femmes, mais certaines sont davantage persécutées que d'autres : Gioia montre que « les personnes de genre non-conforme savent ce que c'est que de subir de multiples discriminations... les graves violences et les discriminations dont sont victimes les femmes trans d'ascendance africaine de la part de la société et de la police ». Citée dans l'article de Leyesa, la chercheuse kurde Salima Tasdemir raconte comment « les déplacements forcés et le déboisement des terres kurdes orchestrés par leurs gouvernements, provoquant la perte de bétail, la destruction des champs cultivés et des vergers, des outils agricoles et d'autres biens, ont bouleversé la vie des populations locales ». Galeano et Sosa signalent la violence de l'état à l'encontre des femmes défenseurs des droits humains / environnementaux, les conséquences du harcèlement, des agressions sexuelles et même des atteintes genrées à l'intégrité physique, ajoutant que « les femmes qui défendent la terre et les droits des peuples autochtones sont les plus fréquemment ciblées ». Elles soulignent également que 6 femmes sur 10, qui migrent d'Amérique centrale vers les États-Unis, sont violées pendant le trajet. La militante philippine Mary Ann Manahan, également citée dans l'article de Leyesa, raconte la manière dont les militantes et journalistes féminines sont menacées de violence sexuelle en ligne aux Philippines. L'article de Woods établit un lien entre le racisme, les législations relatives à l'immigration et le déni actif des droits humains des femmes, notamment un accès inégalitaire des femmes au système légal au Royaume-Uni.

Dans ces exemples, les préjugés et la discrimination sont flagrants et visent les femmes. Leurs expériences des inégalités de genres en raison de leur identité/situation sociale sont inextricablement liées aux actions et attitudes qui défavorisent, excluent et limitent les droits des femmes à l'alimentation et à la nutrition, le droit à la terre et les autres droits humains tels que le logement, le travail, l'emploi et les salaires décents, le droit d'asile et le droit à la justice. Si on pousse l'analyse plus loin, les articles montrent que la violence de genre est également la conséquence grave et mortelle du renforcement de l'autoritarisme politique, de la militarisation, du néo-fascisme, du nationalisme extrême, du conservatisme religieux, de la transphobie / de l'homophobie, du néo-libéralisme, des processus de transformation en sociétés commerciales et de l'impérialisme moderne. La montée des politiques de droite joue globalement sur l'accès, le contrôle et les droits des femmes à l'alimentation et à la nutrition grâce aux politiques de migration et d'aide aux réfugiés, au racisme et à la xénophobie et grâce au contrôle patriarcal sur l'autonomie alimen-

21 Razavi, Shahra. «Engendering the political economy of agrarian change». *Journal of Peasant Studies*, 36: 1 (2009):198.

22 Smith, Kiah. *Ethical trade, gender and sustainable livelihoods: Women, smallholders and ethicality in Kenya*. Londres : Routledge, 2014.

23 Gibson-Graham, J.K. *The end of capitalism (as we knew it): A feminist critique of political economy*. Oxford: Blackwell, 1996.

24 Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit à l'alimentation. *Supra* note 15.

taire et l'intégrité physique des femmes. Tasdemir décrit clairement la situation lorsqu'elle explique que, dans les régions kurdes, « les femmes sont discriminées en raison de leur identité ethnique et *parce qu'elles* sont des femmes. Elles sont prises pour cible par les autorités de l'Etat et opprimées par les structures patriarcales de leurs propres sociétés. »

A ce point de vue, nous souhaitons greffer une évaluation plus critique du rôle que la violence à l'encontre des femmes joue dans la relation avec les systèmes alimentaires : la violence active commise à l'encontre des femmes – quoique différente selon la race, l'orientation sexuelle ou la localisation géographique – n'est rien d'autre qu'une politique réactionnaire des puissants pour maintenir la hiérarchie du patriarcat dans son état actuel. Sous l'angle éco-féministe, la violence, la discrimination et les autres injustices, qui frappent les femmes qui veulent se nourrir elles-mêmes et nourrir les autres, dévoilent beaucoup de choses à propos du patriarcat et révèlent que les « relations qui prévalent, exploitent et oppriment valident et perpétuent les inégalités structurelles essentielles au capitalisme ».²⁵

²⁵ Ruder et Sanniti. *Supra* note 20.

²⁶ Mies et Shiva. *Supra* note 19; Gibson-Graham. *Supra* note 23; Mellor. *Supra* note 10; Salleh, Ariel. *Ecofeminism as Politics, Second Edition: Nature, Marx and the Postmodern*; London: Zed Books, 2017; Tsing, Anna. *The mushroom at the end of the world: on the possibility of life in capitalist ruins*. New Jersey: Princeton University Press, 2015.

En effet, une longue tradition d'analyses féministes a mis en évidence la manière dont les femmes, la nature et les « autres » sont considérés comme subordonnés à la « norme » dominante du capitalisme blanc et masculin.²⁶ Tous les articles de la présente édition de l'*observatoire* illustrent les processus complexes et problématiques qui « excluent » les femmes du système alimentaire mondial, ainsi que la manière dont le pouvoir et le patriarcat réaffirment les dualités dominantes : homme / femme, société / nature, production / reproduction, Nord / Sud, local / mondial, traditionnel / moderne et culture / économie. Cette domination et cette violence pèsent matériellement sur les corps des femmes et sur leur accès à la terre et aux autres ressources naturelles, et culturellement - politiquement marginalisent l'impact sociétal des connaissances et des activités des femmes autour de l'alimentation.

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLTE

L'organisation et l'articulation des luttes féministes dans les différentes régions du monde représentent un maillon important de la lutte pour la justice alimentaire. Pendant les dix années qui ont suivi la crise mondiale des prix des denrées alimentaires de 2007/8, la mobilisation citoyenne et la résistance radicale aux politiques alimentaires traditionnelles n'ont fait que s'amplifier. Cela a coïncidé avec les mouvements pour la justice climatique, tels que *Extinction Rebellion* et *Fridays for Future*, *Right to Say No*, les droits des LGBTTIQ, *#MeToo*, *#FeesMustFall*, des campagnes comme *#BabaeAko* (je suis une femme) aux Philippines, et d'autres soulèvements populaires en faveur de la démocratie, tels que le *Printemps arabe* et le mouvement des parapluies à Hong Kong.

Le pouvoir d'agir en conscience de soi (agency) des femmes s'exprime dans une résistance quotidienne subtile, mais néanmoins forte, et dans les mouvements sociaux organisés. Les femmes, qui vivent au plus fort l'injustice alimentaire et les luttes pour l'alimentation, sont dans leur cuisine, au marché, dans les campagnes et dans les villes, elles organisent la résistance sur la durée. Certaines s'opposent à la confiscation des terres, parfois sur fond de violence et d'intimidation. Au Brésil, par exemple, Leyesa constate que « les femmes qui n'ont jamais fait partie d'une organisation en ressentent désormais le besoin, elles veulent se battre pour leurs droits ». D'autres femmes participent aux conseils locaux de l'alimentation de leur ville ou dans des espaces de gouvernance alimentaires internationaux. Les auteures Seibert et Al. nous donnent l'exemple parfait de productrices d'aliments et de mi-

litantes féminines qui négocient de nouvelles normes en matières de terres, de forêts, de pêcheries ou de systèmes d'alimentation et de nutrition au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies, alors que la société civile et les populations autochtones agitent la bannière « rien sur nous sans nous ».

D'autres, doucement mais sûrement, oeuvrent à la transformation des relations sociales de façon silencieuse en se nourrissant de leur production ou en cultivant des potagers pour nourrir leurs communautés, comme dans le village écologique libre des femmes de Rojava, dans la Syrie du Nord, dont Tasdemir nous raconte l'histoire. Elles nous rappellent que « small is beautiful » (tout ce qui est petit est charmant) et que la politique subversive est une munition essentielle contre les offensives implacables du capitalisme patriarcal. Ne sous-estimons pas l'immense pouvoir de la résistance des femmes. Comme le résume l'universitaire féministe Federici :

Nous devrions reconnaître que la persistance et la prévalence de l'agriculture de subsistance est un fait étonnant étant donné que... le développement capitaliste repose sur la séparation des ...femmes... et de la terre. En effet, elle ne s'explique que par la formidable lutte menée par les femmes pour résister à la commercialisation de l'agriculture.²⁷

27 Federici. *Supra* note 8. p.48.

RÉINVENTER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Dans chaque article de la présente édition de l'*observatoire*, les auteures soulignent la rage ressentie par les femmes du monde entier et la manière dont elles s'organisent, se mobilisent et résistent. Les femmes sont les actrices principales de la lutte pour l'agroécologie et pour la souveraineté alimentaire (Seibert et al.), pour la solidarité autochtone et non autochtone (Galeano et Sosa), et contre la transformation du commun en sociétés commerciales et la violence (Leyesa) et contre la discrimination basée sur le sexisme, la classe et la race (Woods). Comme l'écrit Gioia, « le combat mené pour remettre en question les normes de genre, obtenir l'autonomie corporelle et renverser les structures patriarcales (et racistes et coloniales associées) peut à son tour devenir une menace pour les élites conservatrices ». De même, la militante brésilienne Michela Calaça, citée dans l'article de Leyesa, lance un appel pour que se mettent en place des alliances internationales en résistance à l'agro-industrie, pour défendre et promouvoir « la nature, les semences paysannes, la vraie nourriture et l'agroécologie », tout en soulignant que cette lutte « sera aussi bénéfique pour la planète qui souffre des conséquences du changement climatique ».

Les femmes sont, et ont toujours été, indispensables à la conception de politiques alimentaires radicales, susceptibles de rétablir notre lien avec la nature, de retisser les relations sociales et de privilégier la justice intersectionnelle.²⁸ En s'appuyant sur les exemples de Cuba, d'Inde, du Rwanda et du Mali, Seibert et al. illustrent comment les femmes, partout dans le monde, font progresser les pratiques agroécologiques en faveur de la justice sociale et écologique. Ces pratiques peuvent non seulement transformer notre relation à la nature, mais également les relations hommes-femmes au sein des communautés, par une plus grande autonomie des femmes, par la reconnaissance de leur travail et par la création d'espaces de participation égalitaire. Toutefois, une approche féministe est indispensable pour que l'agroécologie puisse réaliser pleinement son potentiel transformationnel. Gioia partage l'expérience de l'exploitation agricole familiale féministe Land Dyke à Taiwan, dont les membres combinent sensibilisation au genre dans les pratiques agricoles et promotion de la biodiversité grâce à l'agroécologie. L'auteure déclare

28 Andrews et Lewis. *Supra* note 6.

que de telles expériences peuvent aider à se réinventer et à redéfinir le concept de la famille – en passant d'un modèle paternaliste, hétéro-normatif et monolithique à une approche pluraliste – ainsi que la structure de l'agriculture et des exploitations agricoles. C'est une manière pour les femmes de développer des formes alternatives de pouvoir et des récits alternatifs en faveur de la justice et de la souveraineté alimentaires.²⁹

29 Cock, Jacklyn. «A feminist response to the food crisis in contemporary South Africa». *Agenda* 30 (2016): 121-132.

30 Gibson-Graham, J.K. «Diverse economies: performative practices for 'other worlds'. *Progress in Human Geography* 32(5) (2008):615.

Si l'on admet que les transactions non marchandes et le travail ménager non rémunéré représentent jusqu'à 50% des activités économiques au niveau mondial, « la violence discursive mise en œuvre dans le discours sur les économies capitalistes »³⁰ peut faire l'objet d'un questionnement. Par exemple, dans l'édition de l'*observatoire* de cette année, Seibert et al. soulignent la nécessité de créer une nouvelle économie où le travail de production et de reproduction serait tant visible que partagé. Il est possible d'imaginer, de valider, de valoriser et de respecter différemment les activités qui s'inspirent d'une vision autre de l'économie, notamment les efforts de résistance des femmes.

Nous voulons présenter ici un autre éclairage lorsque nous avançons que l'alimentation est la nature. Notre vision de l'alimentation s'inscrit dans une démarche globale, qui reconnaît notre lien profond et l'interconnectivité avec la fibre de la vie sociale et écologique.³¹ L'alimentation est subsistance : elle maintient la cohésion entre le corps et l'esprit, sa nourriture est une affirmation de la vie. L'alimentation est créatrice de sens et, grâce à elle, nous exprimons notre biodiversité sociale, culturelle et écologique. Ainsi, on nous rappelle que, « lorsque nous comprenons que nous faisons tous partie de la nature, dans la nourriture que nous mangeons, dans l'eau que nous buvons et dans l'air que nous respirons, nous reconnaissons notre interdépendance écologique et sociale ainsi que notre vulnérabilité collective ».³² En mettant en avant les questions de pouvoir liées à la race, à la classe, à l'appartenance ethnique, au genre et à la sexualité et en montrant les personnes victimes d'un déni de droit à l'alimentation et à la nutrition, nous démasquons également la violence structurelle contre les personnes et l'environnement. Le déni du droit à l'alimentation est un déni de la vie, de la nature et de soi. En révélant le lien intrinsèque entre l'alimentation et notre sentiment d'existence, notre identité du moi, notre auto-expression, notre plaisir, notre bien-être, nous nous révélons nous-mêmes. La revendication du droit inaliénable à l'intégrité corporelle est en soi une forme de politique émancipatrice. En révélant le déni de droits au coeur du nexus femme-violence-nature, nous créons un espace de colère collective face à la destruction de la Terre dont nous dépendons tous et toutes. Nous n'avons qu'une seule maison.

31 Tsing. *Supra* note 26.

32 Cock, Jacklyn. *Writing the ancestral river: a biography of the Kowie*. Johannesburg: Wits University Press, 2018. p. 12.



EN BREF

La présente note analyse les contributions des cinq articles de la présente édition de l'*observatoire* à travers le nexus femme-violence-nature. Elle montre que dans le système alimentaire dominant, les femmes et la nature sont exploitées, « exclues » et occultées, tout en prouvant qu'il existe d'autres manières de se comporter entre nous et avec la nature.



PRINCIPAUX CONCEPTS

- Les identités, les expériences et l'accès des femmes à une alimentation adéquate ne dépendent pas *seulement* du genre, mais également de la race, de l'appartenance ethnique, de la caste, de la classe, de l'orientation sexuelle ou de l'identité, de la localisation géographique, et des handicaps ou des capacités, ainsi que d'autres facteurs. Une approche intersectionnelle s'impose.
- Les femmes continuent à souffrir démesurément de la faim et à être occultées dans les systèmes alimentaires où, pourtant, elles jouent un rôle essentiel.
- Il est fondamental de révéler le travail de reproduction sociale des femmes et la répartition sociale injuste du travail, les deux contribuant au maintien du système alimentaire mondial actuel.
- Le système alimentaire actuel repose sur un modèle extractiviste, qui engendre une destruction écologique irréfutable du bien commun, dont les femmes (et les systèmes alimentaires) dépendent.
- Les conséquences croissantes de la violence étatique à l'encontre des femmes, quand elles tentent de se nourrir elles-mêmes et de nourrir les autres, s'avèrent graves et mortelles ; elles reflètent les politiques réactionnaires des puissants désireux de soutenir le patriarcat. Les inégalités et la violence limitent le droit des femmes à l'alimentation et à la nutrition.
- Tout qui reconnaît l'interdépendance écologique et sociale respecte l'alimentation en tant que nature, en tant que vie. Lorsque nous mettons en évidence les relations de pouvoir et ceux et celles dont le droit à l'alimentation et à la nutrition est nié, nous démasquons la violence structurelle, qui dégrade autant les personnes que l'environnement.
- Le pouvoir d'agir en conscience en soi des femmes (agency) s'exprime dans la résistance quotidienne silencieuse et dans les mouvements sociaux organisés, dans les espaces internationaux de gouvernance alimentaire et dans le fait qu'elles se nourrissent et nourrissent les autres.
- On ne peut sous-estimer le pouvoir de la colère et de la résistance (individuelle et collective) des femmes, quand elles visent à améliorer les relations sociales et écologiques face aux multiples crises.



MOTS-CLÉS

- Ecoféminisme
- Systèmes alimentaires
- Patriarcat capitaliste
- Nexus femme-Nature-Violence
- Crise écologique
- Résistance

LA RÉSISTANCE DES FEMMES CONTRE L'AUTORITARISME AU BRÉSIL, AUX PHILIPPINES ET À ROJAVA (SYRIE DU NORD)

*Daryl L. Leyesa**

Daryl L. Leyesa est membre et organisatrice du Pambansang Kongreso ng Kababaihan sa Kanayunan (Congrès national des femmes rurales, PKKK) aux Philippines.

Le PKKK est une coalition de 326 organisations qui défendent les intérêts des femmes et des filles dans les secteurs de l'agriculture à petite échelle, de la pêche artisanale, des travailleuses rurales et des peuples autochtones.

* L'auteure a rédigé cet article selon une méthodologie participative, avec la contribution de Michela Katiuscia Calaça Alves dos Santos, ingénieure agronome et coordinatrice nationale du Movimento de Mulheres Camponesas (Mouvement des femmes paysannes, MMC) au Brésil ; Salima Tasdemir, militante kurde basée au Royaume-Uni et chercheuse indépendante, et Mary Ann Manahan, militante féministe philippine, membre de la Marche mondiale des femmes -Philippines et bénévole pour KATARUNGAN (Justice) et RIGHTS (Rural Poor Institute for Land and Human Rights Services). Leurs commentaires et leurs témoignages ont été recueillis au moyen de questionnaires et/ou de téléconférences en février et mars 2019.

« [...] Les femmes sont au cœur de la transformation des systèmes et affirment leurs propres alternatives. Il ne s'agit donc pas seulement de résilience, mais également de résistance aux structures et aux systèmes actuels qu'elles se réapproprient. »

REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à Joana Rocha Dias (Association for Cooperation and Development, ACTUAR-ACD), Andrea Nuila et Alejandra Morena (FIAN International) pour leur aide lors de la révision de cet article.

PHOTO |

Gracieuseté de [JINWAR Free Women's Village](#)

En 2018, la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW 62) « réaffirme le droit à l'alimentation et considère que les femmes rurales apportent une contribution décisive aux économies locales et nationales, à la production alimentaire, à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, en particulier dans les ménages pauvres et vulnérables ».¹ La résolution 62 de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies appelle en outre les États à « renforcer la résilience et la capacité d'adaptation de toutes les femmes et de toutes les filles rurales de manière à ce qu'elles puissent faire face aux chocs économiques, sociaux et environnementaux, aux urgences d'ordre humanitaire, aux effets néfastes des changements climatiques,... et s'en relever ».² Les multiples crises qui se sont succédé au cours de la dernière décennie ont en effet montré comment des femmes, que les images présentaient comme des victimes, se sont transformées en survivantes et en femmes d'action capables de veiller à la sécurité et de garantir la survie de leurs familles et de leurs communautés, notamment en assurant leur alimentation.

L'impact du climat politique sur ces crises n'a, pour sa part, pas été suffisamment reconnu, bien qu'il soit tout aussi important. La montée des dirigeants populistes et autoritaires qui épousent des idéologies de droite, un chauvinisme nationaliste et de politiques néolibérales menace les femmes et les filles, la souveraineté alimentaire et, plus largement, les droits humains.

Comment pouvons-nous attendre des gouvernements qu'ils soutiennent la résilience des femmes et des filles des zones rurales dans des contextes marqués par une résurgence du populisme et de l'autoritarisme de droite ? Trois militantes dis-

¹ Commission de la condition de la femme. *Problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural : conclusions concertées*. UN CSW soixante-deuxième session, 12-23 mars 2018. para.17

² *Ibid.* p. 16, para yy.

cutent de cette contradiction à partir des expériences de femmes vivant au Brésil, aux Philippines et à Rojava, une région du nord de la Syrie.³

« Les femmes veulent être actrices du changement », déclare Michela Katiuscia Calança Alves dos Santos du Brésil. Pour y parvenir, les femmes n'ont « d'autre choix que de s'opposer, d'exposer, de proposer », lui répond Mary Ann Manahan des Philippines. Les récits de changement des femmes doivent être entendus pour contrer dirigeants autoritaires lorsqu'ils prétendent faussement incarner le changement souhaité. Alors que veulent les femmes ? „Les femmes kurdes essaient d'affirmer leur autonomie“, d'après Salima Tasdemir, une militante kurde. Dans ce dernier cas, on entend par autonomie l'acte d'institutionnaliser le confédéralisme démocratique,⁴ un paradigme social encourageant la libération des femmes et une société écologique, tandis que, dans les deux premiers cas, les femmes trouvent de nombreuses autres façons de contester le statu quo.

Au-delà des différences significatives entre ces trois cas, ces femmes adressent un message commun d'une grande clarté : les femmes sont au cœur de la transformation des systèmes et affirment leurs propres alternatives. Il ne s'agit donc pas seulement de résilience, mais également de résistance aux structures et aux systèmes actuels qu'elles se réapproprient.

RÉSISTER AUX RÉGIMES AUTORITAIRES

Les femmes de ces trois pays sont confrontées à une menace commune qui a des implications concrètes sur la vie de leurs communautés : la montée d'un autoritarisme à la fois explicite et tacite dans leurs contextes respectifs.

Le peuple Kurde a été victime de massacres, d'assimilation et de discrimination dans les quatre États (Turquie, Iran, Irak et Syrie) de sa patrie. Son identité, sa culture et sa langue ont été réprimées. En Syrie, des centaines de milliers de Kurdes ont été privés de la nationalité syrienne.⁵ Les régions kurdes sont les plus sous-développées du fait de la négligence délibérée et systématique dont elles font l'objet de la part de ces États. Les populations locales ont vu leur vie bouleversée par les déplacements forcés et le déboisement des terres kurdes orchestrés par leurs gouvernements, provoquant perte de bétail, destruction des champs cultivés et des vergers, des outils agricoles et d'autres biens. Les terres et les ressources naturelles des Kurdes ont été brûlées et détruites par les États turcs et syriens dans le cadre d'un projet de « turquisation » et d'« arabisation » de ces territoires. Le dénuement économique dans les régions kurdes s'ajoute au dépouillement socioculturel résultant des pratiques patriarcales traditionnelles, qui font peser de manière disproportionnée le poids du sous-développement de la région sur les épaules des femmes. En Syrie, les conditions créées par le conflit qui a débuté en 2011 ont conduit les Kurdes à déclarer leur autonomie. Ils ont alors commencé à mettre en œuvre le confédéralisme démocratique, qui, comme nous l'avons décrit plus haut, offre une alternative aux femmes. Malgré cette évolution, les populations de la région restent confrontées à de nombreuses difficultés. L'embargo économique, imposé principalement par la Turquie, mais appliqué par presque tous les États concernés,⁶ limite l'accès de la population à la nourriture et aux autres moyens de survie, tels que l'eau et l'électricité. Dans le contexte de guerre permanente qui caractérise les régions kurdes, les femmes sont victimes de discriminations multiples : « Elles sont discriminées en raison de leur identité ethnique et de leur condition de femmes. Elles sont prises pour cible par les autorités de l'État et opprimées par les structures patriarcales de leurs propres sociétés », déclare Salima.

3 Rojava fait référence au Kurdistan occidental, qui est situé dans le nord de la Syrie. En 2012, les Kurdes ont déclaré leur autonomie et mis en œuvre le confédéralisme démocratique, qui promeut un système non étatique de démocratie de base, de décentralisation, d'égalité des genres et de durabilité environnementale. Depuis 2016, la région est officiellement appelée Fédération démocratique de Syrie du Nord (FDSN ou en anglais DFNS) pour refléter la diversité ethnique, religieuse et culturelle de la région.

4 Le confédéralisme démocratique est un paradigme social non étatique qui repose sur trois piliers idéologiques : démocratie radicale, égalité des genres et écologie. Pour de plus amples informations, veuillez consulter : Ocalan, Abdullah. Le confédéralisme démocratique. International Initiative Edition, 2011. Disponible sur : www.freeocalan.org/wp-content/uploads/2012/09/Ocalan-Democratic-Confederalism.pdf.

5 Pour davantage d'informations sur les Kurdes apatrides en Syrie, veuillez consulter : Human Rights Watch. Syria: The Silenced Kurds. Octobre 1996. Disponible sur : www.hrw.org/reports/1996/Syria.htm; KurdWatch. Stateless Kurds in Syria: Illegal invaders or victims of a nationalistic policy? Mars 2010; Coalition internationale Habitat. Violations systématiques des droits fonciers et du droit au logement contre les Kurdes syriens. Présenté au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour la douzième session de l'Examen périodique universel, 17 mars 2011. Disponible sur : lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/session12/SY/HIC-HabitatInternationalCoalition-eng.pdf.

6 Ayboga, Ercan. "Total Embargo" ISKU Informationsstelle Kurdistan, 29 janvier 2017. Disponible sur : mesopotamia.coop/total-embargo/.

7 D'après les sources de Human Rights Watch, le gouvernement a enregistré environ 4948 décès de personnes soupçonnées de consommation et de vente de drogue au cours d'opérations policières entre juillet 2016 et septembre 2018. Toutefois, la police nationale philippine a également déclaré qu'environ 22.983 décès similaires sont repris dans la catégorie "homicide sous enquête." Pour davantage d'informations, veuillez consulter : www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/philippines.

8 Centre d'information des Philippines sur les droits humains (PhilRights). "La guerre contre les pauvres: meurtres extrajudiciaires et leurs effets sur les familles et les communautés urbaines pauvres – Informations de la documentation de 2017-2018 sur les meurtres extrajudiciaires commis au nom de la prétendue guerre contre les drogues du gouvernement Duterte". Quezon City, Philippines, septembre 2018.

9 Fuertes-Knight, Joanna. "Attacks on the media show Duterte's Philippines is heading for despotism". *The Guardian*, 15 février 2019. Disponible sur : www.theguardian.com/commentisfree/2019/feb/15/attacks-media-duterte-philippines-report-maria-ressa.

10 Les personnes lesbiennes, gays, transsexuelles, transgenres, travesties, transformistes, intersexes et queer. Pour de plus amples informations sur la discrimination à l'encontre de la communauté LGBTTIQ et leurs modes d'organisation, veuillez consulter l'article "Coming out : la diversité de genre dans le système alimentaire" dans ce numéro de l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition.

11 Pour un exemple concret de l'impact des règles du commerce mondial sur la souveraineté alimentaire, veuillez consulter : Rachmi Hertanti. "ENCADRÉ 8.1 L'expérience de l'Indonésie : les paysans-ne-s et la souveraineté alimentaire, proies d'un accord commercial". *Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2017): 90-93. Disponible sur : www.righttofoodandnutrition.org/fr/agir-sur-l'iniquite-structurelle-les-regles-du-commerce-international-et-leur-impact-sur-la-securite.

12 La présidente démocratiquement élue Dilma Rousseff a été évincée le 31 août 2016 à la suite d'une procédure de destitution largement considérée comme un « coup d'État parlementaire ».

Aux Philippines, le président Rodrigo R. Duterte, arrivé au pouvoir en 2016 et ré-élu en 2019, n'a cessé de s'en prendre aux droits humains et à leurs défenseurs, à la démocratie libérale et à l'État de droit. Duterte l'a emporté à une large majorité grâce à un slogan de campagne : « le changement arrive », et à la promesse de lancer une guerre contre la drogue. Trois ans plus tard, Duterte porte le surnom de « bourreau », en raison des 20.000 morts causés par cette guerre.⁷ La majorité des personnes décédées sont des hommes issus de communautés urbaines pauvres dont les veuves se retrouvent seules pour subvenir aux besoins de leurs familles.⁸ « Il n'y a plus de séparation des trois branches du gouvernement ; Duterte a évincé la seule juge de la Cour suprême qui était une femme et l'a remplacée par son propre candidat. Si le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats, Diego García-Sayán, a critiqué le gouvernement, d'autres organisations internationales sont restées silencieuses », déclare Mary Ann. Bon nombre des critiques les plus virulents de Duterte sont des femmes, dont la sénatrice Leila de Lima et la journaliste Maria Ressa, qui ont toutes deux fait l'objet de poursuites pénales ; la première est en prison, tandis que la seconde a été libérée sous caution.⁹ Dans le climat politique créé par Duterte, les femmes journalistes et militantes sont « mises au pilori » par le Président lui-même et ses partisans, en particulier en ligne (commentaires haineux sur leur apparence, leur genre et leur sexualité), et via des menaces de violence sexuelle.

Au Brésil, Michela décrit la manière dont le gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro, au pouvoir depuis le début de cette année, nous [la gauche] a « désignés comme ennemis ». « L'armée, ajoute-t-elle, accapare désormais toute les fonctions stratégiques du gouvernement, y compris la vice-présidence et le conseiller direct du président de la Cour suprême ». Les conservateurs religieux occupent également des postes influents au sein du gouvernement, dont l'ancien ministère des droits humains, rebaptisé « ministère de la femme, de la famille et des droits humains ». Le gouvernement actuel, car il favorise un climat d'impunité pour les crimes haineux, symbolise la peur, la violence et la mort pour de nombreux groupes marginalisés, notamment les femmes, les LGBTTIQ¹⁰, les paysans, les Noirs et les peuples autochtones.

LA RÉSISTANCE AUX PARADIGMES NÉO-LIBÉRAUX

En même temps que ces États affichent une forte propension à la répression, ils relâchent le contrôle sur les entreprises privées. Souscrivant au néolibéralisme, leurs politiques gouvernementales favorisent les intérêts du marché sous prétexte d'améliorer les services et d'élargir les choix économiques. La privatisation des services sociaux pèse sur les femmes qui doivent faire face à l'augmentation du coût de la vie et à l'absence de protection sociale et de programmes de santé et de droits sexuels et reproductifs. Les politiques de libéralisation du commerce dans l'agriculture ont facilité le passage de la production d'aliments destinés à la consommation locale à la production d'aliments destinés à l'exportation¹¹, ce qui marginalise les rôles des femmes dans diverses activités de production alimentaire.

Au Brésil, « depuis le coup d'État de 2016¹² jusqu'au gouvernement actuel, nous avons cessé d'exiger des politiques publiques progressistes pour privilégier la défense des droits et des politiques existantes. Ces gouvernements réunissent deux programmes politiques : l'intervention de l'État réduite au minimum dans les politiques sociales et le conservatisme des valeurs », explique Michela. Par exemple, le Ministère du développement agricole (MDA), créé par le gouvernement du Parti des travailleurs pour soutenir l'agriculture familiale, a été rétrogradé à un Secrétariat

spécial en 2016. Par ailleurs, l'une des premières décisions de Bolsonaro a été de démanteler le Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition (CONSEA), qui représentait pourtant dans le monde l'exemple parfait d'une structure de gouvernance alimentaire représentative axée sur les groupes souffrant d'insécurité alimentaire.¹³ Il est à craindre que son gouvernement accentue plus encore sa préférence pour les modèles agro-industriels.

« La concurrence du marché libre aura un impact négatif sur les femmes : elle les déplacera, réduira leurs revenus et les forcera à se tourner vers d'autres secteurs économiques », prévient Mary Ann en réaction aux récentes initiatives du gouvernement philippin visant à intensifier les politiques néo-libérales et les programmes d'ajustement structurel. La promulgation de la loi sur la tarification du riz, en février 2019, a effectivement supprimé toutes les restrictions sur les importations de riz. Le secteur du riz a maintenu les restrictions quantitatives imposées par l'Accord sur l'agriculture de l'OMC parce qu'il s'agit de la production agricole la plus importante du pays et de son principal aliment de base. Cependant, la crise des prix du riz de 2018 a permis de justifier l'ouverture du marché à un riz plus abordable. En conséquence, les exploitations de riziculture philippines sont plus susceptibles de se tourner vers d'autres cultures ou d'autres utilisations des terres si elles ne parviennent pas à concurrencer les importations de riz moins chères. Le fait que les exploitants (es) des terres détiennent rarement les titres de propriété sur celles-ci aggrave encore ce problème. Après trente ans de réforme agraire, 600.000 hectares de terres ne sont toujours pas distribués.¹⁴ Les agricultrices, dont les droits à la terre n'ont été pleinement reconnus par la loi qu'en 2009, sont aujourd'hui confrontées à un problème de conversion et d'accaparement des terres. Cette situation est probablement liée à la politique de la Banque mondiale de « réforme agraire induite par le marché (MALR) », qui a affaibli le rôle de l'État en matière d'acquisition et de distribution des terres dans le cadre d'un même programme.¹⁵ « Nous n'y voyons rien de surprenant, le gouvernement appliquant les politiques de la Banque mondiale. Le président privilégie également le financement par la Chine¹⁶ de projets à grande échelle dans les secteurs des mines et de l'énergie », ajoute Mary Ann.

En ce qui concerne les terres kurdes, Salima est tout aussi préoccupée par les prétendus projets de développement régional qui ne respectent ni les normes environnementales, sociales, ni les normes de protection du patrimoine culturel. « De grandes entreprises internationales sont actives en Turquie, et beaucoup des entreprises qui opèrent au niveau national reçoivent le soutien de leurs partenaires internationaux pour des projets de « développement social » susceptibles de détruire les ressources naturelles là où vivent les Kurdes. »¹⁷ Habitant principalement les régions rurales, ces populations ont été particulièrement touchées par la construction de barrages, ainsi que par les mouvements de migrations et de déplacements forcés. Ces problèmes ne peuvent être dissociés des efforts déployés par l'État turc pour démobiliser le combat des Kurdes. On constate des politiques similaires contre leurs terres et leurs ressources naturelles par l'État syrien.

LA RÉSISTANCE AU SEXISME

Mary Ann dépeint le dirigeant des Philippines comme l'incarnation même de l'anti-femme : « Il est misogyne, dépeint les femmes comme des objets dans ses discours, plaisante sur le viol et perpétue les stéréotypes sexistes. » Dès l'élection présidentielle de 2016, des groupes de femmes ont déposé une plainte pour dénoncer la violation par Duterte de la Grande Charte des femmes (Magna Carta of Women - MCW).¹⁸ La MCW avait été adoptée en application de la Convention des Nations

¹³ Les organisations de la société civile ont recueilli environ 35000 signatures dans le monde entier par le biais d'une pétition en ligne pour exiger que Bolsonaro rétablisse le CONSEA. Une défaite politique du gouvernement a vu le Congrès recréer le CONSEA, mais la forme qu'il prendra n'est pas encore claire. FIAN International. "Bolsonaro dissout le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle." FIAN International News, 15 juin 2019. Disponible sur : www.fian.org/en/news/article/bolsonaro-shuts-down-national-council-for-food-security-and-nutrition-2162.

¹⁴ Manahan, Mary Ann. "Introduction: Part One Thirty Years of Agrarian Reform under CARP/ER Is there Reason to Celebrate?" *Reporman Agraryo at Pagbabago, Narratives of Agrarian Conflicts, Transitions and Transformation*. Quezon City: Focus on the Global South, 2018, p.19.

¹⁵ Manahan, Mary Ann. *Banking on the Rural Poor?: Critical Insights and Policy Questions on Foreign Aid and Agrarian Reform in the Philippines*. Focus on Poverty. Disponible sur : www.focusonpoverty.org/download/reports/Banking%20on%20the%20Rural%20Poor.pdf.

¹⁶ Pour plus d'informations sur l'impact des interventions de la Chine et des activités des entreprises industrielles chinoises sur le droit à l'alimentation et à la nutrition des communautés locales, en particulier celles qui vivent de la pêche, aux Philippines, en Indonésie et au Sri Lanka, veuillez consulter le site: FIAN International, People's Movement against Port (PMAPC) et Traditional Fishermen Association (KNTI). *Les obligations extraterritoriales de la Chine à l'égard du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates des pêcheurs aux Philippines, en Indonésie et au Sri Lanka - Présentation conjointe à l'EPU des Nations Unies de la Chine (troisième cycle/31 session)*. 31 novembre 2018.

¹⁷ Par exemple : le projet de barrage et de centrale hydroélectrique d'Illisu sur le Tigre, prévu dans le sud-est de l'État turc, une région principalement peuplée de Kurdes, dans le cadre de la vaste opération "Projet du sud-est de l'Anatolie" (GAP). Ce projet était censé améliorer la situation socio-économique de la région grâce à la fourniture d'énergie hydroélectrique et à l'irrigation. En 2005, des entreprises allemandes, suisses et autrichiennes s'y sont engagées. Cependant, en 2009, le non-respect par la Turquie des normes environnemen-

tales, sociales et des normes de protection culturelle, couplé à d'importantes protestations internationales, a poussé plusieurs entreprises à se retirer du marché. Pour de plus amples d'informations, veuillez consulter : Hasankeyf'i Yaşatma Girişimi. *Report on the current status of the Ilisu Dam and Hydroelectric Power Plant Project and the counter campaigns*. 27 mai 2019. Disponible sur : www.hasankeyfgirisimi.net/?p=861.

18 Commission philippine sur les femmes. Grande Charte des femmes. Philippines : Bureau du président. Disponible sur : pcw.gov.ph/sites/default/files/documents/laws/republic_act_9710.pdf.

19 Aussi connue sous le nom de Loi de la République 9710, promulguée le 14 août 2009 par le 14e Congrès.

20 Al Jazeera News. "Duterte offers 42 virgins to visitors of the Philippines." 27 janvier 2018. Disponible sur : www.aljazeera.com/news/2018/01/duterte-offers-42-virgins-visitors-philippines-180127074930801.html.

21 Ellis-Petersen, Hannah. "Philippines: Rodrigo Duterte orders soldiers to shoot female rebels 'in the vagina'." *The Guardian*, 13 février 2018. Disponible sur : www.theguardian.com/world/2018/feb/13/philippines-rodrigo-duterte-orders-soldiers-to-shoot-female-rebels-in-the-vagina.

22 Regencia, Ted. "BabaeAko: Philippines 'Duterte, intimidated by strong women'". *Al Jazeera News*, May 30, 2018. Disponible sur : www.aljazeera.com/news/2018/05/babaeako-philippines-duterte-intimidated-strong-women-180530131100613.html.

23 DW News. "Brazil Arrests hundreds for violence against women". 25 août 2018. Disponible sur : www.dw.com/en/brazil-arrests-hundreds-for-violence-against-women/a-45218982.

Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et sert de législation générale sur les droits humains des femmes dans le pays.¹⁹ Si, sur un plan technique, les femmes ont gagné leur procès, la décision n'a pas pu être exécutée après la prise de la présidence par Duterte et son contrôle politique sur les trois branches du gouvernement. Le procès ne l'a même pas dissuadé de faire des remarques sexistes, par exemple lorsqu'il a offert « 42 vierges » aux investisseurs et aux visiteurs²⁰ et qu'il a encouragé les soldats à tirer dans le vagin des femmes rebelles puisque, sans lui, « les femmes ne servent à rien ». ²¹ Comme nous l'avons mentionné précédemment, les femmes subissent également les conséquences des meurtres extrajudiciaires commis dans le cadre de la guerre contre la drogue. Des milliers de femmes sont ainsi devenues mères célibataires d'enfants dont les pères ont été tués, tandis que des mandats d'arrêt illégaux ont poussé des femmes, parfois très jeunes, à échanger leurs corps contre la libération de leurs partenaires, maris ou parents, une pratique qualifiée de « sexe contre liberté ».

Les femmes vivent dans la peur et l'insécurité constantes, une situation qui pourrait encore s'aggraver pour les mères en cas d'adoption du projet de loi prioritaire visant à abaisser l'âge minimum de la responsabilité pénale (MACR) de 12 à 9 ans. Ces divers problèmes ont donné naissance à différentes formes de résistance et d'alliances tactiques parmi les femmes et les groupes féministes, comme la campagne #BabaeAko (Je suis une femme) sur les médias sociaux (inspirée du mouvement #MeToo)²² ou la Marche mondiale des femmes-Philippines.

Le Brésil a également un président ouvertement misogyne. Lorsqu'il était député fédéral, il a dit à une de ses homologues féminines : « Je ne suis pas un violeur mais, si je l'étais, je ne vous violerais pas parce que vous ne le méritez pas. » Selon Michela, des forces religieuses ont « légitimé la violence contre les femmes et les LGBTTIQ, le retour des femmes dans la sphère domestique, et de nombreuses autres régressions au nom de Dieu et de la famille ».

La violence contre les femmes s'est intensifiée ces dernières années. Rien qu'en 2017, selon le Forum brésilien sur la sécurité publique, le nombre de viols a augmenté de 8 % pour atteindre le chiffre de 60.018, tandis qu'environ 1.133 féminicides étaient commis dans le pays.²³ Les femmes au Brésil connaissent constamment des problèmes sociaux et des difficultés d'accès aux ressources, principalement dans les campagnes. Comme le souligne Michela, « les femmes sont les premières à subir les conséquences du manque d'eau et de nourriture, car ce sont elles qui doivent chercher des solutions. Elles doivent parcourir de longues distances pour trouver de l'eau pour leur famille. Elles sont également les premières à se priver de nourriture pour que leurs enfants et leurs maris puissent manger. »

Selon Michela, la situation de l'eau s'est aggravée depuis le coup d'État de 2016, lorsque furent arrêtés les programmes publics en faveur des régions semi-arides, exécutés auparavant en partenariat avec la société civile, qui donnaient priorité aux femmes dans tous les domaines (formation, accès à l'eau, production agroécologique,...). Michela en conclut que l'État a abandonné les familles rurales et les périphéries urbaines : « Le discours conservateur du gouvernement n'est rien de plus que l'expression d'une politique économique abandonnée par l'état, de la perte de droits et de responsabilités accrues pour les femmes, obligées de travailler gratuitement, comme s'il s'agissait d'une obligation contractée par amour, privées de leurs droits sexuels, malgré les risques qui pèsent sur leur santé sexuelle et reproductive. » Le gouvernement Bolsonaro soutient que le fœtus est un sujet de droits dès

la conception et défend cette position. La ministre de la Femme, de la Famille et des Droits Humains refuse de discuter des raisons pour lesquelles tant de femmes meurent dans des avortements clandestins, et cherche plutôt à les criminaliser. Selon Michela, le gouvernement actuel ne défend qu'un seul modèle familial : les familles blanches, urbaines et hétéronormatives.

Salima explique que les formes institutionnalisées du patriarcat, depuis le niveau familial jusqu'à l'État, ont toujours dépouillé les femmes de leur autonomie. Leur situation a encore été aggravée par les conflits en cours dans les régions kurdes. Des femmes kurdes ont été victimes de sévices sexuels et d'autres formes de violence. Certaines femmes et filles, par exemple, sont capturées par l'EIJL qui utilise l'esclavage sexuel de ses prisonnières comme tactique de guerre. Voilà pourquoi, à Rojava, les femmes prennent les choses en main et organisent des assemblées d'autodéfense et d'éducation. Elles ont ainsi créé un espace où les femmes victimes de violence liée à la guerre ou d'autres formes d'oppression patriarcale peuvent se réfugier et être en sécurité.²⁴

Lorsque Rojava a déclaré son autonomie, les « crimes d'honneur », les mariages forcés, les mariages d'enfants, la polygamie et tout autre forme de violence à l'égard des femmes ont été interdits. On a constaté que « le système de genre dominant préalable à la Révolution de Rojava exerçait un contrôle strict sur les femmes et les cantonnait à l'éducation des enfants et au travail domestique ». La nouvelle constitution a changé la donne et réellement remplacé l'ancien système patriarcal par l'affirmation du droit des femmes à participer dans tous les domaines et toutes les sphères de la vie.²⁵

LA DÉFENSE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

C'est à la confluence de ces contextes d'autoritarisme, de néolibéralisme et de sexisme que les mouvements de femmes du Brésil, des Philippines et de Rojava déploient leur résistance. Ces femmes plantent ainsi des graines d'espoir tout en renversant les obstacles à la souveraineté alimentaire.

Qui dit résistance, selon Michela, dit mise en place d'un système alimentaire différent de celui souhaité par les sociétés multinationales. Ce message émane des acteurs de la souveraineté alimentaire, tels que les organisations agroécologiques, les communautés paysannes, La Vía Campesina et les syndicats ruraux, ainsi que des travailleurs urbains, des partis politiques de gauche, des mouvements Noirs et féministes. Le meilleur moyen d'assurer une alimentation adéquate pour tous et toutes est de développer l'agriculture familiale, de soutenir les communautés paysannes et les populations traditionnelles. Toutefois, la résistance contre l'agro-industrie ne se mène pas uniquement au niveau national. La solidarité internationale est indispensable, principalement de la part des autres mouvements sociaux qui comprennent l'importance de la nature, des semences paysannes, de la vraie nourriture et de l'agroécologie.²⁶ Michela souligne que « ce combat non seulement ébranlera l'autoritarisme et encouragera la participation populaire, mais profitera également à une planète qui souffre des conséquences du changement climatique ».

Les femmes kurdes mettent en place des systèmes alimentaires autonomes et des structures de gouvernance conformes au confédéralisme démocratique.²⁷ Engagées en faveur de la libération des femmes et d'une société écologique et démocratique, les femmes kurdes garantissent à leurs consœurs des espaces séparés et sécurisés, sans pour autant rejeter les espaces partagés avec les hommes. Elles construisent

²⁴ Pour de plus amples informations, veuillez consulter: jinwar.org/de/home-3/.

²⁵ Evans, Rachel. "Revolutionary Rojava: A polyethnic, feminist and anti-capitalist experiment". *Links International Journal of Socialist Renewal*. 26 octobre 2018. Disponible sur : links.org.au/revolutionary-rojava-polyethnic-feminist-anti-capitalist-experiment.

²⁶ Pour de plus amples informations sur l'intersection entre l'agroécologie et le féminisme, veuillez consulter l'article « L'agroécologie n'existe pas sans le féminisme » dans ce numéro de *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

²⁷ *Supra* note 3.

des coopératives exclusivement féminines, qui développent leur propre système alimentaire, et gèrent des boulangeries, des restaurants, la vente de leurs productions et des exploitations agricoles. Salima le confirme : « Les femmes ont créé des coopératives féminines et d'autres institutions qu'elles gèrent elles-mêmes afin d'assurer leur droit à l'alimentation et à la nutrition. » Elle reconnaît qu'il s'agit d'un processus « par les femmes, pour les femmes ».

Les paysans philippins peuvent s'identifier à cette vision de l'autonomie, notamment quand il s'agit d'exercer un contrôle sur son propre espace ou territoire. La revendication de la souveraineté alimentaire aux Philippines vise à permettre le plus rapidement possible aux communautés paysannes et aux femmes des zones rurales de contrôler leurs terres et leurs ressources côtières. C'est ainsi qu'on encouragera l'agroécologie, qu'on empêchera la conversion des terres agricoles et leur utilisation à des fins non agricoles et par l'industrie minière et, dans le même temps, qu'on protégera les ressources côtières contre leur exploitation commerciale. Mary Ann nous rappelle que « les femmes exigent non seulement la justice sociale, mais également de la nourriture, des emplois dignes, et des sources de revenus durables pour subvenir aux besoins de leurs familles ». Les organisations féminines de terrain défendent la souveraineté alimentaire par le biais d'initiatives telles que la gestion par les femmes des zones côtières, les banques et échanges de semences par des femmes et entre des femmes, sans oublier l'agriculture biologique. Outre la promotion de ces initiatives, le Congrès national des femmes rurales (PKKK), une coalition nationale de femmes rurales membre de la Marche mondiale des femmes - Philippines, plaide pour que la réforme agraire pérennise le système de gestion des terres agricoles, pour l'adoption d'une loi de protection des zones sensibles des bassins versants, et pour un réexamen politique visant à modifier ou si possible à suspendre la loi de 2019 sur la tarification douanière du riz (Rice Tariffication Law).

L'ORGANISATION DE NOTRE RÉSISTANCE

Là où d'autres voient la résilience des femmes, nous voyons leur résistance. Inversement, ce qui a commencé comme une résistance des femmes se renforce grâce à leur résilience et à leur organisation collective.

Les femmes kurdes s'organisent sur le terrain non seulement pour contrer les différentes structures de pouvoir aux multiples niveaux de décision, mais également pour montrer que des alternatives sont possibles. Citons comme exemple le *Jinwar* - un mot qui symbolise en kurde « l'espace de la femme » ou « la terre de la femme ». Le 25 novembre 2018, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le village de Jinwar a été déclaré « village de femmes écologiques libres, offrant un espace aux femmes qui ont perdu leur mari ou d'autres parents dans la guerre et qui n'ont pas d'endroit approprié où vivre avec leurs enfants. C'est aussi un espace pour les femmes qui ont subi des violences liées à la guerre ou d'autres formes d'oppression patriarcale. Avec 30 maisons, une école, un musée et un centre médical, partant de la vision d'une vie libre et communautaire, Jinwar est devenu un espace de rassemblement, de vie et de collaboration pour les femmes », explique Salima.

D'après Salima, Jinwar est né de la conscience qu'ont les femmes de leur oppression. Cette conception est reflétée dans l'auto-description de Jinwar :

Reconstruire nos maisons pour en faire des havres de paix est un acte de résistance face à la violence et à la guerre. Mais loin d'être un simple ensemble de maisons, le village permettra également un mode de vie alternatif. S'appuyant sur le riche

*patrimoine culturel et le savoir historique des femmes, JINWAR a pour propos de créer un mode de vie où chaque femme pourra atteindre son plein potentiel sans être soumise aux contraintes des structures de pouvoir oppressives du patriarcat et du capitalisme.*²⁸

²⁸ Pour de plus amples informations sur JINWAR, veuillez consulter : jinwar.org/about/.

En effet, une conscience critique nourrie par un nombre croissant d'organisations peut construire un mouvement fort. Au Brésil, la Marche des marguerites (Marcha das Margaridas) – qui a lieu tous les 14 août depuis l'an 2000 – est la manifestation d'une volonté persistante de combattre la faim, la pauvreté et la violence de genre. Rassemblant plusieurs organisations féministes des zones rurales et urbaines, cette marche est considérée comme la principale action de mobilisation des travailleuses de la campagne, de la forêt et des eaux contre une violence agro-industrielle responsable de la disparition des exploitations familiales paysannes et de leur environnement.²⁹

²⁹ Pour de plus amples informations concernant la Marche des Marguerites 2019, veuillez consulter : fetase.org.br/mobilizacoes/marcha-das-margaridas/.

Comme le fait remarquer Michela, « des femmes qui n'avaient jamais fait partie d'une organisation en ressentent désormais le besoin, elles veulent se battre pour leurs droits ». C'est également l'expérience de Mary Ann lorsqu'elle constate l'ampleur prise par le mouvement anti-misogynie, ou par les protestations contre les exécutions extrajudiciaires aux Philippines, un pays où les femmes, longtemps cantonnées au silence, se rassemblent soudain pour s'exprimer, et où des alliances se forment entre des féministes de la classe moyenne et de la haute bourgeoisie d'une part, et des organisations féminines de masse d'autre part.

Les groupes de femmes étant aussi divers que leurs luttes et leurs parcours politiques, il est tout à fait logique qu'elles ne s'entendent pas sur tout. Ce qu'il faut célébrer, c'est la naissance, au milieu de conflits multidimensionnels, d'alliances tactiques et d'actions intersectorielles qui aident toutes les femmes et les filles, quel que soit leur âge, à parler d'une seule voix. Comme le dit Michela : « Une révolution, c'est quand une femme prend le temps de faire de la politique dans son quotidien. »



EN BREF

Aucune reconnaissance du rôle des femmes dans la production alimentaire ne peut suffire à réaliser la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation et à la nutrition, tant que subsistent les menaces pour leur liberté, les obstacles structurels à l'égalité sociale et la discrimination de genre. Les expériences des femmes et des filles vivant dans les zones rurales de Rojava (nord de la Syrie), du Brésil et des Philippines, où elles sont confrontées à un régime autoritaire, à la fois explicite et tacite, pratiquant des politiques de droite, du chauvinisme nationaliste et des politiques néolibérales, sont parfaitement illustratives à cet égard.

Trois militantes - Salima Tasdemir (Kurde basée au Royaume-Uni), Mary Ann Manahan (Philippines), Michela Calaça (Brésil), ont expliqué comment ces régimes autoritaires ont persécuté des peuples et des communautés, maltraité des femmes et des filles, favorisé les entreprises au détriment des systèmes alimentaires communautaires dans leurs pays et

régions respectifs. En réponse, les femmes font preuve non seulement de résilience en temps de crise, mais également et principalement de résistance par l'organisation collective.

Les impératifs des femmes sont de défendre la souveraineté alimentaire, de résister au sexisme et de contrer les politiques néolibérales via divers modes d'organisation. Un exemple en est la création d'espaces sûrs et autonomes par et pour les femmes kurdes dans le cadre du confédéralisme démocratique, de la libération des femmes et de la société écologique. Elles ont créé des coopératives exclusivement féminines engagées dans des activités de production alimentaire, ainsi que d'autres espaces pour les femmes touchées par la guerre et la violence. Dans les cas du Brésil et des Philippines, les groupes de femmes sont les premiers à manifester et à former des alliances tactiques et intersectorielles pour combattre la violence croissante contre les femmes, les LGBTTIQ et les autres secteurs marginalisés. S'y ajoutent d'autres initiatives de base qui revendiquent la reconnaissance du droit à la terre et au territoire afin de garantir pleinement les pratiques agroécologiques et la souveraineté alimentaire.



CONCEPTS CLÉS

- Dans des pays/régions comme Rojava (nord de la Syrie), le Brésil et les Philippines, les régimes autoritaires appliquent des politiques sexistes et néolibérales qui menacent les femmes et les filles, leurs libertés fondamentales, et la souveraineté alimentaire. Ces pays/régions sont le théâtre d'une recrudescence de la violence à l'égard des femmes, devenues des cibles directes et indirectes de la violence et de l'impunité étatiques.
- Les politiques néolibérales autorisent les grandes plantations commerciales, la construction de barrages, les activités extractives et d'autres politiques favorisant les importations et les exportations susceptible de déplacer les systèmes alimentaires communautaires et de pousser les femmes des zones rurales à chercher d'autres moyens de subsistance. Les politiques de privatisation ont exploité le rôle que jouent les femmes dans le processus de reproduction sociale et ont encore alourdi leur charge de travail domestique.
- Plus que la résilience, c'est la résistance des femmes qui s'impose, pour « exposer » les problèmes structurels, « s'opposer » aux violations des droits humains et « proposer » des alternatives vers une société meilleure. Les femmes exercent leur pouvoir politique du ménage à l'État en passant par la communauté afin d'obtenir de réels changements et une véritable autonomie.



MOTS CLÉS

- Autoritarisme
- Sexisme
- Néolibéralisme
- Résistance des femmes
- Souveraineté alimentaire

A woman with dark skin and long dreadlocks, wearing a grey knit beanie and a dark coat, is holding a white sign that says "RESIST". She is looking off to the side with a serious expression. In the background, other protesters and signs are visible, including one that says "PEOPLE" and another that says "Trump". The image has a pinkish-red tint.

03

LES FEMMES INVISIBLES : LA FAIM, LA PAUVRETÉ, LE RACISME ET LE GENRE AU ROYAUME-UNI

Deirdre Woods

Deirdre Woods est une féministe handicapée décoloniale Noire. Actionniste pour la justice sociale et praticienne en alimentation communautaire, elle est également coprésidente du [Independent Food Aid Network](#) (IFAN), dont le siège se trouve au Royaume-Uni.

L'IFAN soutient et relie une grande variété d'organisations d'aide alimentaire de première ligne pour lesquelles elle se charge aussi de tout le travail de plaidoyer au niveau national. Sa vision est un pays qui n'a pas besoin d'aide alimentaire d'urgence et où l'accès à une alimentation de qualité est une réalité pour tous et toutes.

« Raviver le féminisme Noir et l'organisation des femmes Noires au Royaume-Uni permet l'émergence de nouveaux espoirs dans tous les domaines de la vie – depuis la sécurité alimentaire jusqu'à la vie politique, en passant par la santé communautaire, les milieux universitaires et les politiques publiques. »

REMERCIEMENTS |

Nous adressons tout particulièrement nos remerciements à Juana Camacho S. (Institut colombien d'anthropologie et d'histoire, ICAHN), à Christina Schiavoni (International Institute of Social Studies, ISS), et à Emily Mattheisen (FIAN International) pour leur soutien lors de la révision de cet article.

PHOTO |

[Alisdare Hickson](#) / CC BY-SA 2.0.

Le Royaume-Uni est en pleine crise : le fossé se creuse entre les nantis et les démunis alors même que nous assistons à la montée de l'austérité, du racisme, de l'islamophobie, de l'homophobie et de la xénophobie, au renforcement des positions de l'extrême-droite, à la consolidation du pouvoir des entreprises dans un contexte où le néolibéralisme et ses politiques sont une réalité quotidienne. Le Brexit a plongé le Royaume-Uni dans une crise d'incertitude alors que le pays était déjà enlisé dans une crise de la pauvreté, une crise de l'aide sociale, une crise du logement, une crise de la faim et une crise des droits humains. Au milieu de ces multiples crises, l'impact sur les femmes de couleur reste invisible.

En vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 11), le gouvernement britannique est légalement tenu de garantir le droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates pour tous sur son propre territoire. Le pays a néanmoins connu au cours de ces dernières années une sérieuse aggravation de la malnutrition et de la faim, ce qui s'est traduit par une forte augmentation du recours aux banques alimentaires et à l'aide alimentaire¹ et témoigne d'une régression des obligations nationales à respecter, protéger et garantir la réalisation des droits humains internationaux, notamment le droit à l'alimentation et à la nutrition.

L'injustice sociale, la discrimination et la violence d'État sont sous-jacentes à cette crise alimentaire qui frappe la cinquième économie mondiale.

¹ The Guardian Letters. "Food banks are no solution to poverty". *The Guardian*, 24 mars 2019. Disponible sur : www.theguardian.com/society/2019/mar/24/food-banks-are-no-solution-to-poverty; et Butler, Patrick. "Food bank network hands out record 1.6m food parcels in a year". *The Guardian*, 25 avril 2019. Disponible sur : www.theguardian.com/society/2019/apr/25/food-bank-network-hands-out-record-16m-food-parcels-in-a-year.

INÉGALITÉS ET DISCRIMINATION

En mai 2019, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, le professeur Philip Alston, publiait son rapport sur la visite qu'il avait réalisée au Royaume-Uni en novembre 2018. Il condamnait par ce biais le gouvernement britannique pour les politiques d'austérité mises en œuvre depuis 2010, assorties de coupes sombres dans le domaine des services publics et de la protection sociale. Ces mesures ont précipité 14 millions de personnes – à savoir un cinquième de la population - dans la pauvreté. De plus en plus de gens sont forcés de choisir entre se chauffer ou manger, un nombre grandissant d'enfants arrivent à l'école affamés et le recours aux banques alimentaires ne cesse d'augmenter.²

Le rapport est accablant en ce qui concerne les inégalités systémiques et les désavantages auxquels les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les minorités ethniques sont confrontés. Alston affirme que :

Les minorités ethniques sont plus exposées au risque de se retrouver sans-abris, ont plus de difficultés d'accès aux soins de santé, et connaissent un taux de mortalité infantile plus élevé que la population globale. Les Noirs et les personnes d'origine sud-asiatique sont les plus susceptibles de vivre dans la pauvreté et le dénuement. À la suite des changements apportés aux régimes fiscaux, aux prestations sociales et aux dépenses publiques entre 2010 et 2020, ce sont pourtant les ménages Noirs et asiatiques du quintile inférieur des revenus qui connaîtront la baisse moyenne de niveau de vie la plus importante, à hauteur d'environ 20%. C'est en Angleterre et en Écosse que l'évolution des dépenses publiques de 2010-2011 à 2021-2022 frappera le plus durement les ménages Noirs.³

Pour les femmes de ces communautés, la situation est plus grave encore. Les changements apportés aux prestations et aux politiques sociales ont réduit l'aide accordée aux femmes beaucoup plus que celle accordée aux hommes. La réduction de l'aide sociale se traduit en outre par une charge plus lourde pour les personnes qui sont les principales responsables du bien-être de leur famille, à savoir le plus souvent les femmes. Le rapport indique également que l'espérance de vie des femmes dans les communautés défavorisées n'a pas progressé et que, pour les 20% les plus pauvres, elle a même diminué. Parallèlement à l'austérité, depuis 2012⁴, un environnement politique hostile s'est développé au Royaume-Uni : les politiques et la législation sont en effet conçues pour rendre difficile le séjour des sans-papiers dans le pays. Cette situation a eu des effets dévastateurs sur les demandeurs d'asile et les réfugiés ainsi que sur les communautés de la diaspora des anciennes colonies. Les demandeurs d'asile sont privés de leurs droits humains fondamentaux au logement, aux soins de santé, au travail et à l'alimentation, et dépendent de la charité pour survivre. Ceux que l'on appelle la « génération Windrush » - les ressortissants britanniques arrivés au Royaume-Uni entre 1948 et 1971 en provenance des pays des Caraïbes⁵ - et leurs enfants, dont beaucoup sont nés au Royaume-Uni, ont vu leur nationalité britannique remise en question. Depuis quelques années, s'ils ne disposent pas de preuves documentaires, leurs droits humains fondamentaux sont bafoués. Or, ces personnes, arrivées dans le cadre de politiques d'immigration liées aux colonies britanniques leur permettant de s'établir légalement dans le pays en tant que citoyens britanniques, n'avaient pas eu besoin de documents et n'en avaient reçu aucun à leur entrée au Royaume-Uni. Les diverses lois discriminatoires adoptées par les gouvernements successifs ont entraîné des modifications de la législation applicable à l'immigration dès 1965,⁶ et la destruction des cartes d'établissement en 2010.⁷ Récemment, de nombreuses personnes se sont vues refuser

² Alston, Philip. *Visite au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord – Rapport du Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme*. Assemblée générale des Nations Unies. A/HRC/41/39/Add.1.23 avril 2019. Disponible sur : <https://undocs.org/fr/A/HRC/41/39/Add.1>.

³ *Supra* note 2.

⁴ Global Justice Now. "The hostile environment for immigrants - How Theresa May has created an underclass in the UK". *Supporter briefing*. Février 2018. Disponible sur : www.globaljustice.org.uk/resources/hostile-environment-immigrants.

⁵ Ce terme est "une référence au navire MV Empire Windrush qui atteignit les quais de débarquement de Tilbury, dans la région d'Essex, le 22 juin 1948, avec à son bord des travailleurs en provenance de Jamaïque, de Trinité-et-Tobago ainsi que d'autres îles encore pour faire face à la pénurie de main d'œuvre au Royaume-Uni après la guerre". Le navire transportait 492 passagers dont de nombreux enfants. BBC News. "Windrush generation: Who are they and why are they facing problems?" BBC, 18 avril 2018. Disponible sur : www.bbc.com/news/uk-43782241.

⁶ Eddo-Lodge, Reni. *Why I'm No Longer Talking To White People About Race*. London: Bloomsbury Publishing, 2017.

⁷ Gentleman, Amelia. "Home Office destroyed Windrush landing cards, says ex-staffer". *The Guardian*, 17 avril 2018. Disponible sur : www.theguardian.com/uk-news/2018/apr/17/home-office-destroyed-windrush-landing-cards-says-ex-staffer.

l'entrée au Royaume-Uni, ont perdu des prestations sociales ou ont été renvoyées dans des pays avec lesquels elles n'avaient aucun lien après avoir passé toute leur vie ou presque au Royaume-Uni.⁸

Ces mesures ne peuvent être considérées que comme une variante moderne de l'impérialisme britannique, où les systèmes politiques, sociaux et économiques dominants sont blancs, normatifs et/ou suprémacistes.⁹ La race, l'ethnicité, le sexe et „l'altérité“ sont les outils des autorités colonisatrices, et déterminent les façons d'être et de connaître. Les femmes Noires, les autres femmes de couleur, les migrantes et les réfugiées - soit globalement environ 6,5% de la population britannique¹⁰ - sont marginalisées, exclues et sous-représentées. Les voix des femmes Noires sont trop souvent réduites au silence, soumises à la violence étatique, domestique et publique.

Dans un tel scénario, l'accès à l'alimentation, à la santé, au logement, à l'éducation, au travail décent et à d'autres droits économiques, sociaux et culturels est profondément compromis pour les femmes de couleur, qui sont invisibles dans les politiques, les données et la recherche et, par conséquent, de plus en plus marginalisées.

L'EFFACEMENT ET LA CÉCITÉ DANS L'ANALYSE DES DONNÉES

Le gouvernement britannique ferme les yeux sur l'ampleur de la pauvreté nationale et de ses impacts, en particulier dès qu'on peut établir un lien avec la faim et les groupes marginalisés, ou les impacts spécifiques sur les femmes. Cette invisibilité et cet effacement ont été décrits comme des „mécanismes quotidiens de l'ignorance blanche“¹¹ - en d'autres termes, ils induisent une vision du monde qui relève de la normativité blanche.¹² De plus, „[une] réalité très fondamentale est que les forces du racisme structurel et du sexisme sont toujours en mouvement, créant constamment de nouvelles formes d'altérité“. ¹³ Ces attitudes et pratiques, et en particulier l'aveuglement par rapport à la couleur de la peau, sont également reproduites et renforcées dans les milieux universitaires. Les études sur l'insécurité alimentaire, sur l'absence de droits à la terre ou sur le développement à l'échelle mondiale (tant dans le Sud que dans le Nord) comportent d'énormes lacunes en termes d'analyse et de recherche sur les dimensions intersectionnelles¹⁴ des discriminations fondées sur le genre, la classe, et la race.

Des femmes des communautés de Coventry et de Manchester ont entrepris une étude sur l'impact de l'austérité sur les femmes des communautés Noires et des minorités ethniques au Royaume-Uni. Elles ont ainsi pu démontrer que les femmes de couleur étaient plus susceptibles de vivre dans des ménages pauvres - c'est le cas de 40% des femmes africaines/caribéennes, de 46% des Pakistanais et de 50% des Bangladaises.¹⁵ Il est manifeste que les femmes de couleur sont confrontées à davantage de discriminations, mais les analyses, y compris celles émanant de nos propres organisations, n'abordent pas ce phénomène.

D'autres analyses économiques ont également raté l'occasion de mesurer le pourcentage de femmes de couleur ayant recours à l'aide alimentaire et d'offrir une évaluation intersectionnelle de l'insécurité alimentaire des ménages.

L'auteure de cet article n'a trouvé que deux études portant sur l'insécurité alimentaire, la race et le genre au Royaume-Uni. L'une d'entre elles était limitée aux personnes faisant appel aux banques alimentaires du centre de Londres. Elle montrait qu'environ 55,9 % des personnes bénéficiant de l'assistance des banques ali-

⁸ Perkins Anne, et Amelia Gentleman. "The Government knew for years that Windrush generation hurt by 'hostile environment'. *The Guardian*, 23 avril 2018. Disponible sur : www.theguardian.com/uk-news/2018/apr/22/government-aware-for-years-that-hostile-environment-hurt-win-drush-generation.

⁹ Diangelo, Robin. *White Fragility: Why It's So Hard for White People to Talk About Racism*. Boston: Beacon Press, 2018.

¹⁰ Pour davantage d'informations, veuillez consulter : GOV.UK. "Ethnicity facts and Figures, UK population by ethnicity - Male and female population". 1er août, 2018. Disponible sur : www.ethnicity-facts-figures.service.gov.uk/uk-population-by-ethnicity/demographics/male-and-female-populations/latest#by-ethnicity; and GOV.UK. "Ethnicity facts and Figures, UK population by ethnicity- Population of England and Wales". 1er août 2018. Disponible sur : www.ethnicity-facts-figures.service.gov.uk/uk-population-by-ethnicity/national-and-regional-populations/population-of-england-and-wales/latest.

¹¹ Mills, Charles W. "Global white ignorance". Dans *Routledge International Handbook of Ignorance Studies*, 217-227. Taylor and Francis Inc., 2015.

¹² Mueller, Jennifer C. "Producing Colorblindness: Everyday Mechanisms of White Ignorance". *Social Problems*, 64:2 (2017):219-238. Disponible sur : academic.oup.com/socpro/article-abstract/64/2/219/3058571?redirectedFrom=fulltext.

¹³ Mirza, Heidi. "Black British feminism then and now". *Media Diversified*, 13 mars 2014. Disponible sur : mediadiversified.org/2014/03/23/black-british-feminism-then-and-now/.

¹⁴ L'intersectionnalité est un concept utilisé pour décrire la manière dont des personnes ou des groupes de personnes sont désavantagés par de multiples sources de préjugés et de discriminations, en raison du chevauchement de leurs identités et expériences, par exemple la race, la classe, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, la religion, etc. Cette question est examinée plus en détail ci-dessous dans la partie « Plaidoyer féministe Noir : Intersectionnalité et changement social ».

mentaires britanniques sont des femmes,¹⁶ majoritairement Noires et asiatiques. Elle s'est toutefois abstenue d'explorer le lien entre la race, le genre et la dépendance à l'égard de l'aide sociale. La deuxième étude, réalisée par la Dre Madeleine Power, coprésidente de l'Independent Food Aid Network (IFAN), s'est penchée sur les expériences d'utilisation des banques alimentaires par les femmes asiatiques et blanches dans le nord-est de l'Angleterre.¹⁷ Bien qu'elle soit la première de ce type, elle n'a toutefois pas non plus creusé la question du racisme structurel et de son rapport au genre; elle s'est contentée d'analyser les différences culturelles.

Il n'existe pas non plus de recherche sur les femmes de couleur qui sont productrices alimentaires ou travailleuses dans le secteur de l'alimentation ni sur les femmes queer Noires et les personnes non binaires,¹⁸ et leur droit à l'alimentation et à la nutrition au Royaume-Uni.

Outre l'insuffisance de données et d'analyses sur les impacts de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté sur les femmes de couleur, aucune recherche sur ces questions n'est menée par les femmes de couleur elles-mêmes. Moins de 1% des professeurs d'université sont des femmes Noires; elles ne sont que 25 au Royaume-Uni, et elles ont dû „vaincre l'intimidation, les stéréotypes et la négligence institutionnelle avant de bénéficier de promotions“¹⁹. Ce patriarcat institutionnalisé, combiné à la violence et au racisme, marginalise et opprime encore davantage les femmes Noires, tout en freinant et en dévalorisant la production du savoir.

De telles lacunes dans la recherche, l'analyse et la représentation réduisent la capacité de plaider non seulement des organisations traditionnelles, mais aussi du pouvoir législatif et politique, et des organisations de femmes Noires ou dirigées par des personnes issues des communautés Noires. La promotion d'une approche intersectionnelle du droit à l'alimentation et des autres problèmes relatifs aux droits humains auxquels sont confrontées les communautés de couleur au Royaume-Uni, ainsi que la création d'un espace de plaidoyer dirigé par des femmes de couleur, sont des étapes fondamentales dans l'élaboration de politiques et de programmes publics qui puissent réellement aborder les multiples formes de discrimination et de violations de droits auxquelles elles font face.

PLAIDOYER FÉMINISTE NOIR : INTERSECTIONNALITÉ ET CHANGEMENT SOCIAL

Selon les théories féministes Noires, supporter la double charge de la discrimination raciale d'une part, et sexuelle d'autre part, induit différentes manières d'appréhender et d'exprimer leurs positions par rapport au sexisme, à l'oppression de classe et au racisme.²⁰

L'intersectionnalité, une théorie élaborée par l'avocate afro-américaine féministe Noire Kimberlé Crenshaw, est un outil de pratique et un cadre d'analyse des intersections de la race et du genre dans un contexte de complexité du pouvoir, de racisme systémique et d'autres oppressions structurelles, comme la classe, l'âge, l'orientation sexuelle et le handicap.²¹ Lors d'un exposé récent à Londres, Crenshaw soulignait l'importance de la race dans l'analyse intersectionnelle : „replacer les expériences Noires et brunes au cœur des échecs et des faiblesses des structures normatives capitalistes, patriarcales et blanches“, a-t-elle réitéré, „sans la race, ce n'est pas de l'intersectionnalité“.²²

15 Hall, Sarah-Marie et al. *Intersecting Inequalities: The Impact of Austerity on Black and Minority Ethnic Women in the UK*. Women's Budget Group and Runnymede Trust, 2017. P. 10. Disponible sur : www.intersecting-inequalities.com.

16 Prayogo, Edwina et al. "Who uses foodbanks and why? Exploring the impact of financial strain and adverse life events on food insecurity". *Journal of Public Health* 40:4 (2018): 676-683.

17 Power, Maddy, Neil Small, et Kate E. Pickett. "Hidden hunger? Experiences of food insecurity amongst Pakistani and white British women". *British Food Journal* 120:11 (2018): 2716-2732. Disponible sur : www.emerald.dinsight.com/doi/full/10.1108/BFJ-06-2018-0342.

18 Les identités non binaires, également connues sous le nom de queer, font référence à un spectre d'identités de genre qui ne sont pas exclusivement masculines ou féminines, c'est-à-dire des identités de genre et/ou des expressions de genre qui se situent quelque part entre homme et femme, ou qui sont totalement différentes de ces termes. Pour plus d'informations sur la terminologie, veuillez consulter : www.glaad.org/reference/transgender.

19 Adams Richard, et David Batty. "Black female professors must deal with bullying to win promotion, report finds". *The Guardian*, 3 février, 2019. Disponible sur : www.theguardian.com/education/2019/feb/04/black-female-professors-report.

20 Pour davantage d'informations sur le féminisme Noir, veuillez consulter : Code, Lorraine, ed. *Encyclopedia of Feminist Theories*. Routledge, 2000; et Collins, Patricia H. *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. New York: Routledge, 1990.

21 Crenshaw, Kimberlé. "Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory, and Antiracist Politics". *University of Chicago Legal Forum* (1989):139-197.

22 Crenshaw, Kimberlé. "Myth-busting Intersectionality: UK" lors du Forum sur la politique afro-américaine, Université de Westminster, Londres, 28 mai 2019. Disponible sur : aapf.org.

23 Roig, Emilia. "Intersectionality in Europe: a depoliticized concept?" *Völkerrechtsblog*, 6 mars 2018. Disponible sur : voelkerrechtsblog.org/intersectionality-in-europe-a-depoliticized-concept.

24 Lentin, Alana. "Racism in a post-racial Europe". *Eurozine*, 24 novembre 2011. Disponible sur : www.eurozine.com/racism-in-a-post-racial-europe.

25 Lewis, Gail. "Unsafe Travel: Experiencing Intersectionality and Feminist Displacements". *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 38(4) (2013): 869–892. Disponible sur : oro.open.ac.uk/32373/8/Lewis_669609_Final_published_PDF.pdf.

26 Mason, C. Nicole. "Leading at the Intersections: An Introduction to the Intersectional Approach Model for Policy & Social Change". *Women of Color Policy Network*, n.d. Disponible sur : www.intergroupresources.com/rc/Intersectionality%20primer%20%20Women%20of%20Color%20Policy%20Network.pdf.

27 Alston. *Supra* note 2.

28 Alkon, Alison H., e Agyeman, Julian. *Cultivating Food Justice: Race, Class, and Sustainability*. Chicago: MIT Press, 2011.

29 Kneafsey, Moya et al. "Capacity Building for Food Justice in England: The Contribution of Charity-Led Community Food Initiatives". *Local Environment* 0 (0) (2016): 1–14. Disponible sur : www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13549839.2016.1245717; et Moragues-Faus, Ana. "Problematising Justice Definitions in Public Food Security – Debates: Towards Global and Participative Food Justices". *Geoforum* 84 (2017): 95–106.

Dans toute l'Europe, la race est dépolitisée par son effacement dans l'intersectionnalité - c'est-à-dire par l'examen des intersections entre le genre, la classe, le handicap et d'autres oppressions à l'exclusion de la race. L'eurocentrisme d'extrême droite de la politique allemande et française ainsi que parmi les féministes blanches,²³ souvent masqué par le multiculturalisme libéral, est la cause de cet effacement de la race. Le racisme n'en a pas été éliminé pour autant.²⁴ Dans le contexte européen, cette reproduction non critique du racisme par certaines féministes est un „effacement à la fois des réalités contemporaines des sujets intersectionnels et de l'histoire des catégories raciales et des processus de racialisation dans l'ensemble du continent“.²⁵

Le Modèle d'approche intersectionnelle pour le changement politique et social - élaboré par la Dre C. Nicole Mason afin de contribuer à mettre fin à l'invisibilité des femmes de couleur dans les politiques publiques - offre un outil d'analyse et de développement de stratégies dans les domaines de l'alimentation, de la faim, de la race et du genre. Il étudie les causes des inégalités sur les plan macro et micro et examine leurs différentes intersections - structurelles, politiques, économiques, représentatives et institutionnelles. L'objectif de ce modèle est de mieux s'attaquer aux causes profondes des inégalités et de „remettre en question les programmes, les cadres stratégiques et les modèles d'organisation à thème unique“.²⁶

La lutte contre les violations du droit à l'alimentation et à la nutrition exige une analyse holistique des problèmes structurels et des facteurs qui contribuent à une violation, et qui se retrouvent dans toutes les politiques et organisations sectorielles. L'insécurité alimentaire des femmes de couleur au Royaume-Uni est le résultat de l'application de politiques sociales inadéquates dans de nombreux domaines. En n'agissant que dans un seul secteur, on néglige les multiples formes de violence qui frappent les personnes et les communautés à travers la pauvreté, la marginalisation et la discrimination.

LA FAIM, LA PAUVRETÉ ET LA LUTTE POUR LA JUSTICE SOCIALE

Bien que le gouvernement britannique rejette le rapport Alston avec une arrogance toute impérialiste, la recommandation formulée par ce dernier „d'analyser et de résoudre le problème des torts systématiques infligés par les politiques actuelles aux femmes et aux enfants, aux personnes handicapées, aux personnes âgées et aux minorités ethniques“ est assez faible, à moins d'être consolidée par un ensemble plus important de recherches et de preuves.²⁷ Toutefois, ce qui est plus grave c'est l'absence d'une réelle volonté politique de démanteler des institutions d'oppression bien établies.

Dans le cadre du combat pour l'équité économique et la justice raciale et de genre, ancrer le droit à l'alimentation et à la nutrition dans la législation britannique permettra de s'attaquer aux inégalités sociales et économiques profondément enracinées. Il s'agit là d'une condition préalable au changement structurel à long terme. Le paradigme naissant de „justice alimentaire“²⁸ au Royaume-Uni s'appuie sur une approche intersectionnelle du droit à l'alimentation et à la nutrition, et se caractérise par un certain leadership des femmes Noires. La justice alimentaire requiert une réflexion critique sur la meilleure façon d'œuvrer en faveur de systèmes alimentaires équitables, durables et justes. D'autre part, ce concept met en évidence la nécessité d'appréhender la réalité dans un cadre intersectionnel de justice sociale façonné par diverses communautés dans le contexte de dynamiques de pouvoir impliquant le genre, la race et la classe.²⁹

Notre analyse et notre plaidoyer doivent énoncer différents discours, notamment la théorie critique de la race,³⁰ la colonialité du pouvoir³¹ et les théories décoloniales,³² et comporter des cadres tels que l'intersectionnalité, qui sont tous éclairants. En tant que perspectives émancipatrices, ils ouvrent la porte à des systèmes de connaissances et à des pratiques pluralistes qui vont au-delà de la dualité cartésienne patriarcale du monde académique. Il convient par ailleurs d'accroître la visibilité des femmes Noires et de renforcer les activités de plaidoyer et les capacités en s'appuyant sur diverses façons d'être, de faire et de savoir.

Pour les femmes de couleur :

*Les questions de pouvoir, d'exclusion et de marginalisation devraient guider notre militantisme. Elles doivent déterminer les priorités parmi les problèmes que nous traitons ainsi que leur représentation. Ce faisant, nous évoluons vers une vision plus holistique qui assure un progrès généralisé porté par un mouvement universel par nature.*³³

L'insécurité alimentaire croissante au sein des communautés de couleur est un signe manifeste d'exclusion et de marginalisation, et un appel évident à repenser nos stratégies de plaidoyer ainsi que la représentation des leaders et des voix qui se font entendre dans les mouvements pour le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire.

Raviver le féminisme Noir et l'organisation des femmes Noires au Royaume-Uni permet l'émergence de nouveaux espoirs dans tous les domaines de la vie – depuis la sécurité alimentaire jusqu'à la vie politique, en passant par la santé communautaire, les milieux universitaires et les politiques publiques. Pour continuer la lutte, de nouveaux mouvements et de nouvelles organisations, comme KIN, reprennent le flambeau hérité des féministes Noires actives dans les années 70 et 80 au Royaume-Uni et alimenté depuis lors par la résilience et la résistance des femmes de couleur au sein de la société britannique. Au travers de ses conférences et événements, KIN rassemble des personnes militantes et fédératrices Noires de tous âges, classes et genres, par-delà les frontières, et se bat pour que tous et toutes se soutiennent mutuellement, collaborent et construisent ensemble des stratégies de libération.³⁴

Le droit à l'alimentation et à la nutrition ne peut être respecté sans le leadership de personnes qui subissent l'oppression la plus forte engendrée par le système alimentaire et économique mondial, et de celles qui sont le plus exposées au risque de devenir les victimes de politiques sociales régressives. Les femmes Noires assument des rôles de leadership, renforcent les capacités, tant d'autres femmes de leur communauté que d'autres personnes non binaires ; elles établissent des alliances et développent des liens de solidarité avec d'autres luttes, tout en rendant les femmes Noires visibles et en faisant entendre leur voix.

30 La Théorie critique de la race (Critical Race Theory - CRT) est un cadre théorique des sciences sociales qui utilise la théorie critique pour examiner la société et la culture en fonction de leur manière de catégoriser les races, les lois et le pouvoir. Pour davantage d'informations, veuillez consulter : en.wikipedia.org/wiki/Critical_race_theory.

31 La colonialité du pouvoir est un concept qui met en relation les pratiques et les héritages du colonialisme européen dans le contexte des ordres sociaux et des formes de connaissance. Ce concept a été mis en avant dans des études postcoloniales, la décolonialité et des études subalternes latino-américaines, notamment par Anibal Quijano. Il identifie et décrit l'héritage vivant du colonialisme dans les sociétés contemporaines sous la forme d'une discrimination sociale qui a survécu au colonialisme formel et qui s'est intégrée dans les ordres sociaux qui lui ont succédé. Pour plus d'informations, veuillez consulter : en.wikipedia.org/wiki/Coloniality_of_power; et Maldonado-Torres, Nelson. "Outline of Ten Theses on Coloniality and Decoloniality". Fondation Frantz Fanon, 2016.

32 Les théories décoloniales découlent de la décolonialité ou du colonialisme : il s'agit d'une expression utilisée principalement par un mouvement latino-américain émergent qui cherche à comprendre la modernité dans le contexte d'une forme de théorie critique appliquée aux études ethniques et, de plus en plus, aux études régionales et de genre. Pour plus d'informations, veuillez consulter : en.wikipedia.org/wiki/Decoloniality.

33 Sudhanagarajan, Chitra. "Enough talk about intersectionality. let's get on with it". Chitra Nagarajan, 26 février 2014. Disponible sur : chitrasudhanagarajan.wordpress.com/2014/02/26/enough-talk-about-intersectionality-lets-get-on-with-it/.

34 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : www.kinfolknet-work.com.



EN BREF

L'insécurité alimentaire au sein des communautés de couleur, en particulier celles de femmes Noires au Royaume-Uni, est le résultat de poli-

tiques sociales inadéquates dans de nombreux domaines. Elle est aussi un signe manifeste d'exclusion et de marginalisation.

En n'agissant que dans un seul secteur, on néglige les multiples formes de violence qui frappent les personnes et les communautés à travers la pauvreté, la marginalisation et la discrimination. C'est un appel évident à repenser nos stratégies de plaidoyer ainsi que la représentation des leaders et des voix qui se font entendre dans les mouvements pour le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire.

De telles lacunes dans la recherche, l'analyse et la représentation réduisent la capacité de plaidoyer non seulement des organisations traditionnelles, mais aussi du pouvoir législatif et politique et des organisations de femmes Noires ou dirigées par des personnes issues des communautés Noires.

Appréhender la justice sociale dans un cadre intersectionnel - façonné par diverses communautés dans le contexte de dynamiques de pouvoir impliquant le genre, la race et la classe - est une approche émancipatrice et éclairante pour les femmes Noires.

Promouvoir l'analyse intersectionnelle du droit à l'alimentation et d'autres problèmes de droits humains auxquels les communautés de couleur sont confrontées au Royaume-Uni, assure un espace de plaidoyer.



CONCEPTS CLÉ

- L'intersectionnalité est un outil de pratique et un cadre d'analyse des intersections de la race et du genre dans un contexte de complexité du pouvoir, de racisme systémique et d'autres oppressions structurelles.
- La justice alimentaire reconnaît l'influence de la race et de la classe sur la production, la distribution et la consommation des aliments dans le système alimentaire et cherche à s'attaquer aux causes structurelles et aux disparités en s'inspirant des cadres théoriques sociaux et environnementaux établis pour déclencher des changements politiques et identifier des solutions pratiques.
- Les théories féministes Noires affirment que les expériences des femmes Noires donnent lieu à une compréhension particulière de leur position par rapport au sexisme, à l'oppression de classe et au racisme.



MOTS CLÉ

- Genre et droits des femmes
- Intersectionnalité
- Contrôle et reddition de comptes
- Protection sociale
- Race

COMING OUT : LA DIVERSITÉ DE GENRE DANS LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

Paula Gioia

Paula Gioia est agricultrice et apicultrice au sein d'une exploitation agricole communautaire membre de l'Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL), l'organisation allemande affiliée à La Vía Campesina. Paula siège actuellement au Comité de Coordination de la Coordination Européenne Vía Campesina (ECVC) et s'occupe activement la mise en exergue des problématiques liées à la discrimination à l'encontre des personnes LGBTTIQ dans le secteur de l'agriculture et le mouvement pour la souveraineté alimentaire.

La Coordination européenne Vía Campesina (ECVC) est une organisation de base qui rassemble actuellement 31 organisations paysannes et de travailleurs et travailleuses du monde agricole et rural établies dans 21 pays européens. Elle est le membre régional de La Vía Campesina, le plus grand mouvement international paysan de base.

« [...] Mettre fin à la discrimination fondée sur le genre et la sexualité n'est pas moins important que des prix justes pour les produits agricoles ou pour la terre. Au contraire, les droits des personnes LGBTTIQ font aussi partie du combat pour la justice et la dignité. »

REMERCIEMENTS |

Nous remercions tout particulièrement Sophie von Redecker (de l'Université de Kassel) et Emily Mattheisen (FIAN International) pour leur aide lors de la révision de cet article.

PHOTO |

[Rafael Stedile](#) / Tous droits réservés.

¹ Pour davantage d'informations sur le rôle de premier plan des femmes dans la résistance à l'autoritarisme, voir l'article "La résistance des femmes contre l'autoritarisme au Brésil, aux Philippines et à Rojava (nord de la Syrie)" de ce numéro de *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* 2019.

² La misogynie se caractérise par l'aversion, le mépris ou les préjugés profondément enracinés à l'encontre des femmes.

³ Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, trans et intersexes (ILGA). *Homophobie d'État 2019*, édité par Lucas Ramon Mendos. Genève, Mars 2019: 24. Disponible sur : ilga.org/downloads/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2019_light.pdf.

Dans le contexte mondial actuel, la discrimination est utilisée comme outil pour couvrir et soutenir des mouvements politiques autoritaires et d'extrême droite. Les personnes immigrées et réfugiées se voient refuser leur droit d'asile tandis que celles qui défendent les droits humains sont assassinées et que la société civile est criminalisée, tout cela en totale impunité. La mainmise grandissante des grandes entreprises sur les politiques publiques, combinée à la destruction et à l'accaparement effrénés des ressources naturelles – la terre, l'eau et les semences –, sont l'expression de l'influence dévastatrice d'une élite économique qui engendre des inégalités dans le monde entier. Dans un tel contexte, ce sont les identités corporelles, sexuelles et de genre qui sont ciblées. Les forces de droite et conservatrices qui sont responsables de cette réalité sont souvent celles-là mêmes qui bafouent les droits humains, particulièrement les droits des femmes,¹ et des personnes non-hétéro-normatives, en perpétuant des discours misogynes,² homophobes et transphobes qui vont de pair avec « le nationalisme extrémiste et la xénophobie, le suprématisme culturel et racial ».³

Les agences des Nations Unies sont des acteurs de plus en plus engagés au niveau international sur les questions ayant trait à l'orientation sexuelle, à l'identité, à l'expression du genre et aux caractéristiques sexuelles.⁴ Au cours de ces dernières années, des législations nationales ont été réformées en faveur des personnes de genre non conforme.⁵ Cependant, les personnes LGBTTIQ⁶ restent marginalisées et leurs droits humains sont encore souvent bafoués. La discrimination structurelle dont elles sont victimes mène en effet généralement à leur exclusion sociale, ce qui a pour effet que leurs droits à l'alimentation, au logement et à la vie ne sont pas garantis.

Actuellement, les pouvoirs publics - à différents niveaux - défendent encore une identité nationale hétéronormative anti-LGBTTIQ. Dans un tel contexte, les droits des communautés LGTBTTIQ, ainsi que ceux des militants et militantes des droits sexuels qui les défendent à tous les niveaux, sont fréquemment violés. Pourtant, ces communautés elles aussi - et elles ne sont pas les seules - jugent et exercent des discriminations à l'égard d'autrui⁷. Elles reproduisent ainsi les tensions existant au sein de la société en lien avec la race, le genre, la classe sociale et la dynamique Nord-Sud. Comme cet article le démontre, le mouvement pour la souveraineté alimentaire basée sur les droits - bien qu'il défende un agenda féministe auprès des petits producteurs et productrices d'aliments - n'est pas épargné par la reproduction des schémas sexistes. En outre, la naturalisation de la distribution des rôles en fonction du genre dans l'agriculture, de même que la non-mention dans des déclarations importantes des personnes qui ne rentrent pas dans les schémas hétéronormatifs, non seulement rendent ces dernières invisibles, mais aussi «entravent l'adoption d'un « point de vue intersectionnel⁸ qui permettrait l'analyse des multiples discriminations. »⁹

Cet article analyse la façon dont la lutte pour les droits des personnes LGTBTTIQ est en grande partie réduite au silence au sein du plus vaste mouvement de défense des droits humains, ainsi que dans le cadre du combat pour la souveraineté alimentaire et le droit humain à une alimentation adéquate et à la nutrition. Il affirme que laisser ces personnes de côté est un déni des multiples formes de discrimination dont elles sont victimes. Il a pour objectif de promouvoir le dialogue entre les mouvements féministes, féministes « queer » et les mouvements pour la souveraineté alimentaire, afin de renforcer leur potentiel de compréhension mutuelle et de collaboration. Enfin, ce texte est un appel à tous ces mouvements pour qu'ils unissent leurs forces et agissent de concert dans leur lutte collective pour la dignité et les droits humains.

L'AUTO-PERPÉTUATION DU CYCLE DE LA DISCRIMINATION DE GENRE ET DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Dans les zones urbaines des États-Unis, les personnes de genre non-conforme savent ce que c'est que de subir de multiples discriminations. Les droits des personnes LGTBTTIQ appartenant à des minorités ethniques pauvres sont particulièrement fréquemment violés. Différentes organisations ont dénoncé les graves violences et les discriminations dont sont victimes les femmes trans d'ascendance africaine de la part de la société et de la police.¹⁰ Le harcèlement ou les mauvais traitements au travail liés à leur identité de genre sont aussi courants.¹¹ Suite au harcèlement plus intense encore qu'elles subissent sur leur lieu de travail et à l'impossibilité de garder leur emploi, ces personnes disposent de moins de moyens pour assurer la satisfaction de leurs besoins de base,¹² comme se nourrir et se loger. Pour survivre, bon nombre d'entre elles se tournent vers la prostitution. Or, dans le contexte d'une structure systémique défaillante où transphobie et misogynie sont intersectionnelles, les personnes de couleur transféminines travaillant dans l'industrie du sexe subissent aussi des discriminations, dans leurs rapports interpersonnels mais également au sein même des programmes sociaux spécifiquement mis en place pour les aider.¹³ Elles sont par exemple victimes de discrimination dans l'accès aux infrastructures d'urgence où elles pourraient trouver logement et nourriture. Comme la majorité des refuges pour sans-abris aux États-Unis sont organisés sur la base du sexe, les hypothèses erronées sur l'identité de genre constituent pour ces personnes un obstacle à l'accès à de tels services. Certains fonctionnaires ainsi que les organisations qui les emploient ou même les associations caritatives gérées comme des

4 En 2016, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a fait un grand pas en avant en nommant un expert indépendant en matière de protection contre la violence et la discrimination à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et trans. Le mandat de cet expert consiste à évaluer la mise en œuvre des instruments internationaux des droits humains existants qui portent sur l'élimination de la violence et de la discrimination à l'encontre de personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, et à identifier et à traiter les causes profondes de la violence et de la discrimination. Pour davantage d'informations, veuillez consulter : www.ohchr.org/EN/Issues/SexualOrientationGender/Pages/Index.aspx.

5 Pour en savoir plus, consulter : HCDH. *Discrimination and violence against individuals based on their sexual orientation and gender identity*. A/HRC/19/41. 4 mai 2015. Disponible sur : www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/29/23&ref=er=english&Lang=E; version française : www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/29/23&Lang=F et ILGA. *Supra* note 3.

6 Le sigle LGTBTTIQ signifie : personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transsexuelles, transgenres, travestis, transformistes, intersexués et en questionnement ou « queer », mais il ne convient pas toujours pour faire référence aux personnes au genre non-conforme de manière adéquate dans tous les contextes. Dans cet article, le terme LGTBTTIQ est utilisé avec certaines variations afin de refléter les contextes spécifiques et, dans certains cas, pour respecter l'original dans les références.

7 ILGA. *Supra* note 3: 25.

8 L'intersectionnalité est un concept utilisé pour décrire la façon dont des personnes ou des groupes de personnes sont victimes de préjugés et de discriminations multiples à cause des diverses facettes de leur identité et de leur expérience, p.ex. race, classe sociale, identité de genre, orientation sexuelle, religion, etc.

9 Gioia, Paula et Sophie von Re-decker. "Queerfeldein. Queer-feministische Perspektiven auf die Bewegung für Ernährungssouveränität". *Class & Care*, juin 2018. Disponible en allemand sur : www.zeitschrift-luxemburg.de/queerfeldein/.

10 Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). *Violence against Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Persons in the Americas*. Organisation des États américains, 2015: 194-195. Disponible sur : www.oas.org/en/iahrce/reports/pdfs/ViolenceLGBTIPersons.pdf.

11 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : Sears, Brad and Christy Mallory. *Documented evidence of employment discrimination its effects of LGBT people*. The Williams Institute, juillet 2011. Disponible sur : williamsinstitute.law.ucla.edu/wp-content/uploads/Sears-Mallory-Discrimination-July-2011.pdf.

12 Fry, B. *Body Politics : Transmisogyny and the Right to Adequate Food and Nutrition for Trans Sex Workers of Color*. (2019): 7. Manuscrit non publié.

13 *Ibid*: 6.

14 Le terme « philanthrocapitalisme » a été créé pour décrire les organisations caritatives qui exploitent le pouvoir du marché en investissant dans des programmes sociaux qui, à long terme, leur apportent un retour sur investissement.

15 *Supra* note 12.

16 L'auteur fait remarquer que les personnes non hétéronormatives appartenant à des communautés autochtones ne s'identifient pas nécessairement au concept de LGBTTIQ.

17 CIDH. *Supra* note 10: 152.

18 *Ibid*: 26.

19 *Ibid*; et Fernandes, Estevão Rafael. "Being native and being gay: weaving a thesis on indigenous homosexuality in Brazil". Dans *Etnográfica. Revista do Centro em Rede de Investigação em Antropologia*. Vol. 21 (3), 2017. Disponible en portugais sur : journals.openedition.org/etnografica/5090.

20 Fernandes. *Supra* note 19.

21 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : CIDH. *Supra* note 10: 151-152.

22 Fernandes. *Supra* note 19.

23 Gamboa, Fatima. "¿Dónde estamos las mujeres indígenas lesbianas?". *Pikara online Magazine*, October 2017. Disponible en espagnol sur : www.pikaramagazine.com/2017/10/donde-estamos-las-mujeres-indigenas-lesbianas/.

entreprises qui font du « philanthrocapitalisme »¹⁴ font également preuve de comportements discriminatoires. Dans ce contexte, la criminalisation des personnes à la peau noire ou brune, ajoutée à la criminalisation et à la stigmatisation de celles qui travaillent dans l'industrie du sexe, à la marginalisation des personnes transidentitaires dans les services d'hébergement d'urgence, et plus spécifiquement l'intersectionnalité de ces différentes formes de discrimination, induisent des violations systématiques de leurs droits humains, y compris du droit à une alimentation adéquate et à la nutrition.¹⁵

Les autochtones LGBTTIQ¹⁶ des Amériques doivent aussi faire face à des discriminations tant au sein de leurs propres communautés qu'à l'extérieur de celles-ci. La colonisation européenne a laissé en héritage un lot de préjugés qui, aujourd'hui encore, ont un impact négatif sur les sexualités et les spiritualités ancestrales des peuples autochtones.¹⁷ Par le passé, différents mécanismes ont été utilisés pour coloniser la sexualité autochtone et imposer ainsi des conceptions sociales et religieuses européennes des relations entre personnes d'un même genre et des transidentités. Pourtant, de nombreux documents prouvent qu'avant la colonisation, d'autres conceptions existaient pour exprimer la diversité sexuelle et de genre dans plusieurs communautés autochtones, comme par exemple la sexualité *muxe* dans les cultures zapotèques du sud du Mexique, ou la sexualité « bispirituelle » parmi les Amérindiens.¹⁸ Les « bispirituels » jouaient traditionnellement un rôle sacré dans les rituels et les cérémonies des communautés car ils pouvaient avoir accès à des qualités tant masculines que féminines.¹⁹ A la suite de ses politiques de mariages inter-ethniques, de scolarisation, de codes vestimentaires, d'attribution de noms et en coupant les cheveux des autochtones,²⁰ la colonisation a provoqué d'immenses pertes culturelles, avec des conséquences préoccupantes pour les communautés autochtones.²¹ L'homosexualité parmi les peuples autochtones, si on la considère de ce point de vue, « n'est pas un signe de " perte culturelle " ; son invisibilité et sa subordination sont plutôt le résultat de processus de colonisation toujours en cours. »²²

Sur l'ensemble du territoire des Amériques, la jeunesse LGBTTIQ issue de communautés autochtones est confrontée à d'énormes défis : la non acceptation, le risque d'expulsion de leur communauté, une vie de clandestinité sexuelle, le harcèlement subreptice et les violations silencieuses de leurs droits, et l'émigration vers les zones urbaines.²³ Bon nombre de ces personnes sont encore adolescentes lorsqu'elles abandonnent leur communauté,²⁴ et finiront probablement par travailler dans l'industrie du sexe pour survivre. Elles sont donc aussi confrontées à des discriminations intersectionnelles. Selon la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), les communautés autochtones se voient « comme des unités collectives où chaque personne considère sa survie spirituelle et culturelle individuelle comme dépendant du maintien de sa connexion avec l'identité collective de la communauté et de ses terres ancestrales. »²⁵ C'est de leurs terres communautaires qu'elles retirent leur nourriture et autres ressources naturelles essentielles à leur subsistance. Par conséquent, les personnes LGBTTIQ qui sont rejetées par leur communauté, ou celles qui prennent l'initiative d'abandonner leurs terres ancestrales, ressentent souvent une profonde perte d'identité. Cependant, quelques garçons et filles LGBTTIQ issus des peuples autochtones refusent d'accepter cette situation et s'efforcent d'ouvrir les esprits de leurs aînés et aînées.²⁶ Ces jeunes autochtones LGBT(TIQ) sont doublement contestataires en contrevenant aux normes à la fois ethniques et sexuelles.

ROMPRE LE CYCLE : UNE PRODUCTION ALIMENTAIRE ARC-EN-CIEL

Dans les zones rurales, particulièrement dans l'agriculture, la discrimination fondée sur le genre est une réalité indéniable. La production d'aliments est inséparable de « la nature » et de ce qui est perçu comme étant « des conditions naturelles ». Une division dichotomique de la société basée sur un modèle binaire de genre (femme et homme) est donc fréquemment reproduite, prédefinisant par conséquent – en fonction de la constitution biologique de leur corps – les tâches à exécuter et les rôles à jouer pour chaque personne. Même les discours féministes progressistes émanant du mouvement pour la souveraineté alimentaire tendent à stéréotyper les rôles des hommes et des femmes en agriculture, perpétuant ainsi une vision binaire des genres. En outre, ce mouvement a fonctionné jusqu'ici sur base d'un concept de la « nature » qui est construit pour étayer un discours et un ordre social hétéronormatif et patriarcal.

Du point de vue « queer », il s'agit d'une instrumentalisation de « la nature »²⁷ pour la faire correspondre à la vision hégémonique binaire des genres. Il est grand temps d'ajouter une approche féministe queer²⁸ à l'agenda de la souveraineté alimentaire et de renforcer l'approche critique du mouvement. Les cas décrits ci-après témoignent de la façon dont des personnes LGBTTIQ militantes en milieu rural et issues de trois continents différents élaborent activement des stratégies pour élargir cette vision et combattre ainsi la norme patriarcale hétérosexuelle dans les milieux agricoles.

L'exploitation familiale féministe Land Dyke²⁹ est une ferme communautaire située à Taiwan. Elle incarne une nouvelle compréhension du concept de la famille. Tout en favorisant la biodiversité grâce à l'agroécologie, cette exploitation mène à bien des actions de sensibilisation aux questions de genre au travers des pratiques agricoles. Elle produit du riz et des légumes tout en cherchant à établir « une coopération égalitaire entre la terre et les personnes, qu'elles soient employées pour la travailler ou qu'elles soient propriétaires d'exploitations, qu'elles soient issues de la migration ou appartiennent à la population locale, et entre les villes et les villages ». ³⁰ Par ce biais, cette exploitation « crée une famille fondée sur la force collective qui propulse la société vers le changement et non pas établie en raison d'un patrimoine privé, de liens de sang et de stéréotypes de genre. »³¹ Land Dyke n'est pas le seul exemple de ce type ; des initiatives similaires existent partout dans le monde. A l'occasion de l'année de l'inauguration de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019),³² ce type d'expériences peut nous inspirer et nous inviter à repenser la structure de l'agriculture et des exploitations et à redéfinir le concept de la famille. En effet, l'exploitation familiale ne doit pas nécessairement être associée à un modèle monolithique hétéronormatif et paternaliste; elle peut être envisagée comme une entité plurielle, qui tient compte non seulement des familles LGBTTIQ, mais aussi des membres de toutes les familles ou structures familiales qui ne rentrent pas dans le modèle traditionnel de « la famille ». ³³

La Coordination européenne Via Campesina (ECVC) a également entrepris de changer les schémas sociaux patriarcaux dans le secteur agricole en Europe et parmi ses membres. En 2018, elle a organisé son premier Forum LGBTIQ³⁴ pour mettre en évidence le fait que mettre fin à la discrimination fondée sur le genre et la sexualité n'est pas moins important que des prix justes pour les produits agricoles ou pour la terre. Au contraire, les droits des personnes LGBTTIQ font aussi partie du combat pour la justice et la dignité. La sexualité, l'affection et l'émotivité sont des caractéristiques intrinsèques de personnes fortes qui s'efforcent de mener un combat

24 Pour davantage d'informations, voir : www.univision.com/noticias/america-latina/wera-pa-mu-ger-falsa-asi-viven-las-indigenas-transgenero-en-colombia.

25 IACHR. *Supra* note 10: 153.

26 Amaral, Sofia. "Jovens indígenas debatem tema LGBT e querem 'abrir mente' dos mais velhos...". 30 janvier 2018. Disponible en portugais sur : noticias.uol.com.br/cotidiano/ultimas-noticias/2018/01/30/jovens-indigenas-debatem-tema-lgbt-e-querem-abrir-mente-dos-mais-velhos.htm.

27 Gioia et von Redecker. *Supra* note 6, font référence à : Bagemihl, Bruce. *Biological exuberance. Animal homosexuality and natural diversity*. New York, 1999; et à Barad, Karen. "Nature's queer performativity". Dans "Kvinder, Kon og forskning/ Women, Gender and Research". *Feminist Materialisms* 1-2 (2012):25-53.

28 L'approche féministe queer donne une nouvelle orientation au projet féministe dans le but de surmonter les conceptions binaires de genre qui y sont incorporées. Néanmoins, l'approche féministe queer est profondément liée au projet féministe, puisqu'elle aborde également les relations de pouvoir patriarcales et l'émancipation des femmes.

29 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : www.face-book.com/landdykecsa.

30 Exploitation familiale féministe Land Dyke. "Land Dyke Manifesto". Manifeste non publié.

31 *Ibid.*

32 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : www.fao.org/family-farming/rejoignez-nous/fr/.

33 ILGA. *Supra* note 3: 29.

34 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : *Fouce – Periódico labrego de información técnica e sindical*. Numéro 323, novembre-décembre 2018: 18-19. Disponible en galicien sur : www.sindicatolabrego.com/index.php?s=18.

commun pour une société juste où la souveraineté alimentaire est une réalité bien concrète. Dans un contexte où le système et l'économie du monde paysan ont été décimés par les machines, les produits agrochimiques et l'agro-industrie, il est essentiel d'intégrer de nouvelles parties prenantes qui soient prêtes à reconstruire un système agricole humain, fondé sur la nature, quelles que soient leur orientation sexuelle et leur identité de genre.

Au niveau national, le Brésil est un exemple de résistance qui va plus loin encore. Le gouvernement de droite élu il y a peu continue à s'attaquer ouvertement aux politiques existantes de soutien aux minorités altersexuelles et ethnoraciales, et à inciter à la haine sociale à l'encontre des personnes LGBTTIQ. Le Brésil a un des taux de meurtres motivés par l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie parmi les plus élevés au monde.³⁵ En 2017, 445 meurtres de ce type ont été perpétrés ; en 2018, ce chiffre est de 420.³⁶ Pourtant, les communautés rurales LGBTTIQ continuent à se battre pour être reconnues et à défendre les droits qu'elles ont acquis. Le Mouvement des sans-terre (MST) est l'une des organisations engagées dans ce processus, dans un contexte où le patriarcat rural normalise les schémas hétérosexuels.³⁷ Au travers des formations politiques, des dialogues avec des mouvements LGBTTIQ, ainsi que des interventions culturelles et politiques, l'engagement permanent de l'organisation dans la défense de cette cause a non seulement contribué à l'autonomisation des personnes LGBT sans terre, mais aussi à l'intensification des deux combats : celui de la réforme agraire et celui des droits des LGBTTIQ.

L'UNION FAIT LA FORCE : UNISSEZ-VOUS – CHANGEZ LES CHOSES !

Pour toutes les raisons déjà décrites dans cet article, l'identité sexuelle ne peut pas être vue de manière isolée, ou simplement comme un problème privé qui ne touche que les personnes LGBTTIQ elles-mêmes. La sexualité joue un rôle clé dans le développement physique et mental des êtres humains et influence leurs relations avec les autres, avec leur environnement et leur contexte socio-économique. Les discriminations politiques, économiques et sociales auxquelles ces personnes sont confrontées ont un impact considérable sur leur capacité d'accès à une alimentation adéquate (culturellement acceptable) et nutritive.³⁸ C'est l'une des conséquences de l'ordre systémique hétéronormatif et patriarcal dans lequel nous sommes immergés.

Alors que la situation de vulnérabilité décrite précédemment en détail démontre clairement comment la discrimination fondée sur le genre et aggravée par l'intersectionnalité peut mener à l'insécurité alimentaire, d'autres cas sont révélateurs d'une résistance bien réelle. Les personnes LGBTTIQ s'organisent pour obtenir visibilité, reconnaissance et égalité, pas seulement au sein de leurs communautés et de leurs mouvements, mais aussi globalement dans la société. En outre, tout comme leurs collègues hétéronormatifs, les personnes LGBTTIQ actives dans le secteur agricole contribuent à la production locale d'aliments et plusieurs d'entre elles sont résolument engagées dans la lutte pour la souveraineté alimentaire. Leur bataille pour conquérir la visibilité et l'acceptation, et pour garantir le respect de leurs droits humains, doit dépasser la sphère privée. Elle doit devenir un combat collectif en faveur de la dignité et de la solidarité, en particulier parce qu'il s'agit par ailleurs d'un combat pour la défense du droit à l'alimentation et à la nutrition de tous les êtres humains qui dépendent des aliments produits avec leurs mains et leur cœur.

Le néofascisme est actuellement une menace pour les démocraties, pour les minorités et pour les droits humains dans le monde entier. Or, le combat mené pour

35 ILGA. *Supra* note 3: 106.

36 Grupo Gay da Bahia. *Relatório 2017: Pessoas LGBT mortas no Brasil*. Disponible en Portugais sur: pt.calameo.com/read/004650218f3258a331907; et homofobiamata.files.wordpress.com/2019/01/mortes-po-anos.jpg.

37 CartaCapital. "A vida dos LGBTs na zona rural". Disponible en portugais sur : www.cartacapital.com.br/diversidade/a-vida-dos-lgbts-na-zona-rural.

38 FIAN. "LGBTIQA community – The Right to Feed Off Inclusion". In *Series Struggle for the Right to Food and Nutrition*, Numéro 8, Février 2017. Disponible sur: www.fian.org/en/publication/article/the-right-to-feed-off-equality-1941.

remettre en question les normes de genre, obtenir l'autonomie corporelle et renverser les structures patriarcales (et racistes et coloniales associées) peut à son tour devenir une menace pour les élites conservatrices. Les secteurs progressistes doivent s'unir et élaborer des stratégies collectives portant sur l'égalité de genre et ethnique, les droits à la terre, le logement et la souveraineté alimentaire, sans jamais oublier la mise en œuvre de l'article 1 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* :³⁹ « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ». Le temps n'est plus à la division mais à l'union : nous, les défenseurs de la justice sociale et des droits humains, LGBTTIQ ou hétérosexuels, nous devons nous tenir les coudes et travailler en partenariat ; nous devons être solidaires et audacieux.

³⁹ Disponible sur : www.ohchr.org/EN/UDHR/Documents/UDHR_Translations/frn.pdf.



EN BREF

Cet article analyse la manière dont les droits des personnes LGBTTIQ sont largement passés sous silence par le mouvement global de défense des droits humains, ainsi que dans le cadre du combat pour la souveraineté alimentaire et pour le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition. Il montre que, même en plaidant pour un agenda féministe dans le système de production alimentaire, le mouvement pour la souveraineté alimentaire basée sur les droits n'est pas épargné par la reproduction des schémas sexistes – renforçant par là même le patriarcat. L'auteure affirme que la marginalisation des personnes LGBTTIQ dans ces luttes est révélatrice des multiples formes de discrimination auxquelles elles sont confrontées de par leurs identités et expériences multiples et entrecroisées (race, classe sociale, identité de genre, orientation sexuelle).

Son objectif est d'encourager un dialogue entre les mouvements féministes, féministes queer et ceux qui luttent pour la souveraineté alimentaire, afin de renforcer le potentiel de compréhension mutuelle et de collaboration entre ces mouvements. Finalement, l'auteure leur demande d'unir leurs forces et d'opter pour la convergence dans leur combat collectif pour la dignité humaine et les droits fondamentaux dans les différents secteurs du système alimentaire.



CONCEPTS CLÉ

- Dans le monde entier, les personnes LGBTTIQ subissent marginalisation et négation de leurs droits humains, les condamnant en grand nombre à l'exclusion sociale. Leur droit à l'alimentation, au logement et à la vie ne sont pas garantis.
- Bien qu'il défende un agenda féministe, le mouvement pour la souveraineté alimentaire reproduit les schémas sexistes et les tensions sociales liées à la race, au genre, à la classe sociale et à la dynamique Nord-Sud.
- Le combat pour les droits des personnes LGBTTIQ est largement passé sous silence dans le mouvement global de défense des droits humains et dans la lutte pour la souveraineté alimentaire et le droit fondamental à une alimentation adéquate et à la nutrition.

- Dans l'agriculture, la discrimination de genre est une réalité et la production alimentaire est souvent fortement corrélée à une interprétation binaire de la "nature". Cependant, ce concept de "nature" a été construit pour étayer un ordre social et un discours hétéronormatifs et patriarcaux.
- La discrimination à laquelle les personnes LGBTTIQ sont confrontées ne doit pas être considérée comme un problème d'ordre privé. La discrimination politique, économique et sociale subie par ces personnes a un impact considérable sur leur capacité d'accès à une alimentation adéquate, culturellement acceptable et nutritive.
- Les secteurs progressistes doivent s'unir pour remettre en question les normes de genre, conquérir l'autonomie corporelle et renverser les structures patriarcales tout en développant des stratégies collectives visant à garantir l'égalité entre les genres et les ethnies, les droits à la terre, le logement ainsi que la souveraineté alimentaire.



MOTS CLÉS

- LGBTTIQ
- Diversité de genre
- Égalité entre les genres et droits des femmes
- Souveraineté alimentaire
- Systèmes alimentaires
- Protection sociale
- Peuples autochtones
- Insécurité alimentaire urbaine

L'AGROÉCOLOGIE N'EXISTE PAS SANS LE FÉMINISME

*Iridiani Graciele Seibert, Azra Talat Sayeed,
Zdravka Georgieva et Alberta Guerra**



Iridiani Graciele Seibert est membre du Movimiento de Mulheres Camponesas (mouvement de femmes paysannes, MMC, Brésil), une organisation membre de La Via Campesina (LVC); Azra Talat Sayeed est membre de Roots for Equity (Pakistan) et présidente de l'International Women's Alliance (IWA); Zdravka Georgieva est chercheuse postdoctorale à l'Université de Sofia (Bulgarie) et apporte actuellement son aide au secrétariat du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) à Rome; et Alberta Guerra est analyste responsable des politiques à ActionAid USA (Italie).

* Le présent article est basé sur un document de vision traitant du féminisme et de l'agroécologie rédigé par le secteur social et le groupe de travail des femmes du MSC. Ce document a été rédigé à l'issue d'un processus de consultation coordonné début 2019 par Iridiani Graciele Seibert et Azra Talat Sayeed, en tant que cofacilitatrices du secteur social et du groupe de travail des femmes du MSC.

Le MSC a été fondé en 2010, en tant que partie essentielle et autonome du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé des Nations Unies, pour faciliter la participation de la société civile et son articulation avec les processus politiques du CSA.

« Dans les épreuves traversées lors des crises alimentaires, c'est dans le paradigme de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire que le féminisme est le mieux représenté car la solidarité y est mise en pratique par le biais d'actions collectives qui remettent en question les rôles de genre ainsi que les paradigmes de l'inégalité, l'oppression et l'exploitation. »

REMERCIEMENTS |

Nos remerciements en particulier à Ruchi Tripathi (ActionAid International), Nettie Wiebe (La Via Campesina), Sarojeni Rengam (PAN Asia Pacific for a just and pesticide-free future, PAN AP), Isabel Álvarez Vispo (URGENCI), Teresa Maisano (Secrétariat du CSA), Christina Schiavoni (International Institute of Social Studies, ISS) et Alejandra Morena (FIAN International) pour leur aide lors de la rédaction et de la révision du présent article.

PHOTO |

[Global Justice Now](#) / CC by 2.0.

Notre planète est au bord de l'effondrement environnemental et la faim gagne du terrain. Selon le rapport sur l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI) de 2018, le nombre de personnes sous-alimentées et souffrant d'une carence alimentaire chronique a augmenté pour la troisième année consécutive : 821 millions de personnes ont souffert de malnutrition en 2017 contre 784 millions en 2015.¹ Face à de telles réalités, il est fondamental d'accorder une attention particulière au rôle des femmes. L'impact de la faim et de l'insécurité alimentaire sur ces dernières, tout comme celui du changement climatique, est disproportionnellement élevé, d'autant plus qu'elles sont une partie de la solution à ces problèmes. Le présent article vise à démontrer l'importance majeure du rôle des femmes pour favoriser l'avancée de l'agroécologie en tant que pilier fondamental de la souveraineté alimentaire, et l'existence de liens indissolubles entre les combats féministes et l'agroécologie. Il souligne la nécessité d'adopter une approche féministe en vue de promouvoir l'agroécologie et la réalisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates, et d'ouvrir ainsi la voie à des systèmes alimentaires équitables et durables.

FEMMES ET (IN)SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Bien qu'elles ne jouissent pas d'une égalité d'accès aux ressources productives nécessaires à l'agriculture,² les femmes représentent environ 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. Les familles exploitent environ neuf exploitations agricoles sur dix dans le monde et 80 % des aliments sont produits par des fermes familiales et de petites unités de production alimentaire à travers le monde. Les femmes jouent un rôle essentiel à tous les stades de la production ali-

¹ FAO, IFAD, UNICEF, PAM et OMS. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Building climate resilience for food security and nutrition*. Rome: FAO, 2018. Disponible sur : www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/fr/

² SOFI 2018. *Supra* note, 1.

mentaire : la collecte des semences,³ la préparation des terres, le désherbage, l'élevage, la pêche et le tissage des filets, la récolte et le stockage, ainsi que la transformation, le conditionnement et le commerce des aliments.⁴ Les femmes des zones rurales sont aussi traditionnellement responsables des travaux ménagers, consacrant jusqu'à 10 heures par jour à prendre soin de leur famille et des membres de leurs communautés (jeunes, personnes âgées et malades), à nettoyer et cuisiner, à se charger de l'approvisionnement en eau, en fourrage et en combustible.⁵

Toutefois, en dépit de leur rôle clé, les femmes des zones rurales sont confrontées à la discrimination en raison de leur genre, ainsi qu'à de nombreuses autres contraintes sociales, juridiques et culturelles. Tout d'abord, elles ont un accès plus limité que les hommes à la terre, aux ressources productives et financières, à l'éducation, à la santé, à la vulgarisation rurale, aux marchés, aux initiatives d'adaptation au climat et aux opportunités d'emploi.⁶ Ensuite, elles sont exclues des processus de prise de décisions et des marchés du travail, et victimes d'exploitation sexuelle et de violence familiale.⁷ En outre, la multiplication actuelle des chocs climatiques, des phénomènes extrêmes et des catastrophes météorologiques sont autant de facteurs d'aggravation de leur situation.

Les relations de pouvoir patriarcales, féodales (en particulier dans le contexte asiatique) et capitalistes, ainsi que la division actuelle du travail en fonction du sexe et les politiques agricoles « insensibles au genre » sont quelques-unes des causes profondes des inégalités de genre, de la discrimination et de la marginalisation des femmes, en particulier dans les zones rurales. La reconnaissance, la réalisation et la protection des droits humains des femmes, par la mise en œuvre d'instruments politiques internationaux à cet effet, sont un élément clé de la déconstruction de l'asymétrie des rapports de forces mentionnée ci-dessus.⁸ Les femmes sont largement invisibles, et leur travail est simplement considéré comme une aide au travail masculin ou comme une « obligation féminine ». Elles ont des connaissances traditionnelles et autochtones ignorées dans l'agriculture industrielle commerciale et comptent parmi les groupes les plus vulnérables face à l'accaparement des terres, des océans et des ressources par les investisseurs et les intérêts privés ; elles sont en outre nettement plus susceptibles d'être criminalisées lorsqu'elles tentent de défendre leurs communautés, leurs ressources naturelles et leurs corps.⁹

Malgré leur marginalisation et le système patriarcal, les femmes ne reçoivent aucun soutien dans leurs tâches d'approvisionnement en nourriture. Elles ont souvent recours aux connaissances traditionnelles pour assurer la qualité de l'alimentation de leur famille tout en préservant la biodiversité. En outre, en raison des rôles de prise en charge de leur famille qui leur sont assignés de par leur genre, elles ont la lourde responsabilité de leur propre sécurité alimentaire et de celle de leurs communautés. Bien que ces activités ne rapportent pas nécessairement de l'argent, elles sont fondamentales pour la survie et la reproduction. Les décisions politiques doivent en tenir compte et se focaliser sur la redistribution, la reconnaissance et la représentation du travail productif et reproductif des femmes, ainsi que sur la réalisation de leurs droits humains.

L'AGROÉCOLOGIE: LE CHEMIN À SUIVRE

L'agroécologie - une science, une pratique et un mouvement social qui préconisent des pratiques agricoles écologiquement durables et socialement justes¹⁰ - présente un intérêt pour les communautés rurales pauvres en ressources, non seulement parce qu'elle constitue une solution accessible et abordable pour ces populations,

3 Pour davantage d'informations sur le rôle des femmes en tant que gardiennes des semences, illustré par l'exemple de l'Afrique, veuillez consulter : Pschorn-Strauss, Elfrieda. "African Food Sovereignty: Valuing Women and the Seed They Keep", *Right to Food and Nutrition Watch* (2016):49-51. Disponible sur : www.righttofoodandnutrition.org/african-food-sovereignty.

4 FIAN International. "Fishing for Gender Justice on Women's Day". *FIAN International News*, 8 mars 2019. Disponible sur : www.fian.org/en/news/article/fishing-for-gender-justice-on-womens-day-2165.

5 Wijeratna, Alex. *Agroecology: Scaling-up, scaling-out*. Johannesburg : ActionAid, 2018.

6 SOFI 2018. *Supra* note 1.

7 SOFI 2018. *Supra* note 1.

8 L'un des instruments clés est la Recommandation générale 34 sur les droits des femmes rurales, adoptée à l'issue d'un processus consultatif en 2016 par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'encontre des femmes (Comité CEDAW). HCDH. Recommandation générale no34. HCDH, soixante-troisième session, 2016. Disponible sur : www.ohchr.org/en/hrbodies/cedaw/pages/recommendations.aspx. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans, récemment adoptée, contient également des dispositions sur les droits des femmes dans les zones rurales, en particulier l'article 4. Assemblée générale des Nations Unies. Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales. A/C.3/73/L.30. 30 octobre 2018. Disponible sur : <https://undocs.org/fr/A/C.3/73/L.30>.

9 Pour plus d'informations sur la criminalisation des femmes, et l'exemple du Honduras, voir l'article « Migrer pour survivre : un dialogue entre les femmes du Guatemala, du Honduras et du Mexique » dans ce numéro de l'*Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

10 Pour une définition de l'agroécologie du point de vue des mouvements sociaux, veuillez consulter : Déclaration du Forum international d'agroécologie. Nyéleni, Mali, 27 février 2015. Disponible sur : www.foodsovereignty.org/wp-content/uploads/2015/02/Download-declaration-Agroecology-Nyeleni-2015.pdf.

mais aussi parce qu'elle remet en question la dynamique de pouvoir, caractérisée par l'exploitation et l'oppression, qui domine actuellement le système agro-alimentaire. En associant les sciences sociales, biologiques et agricoles aux connaissances et à la culture traditionnelles, l'agroécologie s'adapte au contexte et aux spécificités locales, tout en étant constamment affinée par des expérimentations participatives dans les exploitations.

L'agroécologie peut offrir de meilleures opportunités aux femmes à de nombreux niveaux. En premier lieu, elle donne du sens au travail en permettant l'intégration de tâches multiples à des formes de savoir spécifiques, tout en offrant des rôles diversifiés aux femmes dans l'économie du ménage et en remettant en cause les structures patriarcales de la cellule familiale. En second lieu, le partage et l'apprentissage participatif des techniques agricoles étant au cœur de l'agroécologie, la mise en œuvre de méthodes agroécologiques nécessite de créer des espaces et des opportunités pour ces échanges et permet ainsi de renforcer la cohésion sociale. Ces espaces peuvent être réservés aux femmes, et ils sont d'une grande importance pour parvenir à l'égalité des genres, renforcer la solidarité, l'autonomie et le travail créatif et collectif des femmes en vue de leur autodétermination. Troisièmement, l'agroécologie favorise de meilleures opportunités économiques pour les femmes. Caractérisée par de faibles coûts de démarrage et de production, des techniques de production simples et efficaces et des rendements stables dans le temps, l'agroécologie est moins risquée, plus abordable et plus accessible pour les femmes. Quatrièmement, l'agroécologie protège la santé des personnes qui travaillent dans l'agriculture et de celles qui consomment les produits agricoles, en éliminant les produits chimiques de synthèse nocifs, dont l'impact négatif sur la santé des femmes est disproportionné.¹¹ En outre, la diversification des cultures, des fruits et de l'élevage améliore l'alimentation et accroît l'autosuffisance des familles, allégeant ainsi la charge de travail des femmes. Enfin, l'agroécologie soutient la biodiversité et les savoirs traditionnels, en affirmant le rôle crucial des femmes en tant que gardiennes traditionnelles des semences et des savoirs autochtones. Dernier point mais non des moindres, l'agroécologie, dans sa dimension politique, cherche à instaurer un système plus juste, de sorte que la mettre en œuvre peut déconstruire et rendre plus visibles toutes les formes d'injustice, y compris les inégalités auxquelles les femmes sont confrontées. Il ne suffit pas d'inclure simplement les femmes dans la réalisation des actions; pour que le processus soit vraiment inclusif, il faut les impliquer dans leur conception dès le début. L'objectif n'est pas de leur donner plus de possibilités au sein de l'économie reconnue, mais plutôt de créer une nouvelle économie où le travail productif et reproductif est rendu visible et partagé.

C'est la mise en œuvre de l'agroécologie qui permet d'assurer la transition bien nécessaire vers des approches locales, diversifiées, écologiquement durables et climatiquement résilientes, comme l'ont démontré de nombreuses études de cas. A Cuba, une étude menée par La Vía Campesina et l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP) a démontré que la conversion de l'agriculture monoculturelle et le passage à l'agroécologie ont modifié positivement les rôles traditionnels de genre et les rapports de force dans les familles paysannes. En Inde, la Deccan Development Society a également fait état d'expériences positives en agroécologie, notamment la récupération collective de terres en jachère par des groupes communautaires exclusivement féminins, et la réintroduction de quelque 80 variétés végétales traditionnelles en collaboration avec un réseau de banques génétiques communautaires géré par des femmes dalit (de basse caste) dans 60 villages.¹² Parmi les autres études de cas menées en Inde, il convient de mentionner:

11 Mrema, Ezra et al. "Pesticide Exposure and Health Problems Among Female Horticulture Workers in Tanzania". *Environmental Health Insights* 11 (2017). Disponible sur : www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5484550/; London, Leslie et al. "Pesticide Usage and Health Consequences for Women in Developing Countries: Out of Sight, Out of Mind?" *International journal of occupational and environmental health* 8 (2002): 46-59. Disponible sur : www.environment.gov.za/sites/default/files/docs/pesticides_usage_health_consequencesfor_women_0.pdf; Pour davantage d'informations, veuillez également consulter : www.pan-uk.org/effects-pesticides-women-children/.

12 Wijeratna. *Supra* note 5.

1. le Collectif des femmes du Tamil Nadu, qui a permis aux femmes marginalisées des zones rurales de créer de nouvelles exploitations et banques de semences collectives, et de remédier ainsi au problème du manque d'accès des femmes aux ressources productives,¹³ et 2. la Rural Women's Upliftment Society de Manipur, qui a démontré le potentiel de l'agroécologie pour l'autonomisation des femmes, même dans les sociétés sous occupation militaire.

En outre, une étude réalisée par ActionAid en Afrique et en Asie a également confirmé que l'agroécologie peut fournir des solutions holistiques aux femmes vivant dans les communautés rurales, dont le travail de prise en charge non rémunéré (de 5 à 10 heures quotidiennes pour les femmes contre 1,5 heure pour les hommes) limite leur contribution à la production agricole. Au Rwanda, la coopérative des petites agricultrices d'Abishyizehamwe a mis en place une alternative agroécologique pour aider les femmes à mieux s'intégrer dans la production agricole et la vie communautaire. Grâce à un large éventail d'actions, allant de la création de banques de semences communautaires et d'un centre de développement de la petite enfance à la collecte de l'eau de pluie, elles ont réussi à faire gagner du temps aux femmes, à prévenir l'érosion des sols, à assurer la résilience climatique, à améliorer leur productivité et à développer leurs capacités économiques et décisionnelles.¹⁴ Au Mali, les paysannes qui travaillent en agroécologie et sont membres de la coopérative COFERSA (Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire) ont mené à bien des actions de sensibilisation aux bienfaits nutritionnels des aliments locaux (par exemple le fonio, le mil et le sorgho) et encouragé la population à remplacer leur consommation d'aliments importés à valeur nutritionnelle faible, comme le pain blanc, par leurs produits locaux. Les femmes ont ainsi amélioré leur accès au marché. Il est intéressant de noter qu'« [...] un des moteurs de leur travail est la fierté qu'elles tirent de la biodiversité locale, qui repose sur le savoir et la culture traditionnels et se manifeste dans la cuisine locale ».¹⁵

Ces cas, parmi d'autres, mettent en exergue le potentiel de l'agroécologie à réaliser les droits des femmes dans le secteur agricole, à enrichir les perspectives féministes et à renforcer plus encore la volonté politique de recadrer les rôles et les responsabilités de genre. En ce sens, l'agroécologie constitue une base solide pour les mouvements ruraux alternatifs qui luttent pour la justice sociale, ce qui inclut l'égalité des genres et la pleine reconnaissance et participation des femmes comme sujets politiques et agents de changement dans ce combat.

LE FÉMINISME INTERSECTIONNEL EN TANT QUE COMBAT POLITIQUE

Le féminisme est une lutte politique destinée à vaincre la discrimination et l'oppression patriarcales, structurelles et systématiques, engendrées par les dynamiques sociales, politiques et économiques inégales, qui ont un impact sur la position des femmes dans les familles, les communautés et la société en général. Pour atteindre cet objectif, le féminisme doit être autonome et s'inscrire dans le combat plus large visant à éradiquer la domination raciale, de caste, de classe et de genre sous toutes ses formes. Par exemple, comprendre que la domination patriarcale partage ses fondements idéologiques avec le racisme, le sexisme et le capitalisme, parmi d'autres formes structurelles d'oppression, est essentiel.¹⁶

Surmonter les inégalités de genre requiert de collaborer avec des personnes de tous les genres¹⁷ afin de remettre en question les conceptions binaires de la féminité et de la masculinité. Le féminisme intersectionnel¹⁸ met en lumière la façon dont certaines personnes sont plus touchées que d'autres. Par exemple, les pesticides ont

13 Khadse, Ashlesha. *Women, Agroecology & Gender Equality*. New Delhi: Focus on the Global South, 2017.

14 Wijeratna. *Supra* note 5.

15 Bezner Kerr, Rachel. "Agroecology and Nutrition: Transformative Possibilities and Challenges". Dans Burlingame, Barbara, et Dernini Sandro, eds. *Sustainable Diets: Linking Nutrition and Food Systems*. CAB International, 2019. Page 58.

16 Cock, Jacklyn. "A feminist response to the food crisis in contemporary South Africa". *Agenda Empowering women for gender equity* 30:1 (2016). Disponible sur : www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10130950.2016.1196983.

17 Pour davantage d'information sur les systèmes alimentaire et les personnes LGBTTIQ (lesbiennes gays, bisexuelles, transsexuelles, transgenres, travesties, transformistes, intersexes et queer), veuillez consulter l'article "Coming Out: la diversité de genre dans le système alimentaire" dans ce numéro de *L'observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

18 Pour davantage d'information sur l'intersectionnalité de la race, de la classe et du genre, illustrée par la position et l'organisation des femmes Noires au Royaume-Uni, veuillez consulter l'article « Les femmes invisibles : la faim, la pauvreté, le racisme et le genre au Royaume-Uni » dans ce numéro de *L'observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

19 Par exemple, à Taiwan, l'exploitation familiale féministe Land Dyke valorise la biodiversité par l'agroécologie tout en défendant une nouvelle interprétation du concept de famille et en associant la sensibilisation aux questions de genre aux pratiques agricoles. *Supra* note 17.

20 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : CSM. "CFS Forum on Women's Empowerment in the Context of Food Security and Nutrition - Chair's Summary with Draft Outcomes". *CSM Updates and News*, 30 septembre 2017. Disponible sur : www.csm4cfs.org/cfs-forum-womens-empowerment/.

21 Selon des organisations telles que l'Alliance mondiale pour l'allaitement maternel (WABA), membre du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, « [...] les femmes qui souhaitent allaiter leur bébé mais qui ne peuvent le faire - en raison du soutien insuffisant de la famille ou du personnel de santé, des contraintes sur le lieu de travail ou de la désinformation de l'industrie des aliments pour nourrissons - sont victimes d'oppression et d'exploitation » (italiques de l'auteur). Par conséquent, pour un grand nombre de personnes, « l'allaitement maternel est une question importante pour les femmes, un problème de droits humains et un enjeu féministe ». Van Esterik, Penny. "Breastfeeding: A feminist Issue". Fiche d'activités du WABA 4. 19 mai 2001. Disponible sur : www.waba.org.my/resources/activity-sheet/acsh4.htm. Plus important encore, l'allaitement maternel peut amener les femmes au « centre de la prise de décision sur l'alimentation des nourrissons, plutôt que de laisser cette place aux entreprises de préparations pour nourrissons et aux institutions du marché ». Linnekar, Alison. *Formula for Disaster Weighing the Impact of Formula Feeding vs Breastfeeding on Environment*. BPNI and IBFAN-Asia, 2014. Disponible sur : www.bpni.org/documents/FormulaForDisaster.pdf.

22 Pour davantage d'informations, veuillez consulter ce document élaboré par des organisations de la société civile, dont plusieurs membres du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition : *Public Interest Civil Society Organizations' and Social Movements' Forum Declaration to the Second International Conference on Nutrition* (CIN 2). 21 novembre 2014. Disponible sur : www.fao.org/fileadmin/user_upload/faoweb/ICN2/documents/CS_Declaration_to_ICN2_-_English_-_21_Nov_14.pdf.

23 Lima, Marcia Maria, et Vanessa Brito de Jesus. "Questions on gender and technology in the construction of agroecology". *Scientiae Studia* 15: 73 10 (2017).

plus d'impact sur les travailleuses rurales sans terre en raison de leurs identités multiples ; un ménage dirigé par une femme dalit se heurtera sans doute à beaucoup plus de difficultés pour avoir accès à la terre ou pour bénéficier de vulgarisation agricole; et bien que les femmes âgées de la communauté soient probablement dépositaires de bien davantage de savoir autochtone sur les sols, les semences et les pratiques agricoles, elles subiront néanmoins de multiples formes de discrimination dues à leur genre, leur âge ou leur appartenance ethnique.

Dans les épreuves traversées lors des crises alimentaires, c'est dans le paradigme de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire que le féminisme est le mieux représenté car la solidarité y est mise en pratique par le biais d'actions collectives qui remettent en question les rôles de genre ainsi que les paradigmes de l'inégalité, l'oppression et l'exploitation.¹⁹ Le droit à l'alimentation et à la nutrition, la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire des femmes ne seront réalisés qu'en respectant leurs droits humains. La reconnaissance du rôle des femmes en tant que sujets politiques, citoyennes, organisatrices, facilitatrices et coordinatrices de différents mouvements et initiatives, actrices de leur propre changement et développement ainsi que porteuses de connaissances, leur permettra d'atteindre l'autodétermination, de devenir autonomes et dotées d'un pouvoir de décision dans tous les domaines de leur vie, notamment la production et la consommation alimentaires.²⁰

Mettre l'invisibilité du travail des femmes au centre du débat politique, et reconnaître leur rôle en tant qu'actrices et protagonistes actives dans leurs propres vies, familles, communautés, mouvements sociaux et sociétés, est un pas en avant vers la réalisation du droit à une alimentation sûre, nutritive et suffisante pour toutes les femmes et toutes les personnes.

AGROÉCOLOGIE ET FÉMINISME: PROMOUVOIR LES DROITS DES FEMMES

D'un point de vue féministe, l'agroécologie est et doit être une proposition politique qui reconnaît et valorise les pratiques historiques et sociales des femmes, depuis la domestication de l'agriculture et la production d'aliments sains et de qualité jusqu'à la lutte contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Il est urgent de reconnaître que les femmes construisent l'agroécologie dans leurs pratiques quotidiennes : en résistant au modèle prédateur du capitalisme agraire; en conservant et en multipliant les semences traditionnelles; en produisant des aliments sains et variés sans intrants agrochimiques; en élevant du bétail local et autochtone; en favorisant la préservation de la biodiversité locale; en se livrant à la pêche artisanale tout en préservant les rivières, les lacs et les mers. Outre les femmes productrices, toutes les femmes, dans leur rôle de prise en charge de la famille ancré dans la division sexiste inégale du travail, sont celles qui nourrissent le monde. De l'allaitement maternel²¹ - perçu par beaucoup comme « le premier acte de la souveraineté alimentaire »²² - à la préparation et la cuisson d'aliments dans la vie quotidienne, les femmes sont, dans de nombreuses cultures, les gardiennes de pratiques alimentaires saines et les promotrices de systèmes alimentaires et de nutrition justes.

En outre, en tant que modèle de transformation des relations établies entre les êtres humains et avec la nature, l'agroécologie - en intégrant le respect, les soins et la solidarité- a un lien explicite avec la question de l'autonomie féminine et la construction d'espaces de participation égale entre hommes et femmes. En ce sens, les causes des femmes telles que l'égalité d'expression et de participation, l'égalité de revenu, le partage du pouvoir et la lutte contre la violence de genre et le sexisme sont d'une importance cruciale pour le mouvement pour l'agroécologie.²³

Au croisement de l'agroécologie et du féminisme, les femmes construisent une identité collective comme sujets de droits qui leur ont été refusés à travers l'histoire. Ce processus transforme les relations sociales de production et de reproduction dans les mondes ruraux et urbains.²⁴ Les femmes, en particulier les plus jeunes, deviennent des protagonistes actives de la construction de l'agroécologie : elles partagent leurs expériences et leurs connaissances avec les autres ; elles deviennent responsables de la gestion des ressources financières issues de leur activité productive ; elles deviennent autonomes au niveau économique et politique. Par l'introduction de nouvelles dynamiques dans les relations sociales et familiales, le travail des femmes est valorisé et leur participation aux décisions portant sur la production devient égale à celle des autres membres de la famille.²⁵ Pour ce faire, les femmes ont tout simplement besoin de créer des espaces qui soient dans l'ensemble à la fois féministes et non mixtes, à défaut de quoi, elles courent le risque de produire l'effet contraire et d'augmenter de la sorte leur charge de travail productif, ce qui laisserait l'inertie reproductive inchangée. Rentrer à la maison avec un revenu supplémentaire n'entraîne pas nécessairement une déconstruction des rôles des genres ; cela peut en fait signifier qu'il nous reste moins de temps pour nous reposer et prendre soin de nous.

L'agroécologie permet de surmonter bon nombre des dichotomies qui renforcent la division sexuelle du travail dans l'ensemble du système alimentaire, et rendent invisible le travail des femmes. Elle prouve qu'il n'y a pas d'incohérence entre le respect de la nature et une bonne production. L'expérience montre même que les femmes peuvent améliorer leur production tout en réduisant leur quantité de travail. La prise en charge de la famille étant vitale pour la vie humaine et pour la planète, il s'agit d'une responsabilité collective qui doit être partagée par toutes les personnes (de tous genres) et les États. L'agroécologie progressera et renforcera sa position dès lors que la responsabilité partagée du travail de prise en charge du foyer et la reconnaissance des droits des femmes seront consolidées. Dans cette optique, il est essentiel que les femmes s'organisent et se soutiennent mutuellement dans ces transitions, afin de faire la lumière sur l'oppression qu'elles subissent.

AGROÉCOLOGIE ET FÉMINISME: RÉALISER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Compte tenu des expériences réussies qui confirment l'impact positif de l'agroécologie sur l'autodétermination des femmes, il est fondamental que les gouvernements soutiennent l'adoption et la mise en œuvre de politiques publiques encourageant la production et la consommation d'aliments agroécologiques. Cela permettra, d'une part, d'affronter la situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de femmes dans le monde, en assurant leur droit à l'alimentation et à la nutrition, et d'autre part, de garantir la régénération et la préservation de la nature, dans un contexte où notre planète toute entière est aux prises avec une crise climatique très grave. Ces politiques devront garantir l'inclusion et la participation active des femmes rurales et urbaines, des productrices d'aliments à petite échelle, des pêcheuses artisanales, des femmes pratiquant le pastoralisme, des femmes autochtones, des consommatrices, des ouvrières du monde agricole et de l'industrie agro-alimentaire, des paysannes, des femmes sans terre et des militantes des ONG.

Il est nécessaire que l'agroécologie assimile l'approche féministe dans sa totalité. S'agissant d'un mouvement social et d'un ensemble de pratiques qui remettent en question les injustices sociales (p.ex. les droits des femmes à la terre, l'accaparement des terres, le pillage des territoires, la privatisation de l'eau et de la biodiversité),

²⁴ Dans le monde urbain, il est difficile de changer les habitudes de consommation et de garantir le droit à l'alimentation et à la nutrition en raison du triple fardeau et des rôles multiples que jouent les femmes lorsqu'elles assument un travail productif et reproductif en plus du militantisme. Le temps trop limité à passer ensemble et l'accès insuffisant à une alimentation saine sont les principaux facteurs qui empêchent de nombreuses femmes de réaliser leur droit à l'alimentation et à la nutrition en milieu urbain. Pour cette raison, il est essentiel de jeter des ponts et de mettre en exergue les inégalités communes auxquelles les femmes rurales et urbaines sont confrontées. Pour plus d'informations, veuillez consulter : Molero Cortés, J. et al, éd. Salud y Derecho a la Alimentación. Bienestar, equidad y sostenibilidad a través de políticas alimentarias locales. Valladolid, Espagne : Fundación Entretantos y Red de Ciudades por la Agroecología, 2018. Disponible en espagnol à l'adresse : www.ciudadesagroecologicas.eu/wp-content/uploads/2018/12/InformeSalud_Definitivo_Web.pdf.

²⁵ Lopes, Ana Paula et Emilia Jomalinis. *Feminist Perspectives towards Transforming Economic Power - Agroecology: Exploring opportunities for women's empowerment based on experiences from Brazil*. Association for Women's Rights in Development (AWID), 2011. Disponible sur : www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/feminist_perspectives_agroecology.pdf.

l'agroécologie doit reconnaître et discuter ouvertement des inégalités vécues par les femmes. Il ne peut y avoir de combat pour l'agroécologie, les pratiques et les politiques agroécologiques sans la participation des femmes comme protagonistes de premier plan. Le mouvement agroécologique doit consentir des efforts plus concrets pour recruter et former des femmes militantes, particulièrement en tant que coordinatrices et dirigeantes. A cet effet, il est essentiel que les femmes disposent des espaces dont elles ont besoin pour grandir, diriger, échanger, apprendre et gagner leur vie dans le cadre de l'agroécologie.²⁶

²⁶ Khadse. *Supra* note 13.

²⁷ OHCHR. *Supra* note 8.

²⁸ A cause du risque de cooptation, "les militantes de la souveraineté alimentaire se méfient de termes tels que 'agriculture intelligente sur le plan climatique' (CSA) qu'elles considèrent comme intentionnellement vagues, permettant ainsi aux responsables politiques et aux entreprises privées de faire des emprunts sélectifs au répertoire de l'agroécologie, tout en laissant la porte ouverte aux pratiques conventionnelles emballées de vert. Du point de vue de la souveraineté alimentaire, des approches comme la CSA n'embrassent pas les éléments les plus transformateurs de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire, comme la justice, qui sont pourtant les fondements même de ces approches". Pour davantage d'informations, veuillez consulter : Murphy, Sophia and Christina M. Schiavoni. "Spotlight Ten Years After the World Food Crisis: Taking up the Challenge of the Right to Food". *Right to Food and Nutrition Watch* (2017): 16-27. Disponible sur : www.righttofoodandnutrition.org/files/RighttoFoodandNutritionWatch2017ENG1.pdf.

Les combats féministes et agroécologiques sont des éléments fondamentaux de la réalisation du droit à l'alimentation et à la nutrition, ainsi que de la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La recommandation générale n°34²⁷ – une interprétation qui fait autorité sur les droits des femmes vivant dans les zones rurales, adoptée en 2016 par le Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDAW) – reconnaît la souveraineté alimentaire comme étant le paradigme qui permet de garantir les droits des femmes en les dotant de l'autorité nécessaire à la gestion et au contrôle de leurs ressources naturelles. Seules les transitions mises en place par une approche systémique et capables de déconstruire un modèle oppresseur sont valables ici. En ce sens, nous devons discerner les "fausses solutions", qui perpétuent un modèle basé sur l'inégalité, et éviter la cooptation.²⁸

En tant que sujets de droits, les femmes doivent jouir de l'égalité de participation à la prise de décisions concernant leurs territoires, leurs productions et leurs vies. Ce n'est qu'à travers le paradigme de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie qu'elles pourront obtenir la reconnaissance et la validation tant de leur travail productif que de leur rôle de prise en charge, garantir la nourriture pour tous, socialiser la prise en charge des familles, revoir les responsabilités collectives sans distinction de genre et promouvoir des relations de respect et d'égalité entre toutes les personnes, indépendamment de leur genre. Si le modèle actuel du néolibéralisme dans l'alimentation et l'agriculture est maintenu, les paysans de tous les genres continueront à être traités comme des marchandises et seront exploités. Dans ce paradigme oppresseur, le travail des femmes sera soumis à une double exploitation, et la violence à laquelle elles sont confrontées continuera à être encouragée, tolérée et naturalisée.

La relation entre l'agroécologie et le féminisme est une construction dialectique qui se manifeste dans les pratiques quotidiennes. Nous devons absolument promouvoir la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles, tout en assurant l'intégration complète des optiques féministes dans l'approche agroécologique, dans nos organisations sociales, auprès de nos autorités locales, de nos institutions académiques, dans nos ONG et nos espaces de convergence politique.

Les gouvernements en particulier doivent soutenir les luttes des femmes pour la réalisation de leur droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates, pour leur autonomie et l'égalité de participation dans la prise de décisions à tous les niveaux.



EN BREF

D'un point de vue féministe, l'agroécologie est et doit être une proposition politique qui reconnaît et promeut les pratiques historiques et sociales des femmes, depuis la domestication de l'agriculture et la production de nourriture saine et de qualité jusqu'à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Le rôle important joué par les femmes dans l'avancée de l'agroécologie est un pilier fondamental de la souveraineté alimentaire, et il met en lumière les liens indissolubles qui existent entre les luttes du féminisme et de l'agroécologie. Cet article explore ces questions, soulignant l'importance d'adopter une vision féministe de la promotion de l'agroécologie et de la réalisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates, comme moyen de mettre en place des systèmes alimentaires justes et durables. Les rapports de force patriarcaux, féodaux (en particulier dans le contexte asiatique) et capitalistes, ainsi que la division sexuelle actuelle du travail et les politiques agricoles « insensibles au genre », sont parmi les causes profondes des inégalités sexistes, de la discrimination et de la marginalisation des femmes, surtout dans les zones rurales. L'agroécologie a le potentiel de remettre en question la dynamique du pouvoir dans le système agroalimentaire actuel, qui exploite et opprime, de réaliser les droits des femmes dans le secteur agricole, d'enrichir les perspectives féministes, de renforcer davantage la volonté politique de recadrer les rôles et les responsabilités des genres. Dans les épreuves traversées lors des crises alimentaires, c'est dans le paradigme de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire que le féminisme est le mieux représenté car la solidarité y est mise en pratique par le biais d'actions collectives qui remettent en cause les rôles de genre ainsi que les paradigmes de l'inégalité, l'oppression et l'exploitation.



CONCEPTS CLÉS

- Les femmes représentent 43% de la main d'œuvre agricole dans les pays en développement, et elles jouent un rôle central dans toutes les étapes de la production alimentaire.
- En outre, à cause des rôles de genre, les femmes dans les zones rurales sont traditionnellement responsables des tâches ménagères et de prise en charge des familles, du nettoyage et de la cuisine, de l'approvisionnement en eau, en fourrage et en combustible.
- Cependant, malgré leur rôle clé, les femmes dans les zones rurales sont confrontées à la discrimination en raison de leur genre, ainsi qu'à de nombreuses autres contraintes sociales, juridiques et culturelles.
- Le droit humain des femmes à une alimentation et une nutrition adéquates, à la sécurité et la souveraineté alimentaires ne pourra être réalisé que si l'ensemble de leurs droits humains leur sont garantis.

- En tant que modèle de transformation des relations établies entre les êtres humains et avec la nature, l'agroécologie - en intégrant le respect, les soins et la solidarité -, a un lien explicite avec la question de l'autonomie féminine et la construction d'espaces de participation égale entre hommes et femmes.
- L'agroécologie permet de surmonter bon nombre des dichotomies qui renforcent la division sexuelle du travail dans l'ensemble du système alimentaire, et rendent invisible le travail des femmes.
- Les combats féministes et agroécologiques sont des éléments fondamentaux pour la réalisation du droit à l'alimentation et à la nutrition, ainsi que pour la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la souveraineté alimentaire.



MOTS CLÉS

- Agroécologie
- Féminisme
- Femmes
- Nutrition
- Souveraineté alimentaire

MIGRER POUR SURVIVRE : UN DIALOGUE ENTRE FEMMES DU GUATEMALA, DU HONDURAS ET DU MEXIQUE

*Andrea Dominique Galeano Colindres
et Vanessa Albertina Sosa López**

Andrea Dominique Galeano Colindres, originaire du Honduras, est étudiante en Sciences de la Communication à l'Université de Buenos Aires.

Vanessa Albertina Sosa López, originaire du Guatemala, est ingénieure en environnement et titulaire d'une maîtrise en développement rural de l'Universidad Autónoma Metropolitana, division de Xochimilco, Mexico.

* Les auteures ont rédigé cet article selon une méthodologie participative, notamment grâce à la collaboration de Mercedes Leticia Correa Miranda, directrice de FIAN Mexique; Sayda Tábor, animatrice chargée de couvrir le territoire de FIAN Honduras; et Anna Isern Sabrià, consultante en développement rural et en souveraineté alimentaire du Groupe LAJUN IX au Guatemala. Un questionnaire et deux visioconférences ont permis de recueillir leurs contributions et leurs récits.

« Qu'elles restent, soient en situation de transit ou qu'elles soient arrivées à leur destination, les femmes paient le prix de la place particulière qu'elles occupent au sein de la société et sont à tout instant des actrices politiques actives et des agents de changement. »

REMERCIEMENTS |

Nos remerciements en particulier à Teresa Maisano (Secrétariat du mécanisme de la société civile et des peuples autochtones pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale), Marcos Arana Cedeño (Réseau international des Groupes d'action pour l'alimentation infantile, IB-FAN), Andrea Nuila et M. Alejandra Morena (FIAN International) pour leur soutien à la rédaction et à la révision de cet article.

PHOTO |

David Ludwig / CC BY-SA 2.0.

Lorsqu'on parle des femmes migrantes, le premier défi à relever est de les rendre visibles ainsi que de comprendre les raisons qui les poussent à partir, les risques qu'elles prennent et les circonstances dans lesquelles elles vivent. L'obstacle principal est l'insuffisance de données ventilées par genre qui pourraient permettre de construire un panorama complet de la situation des femmes provenant du Mexique, du Guatemala et du Honduras. Il est toutefois possible, au moyen d'une analyse systémique des facteurs qui ont conduit à une augmentation de la migration dans la région, d'identifier de multiples causes : la situation socio-économique, les menaces pour leur sécurité et leur intégrité physique, et même les conditions climatiques difficiles. Tous ces cas ont un point commun : les personnes qui décident d'émigrer doivent supporter dans leur lieu d'origine des conditions de vie qui ne leur permettent plus d'avoir un accès durable à une alimentation adéquate¹.

Le présent article vise à examiner les défis que doivent relever tant les femmes qui optent pour la migration que celles qui choisissent de rester, et de montrer qu'elles sont des moteurs réels des résistances quotidiennes et, très souvent aussi, des résistances organisées. L'objectif est en premier lieu d'aborder les causes structurelles qui affectent l'ensemble de la population migrante et les causes particulières qui portent préjudice aux femmes. Ensuite, d'analyser les défis que les femmes qui restent doivent relever et la façon dont elles gèrent l'impact de la migration de la personne ayant statut de chef de famille sur leur vie. En troisième lieu, d'exposer les risques spécifiques liés au voyage et à la migration externe, y compris ceux qui surgissent au moment où ces femmes arrivent enfin à s'établir dans leur pays de destination. Finalement, l'article analyse l'impact de la migration sur l'alimentation

¹ PAM (2017) *Informe sobre seguridad alimentaria y emigración: por qué la gente huye y el impacto que esto tiene en las familias que permanecen en El Salvador, Guatemala y Honduras*. Disponible sur : <https://es1.wfp.org/publicaciones/seguridad-alimentaria-y-emigracion-por-que-la-gente-huye-y-el-impacto-que-es-to-tiene>.

et la nutrition des femmes et les difficultés croissantes qu'elles rencontrent pour avoir accès à des régimes alimentaires diversifiés, sains et durables au fil des étapes et des lieux parcourus.

LA FÉMINISATION DE LA MIGRATION

Les moyens de communication de masse stigmatisent les personnes migrantes tandis qu'ils passent sous silence une autre réalité bien concrète : celle des traités de libre échange qui détruisent les économies locales, ou celle des programmes et prêts d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International (FMI) et du Groupe de la Banque Mondiale (BM) qui ont été encouragés dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix et ont produit des effets destructeurs sur les politiques économiques des États et leurs programmes publics, particulièrement ceux destinés aux femmes et aux enfants². Viennent s'ajouter à ces impacts, les politiques d'exploitation minière, l'extension des monocultures au détriment de l'agriculture familiale diversifiée, les stratégies d'accaparement des terres par les multinationales et les grands capitaux ainsi que la concentration de la propriété de la terre³. Au Guatemala, par exemple, 92 % des petites exploitations agricoles occupent 22 % des terres du pays tandis que 2 % des firmes de production alimentaire commerciales exploitent 57 % de celles-ci⁴.

Les causes de la migration sont étroitement liées au modèle économique et social et aux différentes formes de violence. Au Guatemala, selon la *Comisión del Migrante*, 97,4 % des personnes qui émigrent cherchent à atteindre les États-Unis en raison de l'absence d'investissements par l'État et de l'inexistence de politiques publiques visant à créer de l'emploi digne dans leur région d'origine. En outre, les salaires minimums ne couvrent pas le coût du panier alimentaire de base⁵. Au Honduras, l'accaparement des terres volées aux communautés paysannes, autochtones et garifunas est l'une des conséquences de l'alignement entre le cadre juridique et les politiques agroalimentaires qui facilite la privatisation des biens communs en faveur de l'industrie extractive (exploitation minière, énergie et monocultures). Ce processus détruit les dynamiques des systèmes agroalimentaires, par exemple la petite agriculture familiale, et conduit les femmes et les petites filles à vivre dans la pauvreté et l'exclusion⁶.

Dans ce contexte, la région est actuellement le théâtre d'un processus de féminisation de la pauvreté autant que de la migration. En effet, que ce soit au Mexique, au Honduras ou au Guatemala, les femmes sont obligées de se déplacer, seules ou avec leurs enfants. Selon l'*Anuario de Migración y Remesas de México* de 2017, la majeure partie des personnes logées dans les centres de rétention de migrants du Mexique sont d'origine guatémaltèque, hondurienne et salvadorienne. Bien que ces chiffres ne soient pas ventilés par genre, le phénomène de féminisation de la migration nous permet de déduire qu'ils comprennent des femmes centraméricaines. Cette source confirme également que le nombre de femmes mexicaines migrantes a augmenté au cours de ces dix dernières années.⁷

Les données sur les motifs spécifiques et les caractéristiques de la population féminine migrante sont invisibles dans la majorité des statistiques sur la question migratoire. Cependant, il ne fait aucun doute que, pour les femmes, la violence sexiste s'ajoute au modèle économique comme une des causes fondamentales de la migration. Au Mexique, la *Encuesta Nacional sobre la Dinámica de Relaciones en los Hogares* a mis en évidence que 43,9 % des adolescentes de plus de 15 ans et des femmes ont été victimes de violence de la part de leur compagnon à un moment donné de leur

- 2 Sassen, Saskia (2003). *Contra-geografías de la globalización. Género y ciudadanía en los circuitos transfronterizos*. Madrid: Traficantes de sueños. Chapitre: La feminización de la supervivencia, p.62.
- 3 FAO (2017). *América Latina y el Caribe es la región con la mayor desigualdad en la distribución de la tierra*. Disponible sur : www.fao.org/americas/noticias/ver/es/c/879000/.
- 4 Guereña, Arantxa. OXFAM (2016). *Desterrados: Tierra, poder y desigualdad en América latina*. P. 29. Disponible sur : http://209.177.156.169/libreria_cm/archivos/pdf_1485.pdf.
- 5 Bornschein, Dick (2017). *Antecedentes: el caso de las migraciones en Guatemala, causas y cifras*. Revue électronique FLACSO. Disponible sur : www.flacso.edu.gt/dialogo/?p=1826.
- 6 Information fournie par Sayda Tábora. Animatrice chargée de couvrir le territoire de FIAN Honduras ; à partir d'un questionnaire et de deux téléconférences réalisées le 18 février et le 7 mars 2019.
- 7 Fondation BBVA Bancomer, A.C.; Ministère de l'intérieur/Conseil national de la population (2018). *Anuario de Migración y Remesas México*. Mexique : Fondation BBVA Bancomer, A.C.; SEGOB /. Disponible sur : www.bbva.com/wp-content/uploads/2018/09/1809_Anuario-MigracionRemesas_2018.pdf.
- 8 Instituto Nacional de Estadística y Geografía (2016). *Encuesta Nacional sobre la Dinámica de Relaciones en los Hogares. Principales Resultados*. Mexique : INEGI. Disponible sur : www.beta.inegi.org.mx/contenidos/programas/endireh/2016/doc/endireh2016_presentacion_ejecutiva.pdf.
- 9 Selon le HCR, le Triangle du Nord et le Mexique représentent l'une des régions parmi les plus violentes pour les femmes ; la majorité d'entre elles dénoncent les extorsions, le harcèlement sexuel, les viols dont elles ont été victimes. HCR (2015), *Mujeres en Fuga. Relatos de primera mano de refugiados que huyen de Guatemala, México, El Salvador y Honduras*. Disponible sur : www.acnur.org/fileadmin/Documentos/BDL/2016/10666.pdf.
- 10 Centre de recherche pour le développement international, CRDI (2016). *Violencia contra las mujeres en contexto de migración*. P.13. Disponible sur : <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/55953/IDL-55953.pdf>.

11 Max Haiven (2009). *Silvia Federici, On capitalism, colonialism, women and food politics* <https://politicsandculture.org/2009/11/03/silvia-federici-on-capitalism-colonialism-women-and-food-politics/>; et Asakura, Hiroko (2014) *Migración femenina centroamericana y violencia de género : pesadilla sin límites*. Disponible sur : <http://web.isanet.org/Web/Conferencias/FLACSO-ISA%20BuenosAires%202014/Archive/dc40cf25-a495-4a32-8b27-c78581d77584.pdf>.

12 Au Guatemala, les chiffres officiels du Secrétariat à la sécurité alimentaire – SESAN – signalent 46,5% de malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 5 ans. La société civile calcule des pourcentages de 60 à 70% dans les localités à majorité autochtone (Quiché, Totonicapán y Huehuetenango). Voir la Carte de la malnutrition chronique par département, élaborée par la SESAN, disponible sur : www.sisan.gob.gt/sisan/ensmi/#.

13 Córdova Montes, Denise, Schieck Valente, Flavio Luiz (2014). *L'indivisibilité et l'interdépendance du droit à une alimentation adéquate et à la nutrition et des droits sexuels et génésiques des femmes*, dans Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition. Disponible sur : www.righttofoodandnutrition.org/files/Observatoire_2014.pdf.

14 Les femmes, petites filles et adolescentes qui restent et permettent que la mère chef de famille émigre. Voir Asier, Vera (2018). *Historias de las mujeres del éxodo centroamericano*. Revue laCuerda. Guatemala août-septembre 2018. No 208. Disponible sur : www.lacuerdaguatemala.org/archivo-pdf.

15 Information fournie par Marcos Arana Cedeño lors d'échanges par courriel, extraite de ses "Reflexiones en torno a la migración y al derecho a la alimentación y a la nutrición", le 1er février 2019.

16 Anuario de migración y remesas México. Note 7 *supra*.

17 Antecedentes : el caso de las migraciones en Guatemala, causas y cifras. Note 5 *supra*.

18 Pour de plus amples informations, veuillez consulter : Gutiérrez Escobar, Laura; Vélez, German (2016). *La lucha por las semillas libres de los pueblos latinoamericanos : experiencias de Brasil, Ecuador, Colombia, Honduras y Guatemala*. Pág. 78. Disponible sur : www.righttofoodandnutrition.org/files/Watch_2016_Article_12_span_La%20lucha%20por%20las%20semillas%20libres%20de%20los%20pueblos%20latinoamericanos.pdf.

relation actuelle ou précédente⁸. Dans de tels cas, l'exode est fréquemment l'unique solution pour sauver leur vie⁹. Bon nombre d'entre elles parviennent à entrer et à s'établir dans le pays de destination comme réfugiées et/ou demandeuses d'asile.

Dans les trois pays étudiés, les cas quotidiens de féminicides, les plaintes pour violence de genre et la violence intrafamiliale sont la conséquence de sociétés patriarcales que les femmes sont obligées de fuir. Selon Marcela Lagarde, le patriarcat est l'un des espaces historiques du pouvoir masculin qui s'est implanté dans les formations sociales les plus diverses¹⁰. Nous pouvons y observer des domaines d'interaction entre la violence sexiste et la violence structurelle engendrée par l'État et les acteurs privés qui limitent les possibilités qu'ont les femmes de produire, d'avoir accès à des méthodes de production et de contrôler la production alimentaire.¹¹

Ce qui vient d'être décrit se concrétise dans la réalité par des cadres juridiques, et même dans certains cas, par des dispositions pénales, qui permettent de sanctionner et de contrôler le droit des femmes à disposer de leur corps de manière autonome. Cette situation a un impact délétère sur leur santé sexuelle et reproductive ainsi que sur leur bien-être nutritionnel. Il en résulte en particulier de nombreuses grossesses adolescentes, l'interdiction de la pilule contraceptive d'urgence et la criminalisation de l'interruption de grossesse. Les petites filles et les adolescentes souffrent souvent de retards de croissance à cause de la malnutrition qui frappe également leurs bébés¹². D'autre part, les idées et les pratiques qui asservissent les femmes leur imposent d'être les principales responsables de la reproduction sociale du travail, notamment de se charger des corvées domestiques et des tâches ménagères ainsi que de l'alimentation de leur famille et des personnes à leur charge¹³.

LA RADIOGRAPHIE D'UNE MIGRATION : LA SITUATION DANS LES CAMPAGNES ET DANS LES VILLES

Quand on parle de migration, on oublie souvent le rôle des femmes¹⁴ qui restent et assument généralement la responsabilité de satisfaire les besoins de leur famille et d'en prendre soin. Il est important de souligner que « pour chaque homme qui émigre, il y a au moins une femme qui assume le travail et les rôles sociaux et familiaux de celui qui s'en va »¹⁵. Les femmes qui restent doivent assurer leur propre alimentation ainsi que celle de leurs enfants. Il ne faut pas oublier que la personne qui émigre part en voyage et, dans l'attente de l'arrivée du premier envoi d'argent, la femme restée au foyer doit continuer à soutenir sa famille. Si l'argent n'arrive pas et/ou si la personne émigrée ne reprend pas contact avec elle, sa situation devient plus précaire encore. Selon l'*Anuario de Migraciones y Remesas de México*¹⁶, en moyenne 5 % seulement des personnes migrantes envoient des fonds à leur famille. En outre, de nombreuses familles prennent le risque de vendre leur terre¹⁷ et de s'endetter pour réunir l'argent qui leur permettra d'émigrer. Par conséquent, ceux ou celles qui restent n'ont pas la possibilité de continuer à cultiver et produire leur propre alimentation. Pour les femmes qui restent, aux charges économiques et sociales s'ajoutent les impacts émotionnels et psychologiques de la séparation et de l'incertitude quant à la réussite du membre de la famille qui est parti.

Très souvent, les femmes qui restent¹⁸ entreprennent de se battre et construisent des mouvements pour s'attaquer aux causes structurelles de la migration ; elles deviennent agents de changement et actrices politiques qui s'impliquent activement dans la défense de la souveraineté alimentaire, du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates, et d'autres droits humains. Bien que cet aspect soit positif et que leurs luttes soient fondamentales, toutes ces femmes combattantes

sont confrontées au Mexique¹⁹, au Honduras et au Guatemala,²⁰ non seulement à la difficulté de concilier ces batailles avec les rôles traditionnels assignés à leur genre, mais aussi à des agressions, des menaces et des dangers parce qu'elles élèvent la voix. Elles sont en outre l'objet d'attaques sexistes, comme la violence de genre et le harcèlement sexuel. D'après un rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, au Honduras, « en 2016 et 2017, un total de 2.137 agressions ont été enregistrées [contre des femmes qui défendent les droits humains], incluant de graves atteintes à leur vie et à leur intégrité physique, de nombreuses campagnes de diffamation, de délégitimation et de criminalisation ainsi que de multiples menaces et intimidations ». Les femmes qui défendent la terre et les droits des peuples indigènes sont les plus fréquemment ciblées. En outre, lorsqu'elles se chargent de l'accompagnement des victimes de violence domestique lors du dépôt de leur plainte ou de la procédure judiciaire et qu'elles défendent les droits de la femme au Honduras, elles sont fréquemment menacées de mort et de violence sexuelle²¹.

Même si les statistiques sont rares et qu'elles ne sont pas ventilées par genre, on peut affirmer que les personnes migrantes internes au Mexique²², au Guatemala et au Honduras, proviennent en majorité des zones rurales et vivent sous le seuil de pauvreté ou même d'extrême pauvreté. Elles se rendent dans les villes où la croissance économique est plus forte²³ dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie. Aussi bien les hommes que les femmes finissent par travailler dans les usines pour l'exportation (maquiladoras), comme ouvriers et ouvrières agricoles ou dans le secteur des services. Lorsque ces personnes ne trouvent pas d'emploi, la seule solution possible est l'économie informelle qui subsiste grâce au sous-emploi²⁴. Quant aux femmes rurales, autochtones et paysannes, elles se déplacent vers les villes en grand nombre pour y devenir employées domestiques généralement mal ou non rémunérées²⁵, perpétuant ainsi les rôles assignés au genre féminin²⁶. Les femmes migrantes internes jouent un rôle indispensable en permettant à leurs homologues dans les villes d'avoir accès au monde du travail au même titre que les hommes, puisque ce sont elles qui se chargent des travaux du ménage et autres tâches domestiques qui, en leur absence, limiteraient les possibilités d'accès à l'emploi de celles qui les engagent.

LE PÉRIPLE VÉCU PAR LES CORPS

Dans ce contexte, nous assistons non seulement à l'augmentation et à la féminisation de la migration, mais aussi à l'apparition de nouvelles formes de migration à partir du Mexique, du Guatemala et du Honduras. L'une des plus frappantes est celle des caravanes de migrants originaires d'Amérique centrale se rendant aux États-Unis. Ce phénomène, qui marque un tournant, a commencé au Honduras en 2018 pour ensuite devenir une réalité durable en 2019. Une des raisons pour lesquelles des milliers de migrants décident de voyager en groupe est la probabilité de réduire ainsi le danger que représente le crime organisé pour les personnes migrantes isolées ou en petits groupes.

Malgré cette nouvelle modalité de la migration, des plaintes ont été déposées au cours de ces derniers mois au sujet de disparitions de migrants voyageant avec la caravane vers les États-Unis. Les médias ont par exemple signalé la disparition de 22 personnes²⁷ qui se déplaçaient en autobus. Lors d'un autre enlèvement, aux caractéristiques similaires, 25 personnes ont été portées disparues. Les chiffres ne spécifient pas le nombre de femmes parmi les personnes disparues. Il est néanmoins évident que celles qui sont originaires d'Amérique centrale et qui émigrent

19 ONU. (2016). *Expertos de la ONU piden a México contrarrestar la campaña de desprestigio y respaldar a los defensores de derechos humanos*. Disponible sur : www.ohchr.org/SP/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=19784&LangID=S.

20 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : *Tendencia devastadora de crímenes contra defensores de derechos humanos en Guatemala : 18 este año, indica organización WOLA*. Disponible sur : elperiodico.com.gt/nacion/2018/08/01/tendencia-devastadora-de-crímenes-contra-defensores-de-derechos-humanos-en-guatemala-18-este-año-indica-organización-wola/.

21 ONU (2019). *Visita a Honduras. Informe del Relator Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos*. P. 10-13. Disponible sur : www.refworld.org/es/pdfid/5c63170d4.pdf.

22 Selon l'*Anuario de migración y remesas de México* : sur les 5,2% de Mexicains et Mexicaines qui émigrent vers les États-Unis et travaillent dans le secteur primaire (l'agriculture), 3,2% sont des femmes. Sur les 33,2% qui travaillent dans le secteur secondaire - l'industrie et la production manufacturière -, 15,1% sont des femmes. La grande majorité, c'est-à-dire 61,5%, dont 81,7% sont des femmes, travaille dans le secteur tertiaire. Note 16 *supra*.

23 Au Honduras, 48,7% sont des hommes et 51,3% sont des femmes. Projection de la population municipale et départementale de l'INE, année 2014, et de l'étude sur la caractérisation des déplacements internes au Honduras de la commission interinstitutionnelle pour la protection des personnes déplacées par la violence.

24 Information de Sayda Tábara. Note 6 *supra*.

25 Information de Anna Isern Sabrià, consultante en développement rural et souveraineté alimentaire du Collectif LAJUIX au Guatemala; à partir d'un questionnaire et de deux téléconférences réalisées le 18 février et le 7 mars 2019.

26 Information de Anna Isern Sabrià, consultante en développement rural et souveraineté alimentaire du Collectif LAJUIX au Guatemala à partir d'un questionnaire et de deux téléconférences réalisées le 18 février et le 7 mars 2019.

27 Urrutia, Alonso; Jiménez, Néstor (2019). *Ya van dos autobuses secuestrados como el de Tamaulipas*: AMLO. La Jornada, 13 mai 2019. Disponible sur : www.jornada.com.mx/ultimas/2019/03/12/se-indaga-caso-de-autobus-de-tamaulipas-con-eu-y-centroamerica-amlo-5261.html.

28 Information fournie par Anna Isern Sabrià. Note 25 *supra*.

29 Information fournie par Marcos Arana Cedeño. Note 15 *supra*.

30 Information fournie par Anna Isern Sabrià. Note 25 *supra*.

31 Information fournie Anna Isern Sabrià Op. Cit.

32 "Las mujeres mexicanas que residen en Estados Unidos tienen varios de los factores de riesgo para desarrollar ECV tales como : ingesta alta de grasas saturadas, hipertensión y diabetes, entre otras. (...) [debido a] la ingesta de alimentos densamente energéticos (azúcares concentrados y grasas)." Arenas-Monreal, Luz et al (2013). *Cambios alimenticios en mujeres morelenses migrantes a Estados Unidos*. Salud Pública de México, [S.L.], v. 55, n. 1, p. 35-42, ene. Disponible sur : www.saludpublica.mx/index.php/spm/article/view/7186/9341. ISSN 1606-7916.

33 "(...) los migrantes requieren atención médica principalmente por dolor físico y malestar, dolores de cabeza, migrañas recurrentes, dolores gástricos, malestar intestinal, hipertensión, vómitos, dolores musculares, amenorrea, ulceraciones, dermatitis, caída de pelo, fatiga crónica (Rozo, 2008). Otros problemas de salud [relacionados a la alimentación] son la diabetes [y] la obesidad (...)". Ceja Fernández, et al (2014). *Salud y enfermedad en los migrantes internacionales México-Estados Unidos*. Ra Ximhai [en ligne], 10 (janvier-juin). Disponible sur: <https://redalyc.org/articulo.oa?id=46129579013>.

prennent de gros risques. Sur leur trajet, elles sont souvent victimes de vols, d'extorsions et, de par leur genre, d'abus sexuels : six femmes sur dix sont violées, à tel point qu'elles se préparent parfois en prenant une contraception des semaines avant de commencer leur voyage pour éviter les grossesses²⁸.

Au cours de leur exode vers le nord, les femmes assument fréquemment leur rôle classique de prise en charge. Elles restent des mères, se procurent à manger, cuisinent, et trouvent des lieux où dormir avec leurs enfants²⁹. L'accès à l'alimentation et à l'eau étant généralement limité, elles mangent souvent moins pour donner la priorité à leurs enfants.

Ce ne sont pas seulement les personnes qui restent ou qui sont en voyage qui doivent relever de grands défis pour garantir leur droit à l'alimentation et à la nutrition ainsi que leurs autres droits humains. Lorsqu'elles arrivent à destination, certaines femmes travaillent dans les domaines où elles jouent les rôles habituellement dévolus à leur sexe, c'est-à-dire les travaux domestiques, alors que d'autres travaillent dans l'agriculture ou dans l'industrie. Les réseaux de soutien aux personnes migrantes, les réseaux familiaux ou de « compatriotes » sont aussi importants que le fait de trouver un emploi. Les personnes originaires des communautés autochtones guatémaltèques³⁰ par exemple émigrent habituellement vers des « quartiers » ou des villes bien spécifiques où elles ont la certitude de retrouver d'autres personnes de leur communauté d'origine. De cette façon, les différents groupes ethniques du pays peuvent se retrouver dans ces espaces. Ce phénomène est plus répandu parmi les communautés autochtones que parmi d'autres groupes ethniques non-autochtones à cause de leur méconnaissance de l'anglais et de l'espagnol qui limite leurs opportunités à l'arrivée.

Ces réseaux sont les premiers à soutenir les personnes migrantes en leur permettant de s'alimenter pendant qu'elles cherchent du travail. Ceux et celles qui migrent sans bénéficier de telles structures d'appui ont plus de difficultés à faire respecter leurs droits humains, y compris le droit à l'alimentation et à la nutrition.

DIS-MOI OÙ TU MIGRES ET JE TE DIRAI COMMENT TU T'ALIMENTES

Le phénomène de la migration a des impacts multiples sur l'alimentation. Lorsqu'il s'agit d'une migration de la campagne vers la ville, à l'intérieur d'un même pays, le rythme accéléré et le coût de la vie en ville obligent les personnes migrantes à consacrer leurs revenus à l'achat d'aliments ultra-transformés : des soupes instantanées, des conserves, des fritures, des produits « prêts à consommer » et des boissons gazeuses. Lors des visites fréquentes à leurs communautés, elles y ramènent ces nouveaux schémas de consommation qui sont perçus comme un symbole de réussite, ce qui a pour effet de dévaloriser les aliments locaux et traditionnels.

Par contre, les personnes qui émigrent vers les grandes villes surpeuplées d'Amérique du Nord s'immergent complètement dans ce nouveau contexte alimentaire où elles prennent l'habitude de fréquenter les établissements de restauration rapide³¹, de manger un seul repas par jour, et de consommer des aliments bon marché pour pouvoir survivre et envoyer de l'argent tous les mois. Plusieurs études constatent que la santé des personnes migrantes se détériore à cause de la consommation d'aliments à haute teneur en sucres, ultra-transformés, bourrés d'additifs chimiques. Les maladies cardiovasculaires³², le diabète et l'obésité³³ sont les problèmes de santé les plus fréquents parmi les personnes migrantes établies aux États-Unis.

Les schémas d'alimentation individuels aussi bien que les habitudes familiales subissent l'impact de la migration. Bien que certaines études observent une amélioration du niveau de vie des familles dans les pays d'origine³⁴ grâce à l'argent qu'on leur envoie, bon nombre d'entre elles arrêtent de cultiver la terre et de produire leurs propres aliments dès que leur pouvoir d'achat augmente et qu'elles peuvent avoir accès aux aliments considérés comme étant « de prestige », passant ainsi de la faim³⁵ à la malnutrition³⁶, cette dernière étant entendue comme l'ingestion d'aliments dont les qualités principales semblent être l'abondance ou les vitamines ajoutées à grand renfort de publicité, par exemple les céréales fortifiées avec des vitamines et du fer, mais à haute teneur en sucre.

Lorsque leurs revenus augmentent, les familles consomment nettement plus de services et de technologies. Or, plus la technologie est présente, plus le bombardement médiatique est intense³⁷. Selon plusieurs auteures et auteurs, cela a un impact direct sur les habitudes alimentaires³⁸, particulièrement chez les enfants, qui sont exposés quotidiennement à la publicité.

Dans ce processus complexe où se combinent l'augmentation du pouvoir d'achat, ce qu'on appelle « le détournement du palais »³⁹, les répercussions de cette pratique⁴⁰, et le bombardement publicitaire⁴¹, la consommation d'aliments est davantage induite par la publicité⁴² et les traités de libre échange⁴³ que par leur valeur nutritive. L'alimentation et la nutrition adéquates ne sont plus considérées comme un droit humain et se transforment purement et simplement en un acte de consommation du produit vanté par la publicité.

Même si les personnes qui migrent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur pays, modifient leur alimentation en fonction de leurs revenus et de leurs réseaux de soutien et même si leur nouvel environnement les induit à consommer au quotidien des aliments de l'agro-industrie, il existe aussi des pratiques de résistance qui tentent de conserver le « goût du pays » dans le lieu de destination. Les femmes migrantes établies à l'étranger ont souvent la nostalgie⁴⁴ de la nourriture de leur pays d'origine et essaient d'en reproduire la préparation. Tant les hommes que les femmes qui vivent à l'étranger reconnaissent qu'après leur famille, c'est la cuisine traditionnelle de leur pays qui leur manque le plus. Malgré tout, la façon de s'alimenter reste une composante fondamentale de l'identité.

En ce qui concerne les impacts sur les familles, plusieurs initiatives⁴⁵ sonnent l'alarme et sensibilisent aux effets d'une mauvaise nutrition tout en revendiquant le droit à une alimentation et une nutrition adéquates. D'autre part, dans la sphère privée et la vie quotidienne des familles qui comptent des migrants parmi leurs membres, ce sont en général les femmes qui déploient tous les efforts de résistance nécessaires pour assurer une bonne nutrition et une bonne alimentation de leur famille.

NOUS MIGRONS DANS DES CONDITIONS PARTICULIÈRES, NOUS MIGRONS EN TANT QUE FEMMES

Beaucoup de femmes migrent pour garantir leur droit à une vie sans violence, afin d'assurer pour elles et pour leur famille le droit à l'alimentation et à la nutrition, d'obtenir la reconnaissance des spécificités des femmes en tant que migrantes⁴⁶ et de conquérir les droits dont le système néolibéral les prive et que l'État ne leur garantit pas. La migration est une forme de résistance aux violences multiples auxquelles elles sont confrontées dans leur pays d'origine.

34 Domínguez, Ana Sofía; Olmedo, Eduardo; Rayo, Mariano. (2018). *Migración y Remesas. Incidencia en las condiciones de vida en cuatro departamentos : San Marcos, Huehuetenango, Quetzaltenango y Zacapa. Aproximación cuantitativa y cualitativa de la incidencia del uso de remesas familiares en los hogares receptores*. Konrad Adenauer Stiftung, ASIES, Iniciativa Think Thank. Guatemala. Disponible sur : https://s3.amazonaws.com/asies-books/books/2018_%20Migracion_y_Remesas.pdf y Canales Cerón, Alejandro I. (2008). *Remesas y desarrollo en América Latina: Una relación en busca de teoría*. Revue électronique *Migración y Desarrollo* No. 1. pp.5-30. Disponible sur : www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1870-75992008000200001&lng=es&tlng=es.

35 Selon l'Indice de la faim dans le monde de 2018, qui mesure le taux de faim et de malnutrition, le Mexique occupe la 22ème position, le Honduras la 59ème position, et le Guatemala la 70ème position sur 119 pays. Disponible sur : www.globalhungerindex.org/results/.

36 Voir l'Indice de la faim dans le monde, 2017. *The inequalities of hunger*. International Food Policy Research Institute, Concern Worldwide, Welthungerhilfe. Washington, DC / Dublin / Bonn. 2017. Disponible sur : www.globalhungerindex.org/pdf/en/2017.pdf.

37 Voir Reyes Pedraza, María Eugenia; García González, Janet y Téllez Castilla, María (2018). *Impacto de la publicidad en los hábitos alimenticios en los niños*. Revista Española de Comunicación en Salud. Vol. 9, No. 2, 116-126. Disponible sur : www.researchgate.net/publication/329778897_Impacto_de_la_publicidad_en_los_habitos_alimenticios_en_los_ninos_Impact_of_advertising_on_childrens_eating_habits.

38 Menéndez García, R. A. y Franco Díez, F. J. (2009). *Publicidad y alimentación : influencia de los anuncios gráficos en las pautas alimentarias de infancia y adolescencia*. Nutrición Hospitalaria. Vol.24 no.3 Madrid mai /juin. 2009. Disponible sur : http://scielo.isciii.es/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0212-16112009000300009.

39 *Comida procesada engaña al paladar; distorsiona la sociedad*. OPS. Disponible sur : www.excelsior.com.mx/nacional/2016/02/18/1075896.

40 ¿Qué es el paladar "secuestrado" y cuáles son sus repercusiones?. Disponible sur : <https://xepi.com.mx/completa1.php?i=103035>.

41 Fernández, Belén (2016). *Los tratados de libre comercio y la alimentación : un maridaje agri dulce*. Disponible sur : <https://ecosfron.org/los-tratados-de-libre-comercio-y-la-alimentacion-un-maridaje-agridulce/>.

42 Voir *Publicidad, expendios, programas públicos...Un sistema alimentario perverso que nos enferma*, disponible sur : <https://www.jornada.com.mx/2013/02/16/cam-publicidad.html>.

43 « [...] l'entrée en vigueur du Traité de libre-échange nord-américain (ALÉNA) [...] autorise l'importation massive de produits ultra-transformés à forte teneur en sucres, graisses, sel et pauvres en fibres. » Voir Arana Cedeño, Marcos et Cabada. Xavier (2015). *L'épidémie d'obésité et de diabète au Mexique Résultat de la prise en otage des politiques de nutrition par les transnationales et les conflits d'intérêts*. Disponible sur : www.righttofoodandnutrition.org/fr/node/55.

44 Pour plus de détails, veuillez consulter : Medina Luque, Francesc Xavier (Editor) (2014). *Alimentación y migraciones en Iberoamérica. Capítulo I. Introducción. Alimentación y migraciones en Iberoamérica : nuevas perspectivas sobre eternos temas*. Première édition. Barcelone. P. 19-30. Maison d'édition UOC.

45 Comme la Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo CLOC Via Campesina, Semillas de Vida, Sin Maíz no Hay País, Red Centroamericana de Mujeres Rurales, Indígenas y Campesinas RECMURIC, entre autres.

46 Le 4 novembre 2018, au Centro Cultural Tlatelolco de la Ciudad de México, dans le cadre du 8ème Forum social mondial des Migrations, création de l'Assemblée mondiale des femmes en situation de migration. Voir la Déclaration sur : www.facebook.com/FSMM2018/photos/a.418757008555125/604920423272115/?type=3&theater.

Qu'elles restent, soient en situation de transit ou qu'elles soient arrivées à leur destination, les femmes paient le prix de la place particulière qu'elles occupent au sein de la société et sont à tout instant des actrices politiques actives et des agents de changement. Les diverses stratégies adoptées pour survivre au dangereux périple vers les États-Unis, la réorganisation de la structure économique de la famille à la suite de la migration de la personne ayant statut de chef de famille, la violence sexiste qu'elles doivent affronter pendant tout le trajet, sont autant d'illustrations des multiples formes de résistance des femmes centraméricaines et mexicaines.

La migration est - et a toujours été au cours de l'histoire - un facteur de changement d'alimentation dont les effets se font sentir tant sur les lieux d'origine que sur ceux de la destination et qui est lié à la santé des femmes et à leur identité propre. Des statistiques et des études qui explorent les réelles spécificités des femmes qui migrent sont nécessaires ; elles permettront ainsi de les identifier et de les étudier et, partant, de mieux comprendre le phénomène dans toute son ampleur. Une analyse exhaustive devra dès lors tenir compte des liens entre les droits humains des femmes, la souveraineté alimentaire, le droit à l'alimentation et à la nutrition, et la migration, dans un contexte de mondialisation et avec une approche de genre qui permette une lecture intersectionnelle et structurelle de cette question.



EN BREF

Cet article tente de rendre visible la réalité de l'augmentation du nombre de femmes qui migrent en provenance du Honduras, du Guatemala et du Mexique vers les États-Unis, et la relation entre la féminisation de la migration et la violation du droit humain à une alimentation et à une nutrition adéquates. Il analyse les conditions spécifiques aux femmes, celles qui les poussent à émigrer et dans lesquelles leur migration se déroule. Pour elles, la violence sexiste s'ajoute aux causes fondamentales de la migration, à savoir le modèle socio-économique et la violence structurelle. Dans ce contexte, les femmes voient s'amenuiser la possibilité d'avoir accès à la terre et de contrôler la production d'aliments. Si la femme reste et que celui qui migre est l'homme, outre l'obligation d'assumer tous les rôles sociaux et familiaux de celui qui part, elle doit assurer son alimentation et celle de sa famille tout en prenant en charge les responsabilités économiques et sociales, et en gérant tous les impacts émotionnels et psychologiques. Si, au contraire, elle décide d'émigrer, son trajet sera fréquemment émaillé de vols, d'extorsions et d'abus sexuels. Six femmes sur dix qui optent pour la migration se font violer. Malgré tous ces risques, les femmes continuent souvent à assumer les rôles qui leur incombaient au sein du ménage au cours du voyage vers le nord : elles jouent leur rôle de mère, cuisinent, se procurent des aliments et cherchent des lieux où dormir avec leurs enfants. Qu'elles restent ou qu'elles s'en aillent, les femmes sont les premières à subir les impacts des violations de leurs droits, y compris le droit à une alimentation et à une nutrition adéquate. C'est la raison pour laquelle, dans leur vie privée et au quotidien, ce sont généralement elles qui mènent la danse des efforts et des résistances pour une bonne nutrition et une bonne alimentation.



CONCEPTS CLÉ

- La féminisation de la migration est liée autant au modèle économique qu'à la violence sexiste.
- Le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates est influencé par l'augmentation des revenus dans les familles dont certains membres migrent ainsi que par le bombardement médiatique.
- La migration en tant que cause historique de changement d'alimentation.
- La migration, l'alimentation et la nutrition en tant que droits humains.
- Les résistances des femmes pour le droit à migrer et à s'alimenter.



MOTS CLÉ

- Migration
- Femmes
- Alimentation
- Caravane de migrants
- Honduras
- Guatemala
- Mexique
- États-Unis

Au coeur de la Syrie du Nord, un village écologique renait de ses cendres. Il a été construit pour et par des femmes d'origines et de confessions diverses. A mains nues, elles ont érigé leurs maisons, leurs écoles et leurs exploitations agricoles. Dans un contexte de violence, ces femmes ont bâti un havre de paix pour elles et pour leurs enfants, un lieu protégé de l'oppression patriarcale et respectueux de la nature. Il s'agit ici d'un exemple tiré de l'édition 2019 de l'Observatoire, qui s'ajoute aux nombreux témoignages de femmes militantes que vous avez pu lire dans les éditions précédentes. Depuis le Guatemala, où des femmes autochtones mayas protègent la biodiversité et leurs semences locales, jusqu'en Tanzanie, où des gardiennes de troupeaux Maasai défendent leur droit à la terre, en passant par l'Inde, où les travailleuses de plantations de thé partent en grève pour leurs droits à la santé et à la maternité, l'Observatoire reste un portail où les femmes peuvent partager leurs expériences de lutte et de résistance.

Les auteures de l'édition 2019 de l'*Observatoire* s'inspirent d'une vision des droits des femmes comme élément inaliénable du droit humain à une alimentation adéquate à la nutrition, et situent les femmes à l'épicentre des combats pour la nourriture.

C'est à un moment particulièrement opportun que nous mettons le curseur sur la lutte des femmes pour la souveraineté alimentaire, alors que se multiplient les actes de violence à l'encontre des femmes – et des communautés – qui s'opposent à la montée des gouvernements d'extrême droite et au pouvoir des entreprises, sur fond d'un néo-libéralisme dominant. Le patriarcat et le capitalisme renforcent la crise environnementale actuelle, et les femmes qui ont le courage d'imaginer des modèles différents sont en première ligne dans la lutte pour le droit à l'alimentation et à la nutrition.

Dans chaque article de l'édition 2019 de l'*Observatoire*, les auteures soulignent toute la rage que ressentent les femmes à travers le monde, et expliquent comment elles s'organisent, se mobilisent et résistent. En exposant le déni de droits au centre du nexus femmes-violence-nature, nous libérons l'espace d'une colère collective face à la destruction de la Terre dont nous dépendons tous et toutes.

Lisez l'*Observatoire*, et faites-nous part de vos réflexions !

Pour en savoir plus sur l'*Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* :
www.righttofoodandnutrition.org/fr/content/observatoire

Rejoignez-nous sur [Facebook](#)
et sur [Twitter](#) #RtFNWatch

